

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1505

[C — 2003/29202]

27 FEVRIER 2003. — Décret sur la radiodiffusion (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales (*)

(*) Le présent décret vise notamment à transposer les directives européennes suivantes :

- la directive 89/552/CEE visant à la coordination de certaines dispositions législatives réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, dite « directive télévision sans frontière » telle que modifiée par la directive 97/36/CE;
- la directive 95/47/CE relative à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision;
- la directive 98/84/CE concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel;
- la directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive « accès »);
- la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « autorisation »);
- la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « cadre »);
- la directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel »).

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° Achat de programme : toute acquisition, par un éditeur de services ou pour son compte, d'un droit de diffusion sur un programme produit par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en a assuré la production déléguée, à l'exclusion d'un programme de communication publicitaire;
- 2° Audience cumulée : le nombre de téléspectateurs et/ou d'auditeurs différents dans la cible 4 ans et plus calculé pendant une durée ou une plage horaire définie;
- 3° Autopromotion : tout message radiodiffusé à l'initiative d'un éditeur de services et qui vise à promouvoir ses propres services, programmes ou des produits connexes directement dérivés de ses propres programmes;
- 4° Centre du cinéma et de l'audiovisuel : le Centre du cinéma et de l'Audiovisuel tel qu'organisé par le chapitre 1^{er} du décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement;
- 5° Collège d'autorisation et de contrôle : le Collège d'autorisation et de contrôle du CSA;
- 6° Commande de programme : la commande par un éditeur de services d'un programme, à l'exclusion d'un programme de communication publicitaire, produit ou coproduit par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;
- 7° Communication publicitaire : la publicité, le parrainage, le télé-achat et l'autopromotion;
- 8° Conseil de l'Education aux Médias : le Conseil de l'Education aux Médias tel qu'organisé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias;
- 9° Coproduction d'œuvre audiovisuelle : la production d'une œuvre audiovisuelle par un éditeur de services et au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;
- 10° CSA : le Conseil supérieur de l'Audiovisuel, tel qu'organisé par le titre VII du présent décret;
- 11° Dispositif illicite : tout dispositif et/ou composant matériel ou logiciel conçu, produit, adapté ou réalisé pour permettre l'accès à un service protégé et/ou rendant accessible un service protégé sous une forme intelligible sans l'autorisation du prestataire de services;

12° Distributeur de services : toute personne morale qui met à disposition du public un ou des services de radiodiffusion de quelle que manière que ce soit et notamment par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par le biais d'un réseau de télédistribution. L'offre de services peut comprendre des services édités par la personne elle-même et des services édités par des tiers avec lesquels elle établit des relations contractuelles.

Est également considérée comme distributeur de services, toute personne morale qui constitue une offre de services en établissant des relations contractuelles avec d'autres distributeurs;

13° Editeur de services : la personne morale qui assume la responsabilité éditoriale d'un ou de plusieurs services de radiodiffusion en vue de les diffuser ou de les faire diffuser;

14° Embrouillage : la chaîne des opérations de traitement des signaux audio et vidéo d'un service de radiodiffusion destiné à le rendre inintelligible à toute personne ne disposant pas des titres d'accès requis;

15° Fonds d'aide à la création radiophonique : fonds budgétaire destiné à soutenir les projets d'émissions de création radiophonique et les structures d'accueil pour la création radiophonique agréées par le Gouvernement;

16° Fréquence de réémission : la radiofréquence située à l'intérieur de la zone de services d'un émetteur et destinée à améliorer la zone de service de cet émetteur;

17° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

18° Hauteur de l'antenne : la hauteur de l'antenne par rapport au sol;

19° Œuvre audiovisuelle : œuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle — téléfilm, série, animation — ou œuvre documentaire;

20° Œuvre européenne :

a) l'œuvre originaire d'Etats membres de l'Union européenne qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces Etats et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats,

— la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats,

— la contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction, et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces Etats;

b) l'œuvre originaire d'Etats tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces Etats.

L'œuvre originaire d'Etats tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe n'est toutefois une œuvre européenne qu'à la condition que les œuvres originaires des Etats membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats tiers européens;

c) l'œuvre originaire d'autres Etats tiers européens qui est réalisée soit exclusivement soit en coproduction avec des producteurs établis dans un ou plusieurs Etats membres, par des producteurs établis dans un ou plusieurs Etats tiers européens avec lesquels l'Union européenne a conclu des accords ayant trait au secteur de l'audiovisuel et pour autant que cette œuvre soit réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs ou de travailleurs résidant dans un ou plusieurs Etats européens, à la condition que cette œuvre ne fasse pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats concernés;

d) l'œuvre qui est produite dans le cadre d'accords bilatéraux de coproduction conclus entre des Etats membres et des pays tiers, à la condition que les coproducteurs communautaires participent majoritairement au coût total de production et que la production ne soit pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors du territoire des Etats membres;

e) l'œuvre qui n'est pas européenne au sens des paragraphes a à d mais qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs Etats membres, est considérée européenne au prorata de la part des coproducteurs communautaires dans le coût total de la production;

21° Offre de base : les services de radiodiffusion offerts en bloc à l'abonné moyennant un tarif d'abonnement unique;

22° Opérateur de réseau : toute personne morale qui assure les opérations techniques d'un réseau de radiodiffusion nécessaires à la transmission et la diffusion auprès du public de services de radiodiffusion;

23° Parrainage : toute contribution d'une institution ou d'une entreprise, publique ou privée, n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations;

24° Pré-achat d'œuvre audiovisuelle : toute acquisition, par un éditeur de services d'un droit de diffusion d'une œuvre audiovisuelle à réaliser et coproduite par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;

25° Prestation extérieure : toute prestation effectuée, à la demande d'un éditeur de services, dans la réalisation de tout ou partie d'un programme de cet éditeur, par une personne physique ou morale établie dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à l'exception des programmes de communication publicitaire;

26° Producteurs indépendants de la Communauté française : le producteur, établi dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

- qui dispose d'une personnalité juridique distincte de celle d'un éditeur de services,
- qui ne dispose pas d'une manière directe ou indirecte de plus de 15 % du capital d'un éditeur de services,
- qui ne retire pas plus de 90 % de son chiffre d'affaires durant une période de trois ans de la vente de productions à un même éditeur de services de la Communauté française,
- dont le capital n'est pas détenu directement ou indirectement pour plus de 15 % par un éditeur de services,
- dont le capital n'est pas détenu pour plus de 15 % par une société qui détient directement ou indirectement plus de 15 % du capital d'un éditeur de services;

27° Production propre : le programme conçu par le personnel d'un éditeur de services, composé et réalisé par lui et sous son contrôle;

28° Programme de télé-achat : la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou de services, y compris des biens immeubles, ou de droits et d'obligations;

29° Publicité : toute forme de message radiodiffusé contre rémunération ou paiement similaire par une institution ou une entreprise publique ou privée dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services y compris les biens immeubles, les droits et les obligations;

30° Publicité clandestine : la présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'éditeur de services dans un but publicitaire et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation. Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite contre rémunération ou toute autre forme de paiement;

31° Puissance apparente rayonnée : le produit de la puissance fournie à l'extrémité de l'antenne par son gain par rapport à un doublet demi-onde dans une direction donnée;

32° Radio en réseau : le service privé de radiodiffusion sonore qui dispose d'un réseau de radiofréquences;

33° Radio indépendante : le service privé de radiodiffusion sonore qui dispose d'une seule radiofréquence;

34° Réseau de fréquences : l'association de radiofréquences attribuées globalement à un réseau;

35° Réseau de radiodiffusion : les systèmes de transmission et, le cas échéant, les équipements de commutation ou de routage et les autres ressources, qui permettent l'acheminement de signaux porteurs de services de radiodiffusion par câble, par voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques;

36° Réseau de télédistribution : réseau de radiodiffusion mis en œuvre par un même opérateur de réseau dans le but de transmettre au public par câble coaxial des signaux porteurs de services de radiodiffusion;

37° RTBF : la Radio-Télévision belge de la Communauté française de Belgique;

38° Service de télé-achat : un service de radiodiffusion télévisuelle constitué uniquement de programmes de télé-achat;

39° Service protégé : tout service de radiodiffusion fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel;

40° Spot isolé : spot de publicité ou de téléachat qui n'est ni précédé, ni suivi par un autre spot de publicité ou de téléachat;

41° Système d'accès conditionnel : l'ensemble des moyens matériels et logiciels utilisés par un ou des systèmes de gestion des abonnés pour restreindre l'accès à tout ou partie d'un ou de plusieurs services de radiodiffusion au seul public disposant des titres d'accès requis;

42° Télévisions locales : les éditeurs locaux de service public de radiodiffusion télévisuelle visés au titre IV du présent décret;

43° Transcontrôle : le procédé permettant de changer de système d'accès conditionnel sans toucher au signal embrouillé d'un service de radiodiffusion;

44° Zone de service : la zone à l'intérieur de laquelle la valeur médiane du champ d'un émetteur, déterminé conformément aux recommandations du Comité consultatif international des radiocommunications, est supérieure à la valeur du champ utilisable de cet émetteur.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions particulières applicables à la RTBF, le présent décret s'applique à toute activité de radiodiffusion.

§ 2. Est soumis au présent décret, tout éditeur de services, tout distributeur de services et tout opérateur de réseau qui relève de la compétence de la Communauté française.

§ 3. Relève de la compétence de la Communauté française, tout éditeur de services :

1° Qui est établi en Région de langue française;

2° Qui est établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale et dont les activités doivent être rattachée exclusivement à la Communauté française.

§ 4. Est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'éditeur de services :

a) qui a son siège social effectif en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale où sont prises les décisions relatives à la programmation;

b) dont une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion opère dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

— lorsque son siège social effectif est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que le lieu où sont prises les décisions de la direction relative à la programmation est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

— ou lorsque le lieu où sont prises les décisions de la direction relative à la programmation est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que son siège social effectif est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

c) qui a son siège social effectif en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, lorsque le lieu où sont prises les décisions de la direction relative à la programmation est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen et alors qu'une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion est située d'une part, en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, et d'autre part, dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

d) qui a commencé à émettre légalement en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale lorsque le b) ne s'applique pas dès lors qu'une partie importante de son personnel n'opère pas en région de langue française, en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou dans un Etat visé au b) et à condition qu'il maintienne un lien économique stable et réel avec la Communauté française;

e) dont une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion opère dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

— lorsque son siège social effectif est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que le lieu où sont prises les décisions de la direction relative à la programmation est situé dans un Etat non membre de l'Union européenne ou n'étant pas partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

— ou lorsque le lieu où sont prises les décisions de la direction relative à la programmation est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que son siège social effectif est situé dans un Etat non membre de l'Union européenne ou n'étant pas partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

§ 5. Relève de la compétence de la Communauté française, l'éditeur de services qui n'est pas établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen et qui distribue ou fait distribuer un ou de plusieurs de ses services de radiodiffusion en utilisant une radiofréquence, une capacité satellitaire, une liaison montante vers un satellite ou une capacité d'un réseau de radiodiffusion, relevant de la compétence de la Communauté française.

§ 6. Relève de la compétence de la Communauté française l'éditeur non visé aux §§ 4 et 5, qui est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale au sens des articles 52 et suivants du traité instituant la Communauté européenne.

§ 7. Relève de la compétence de la Communauté française, l'éditeur de services qui est établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen vis-à-vis duquel il a été constaté par le Collège d'autorisation et de contrôle, après consultation de la Commission de l'Union européenne, que ses activités sont entièrement ou principalement tournées vers le public de la Communauté française et qu'il s'est établi dans l'un de ces Etats en vue de se soustraire aux règles qui lui seraient applicables s'il relevait de la compétence de la Communauté française.

§ 8. Relève de la compétence de la Communauté française, tout distributeur de services mettant à disposition du public un ou des services de radiodiffusion en ayant recours :

1° soit, à un réseau de radiodiffusion hertzien terrestre utilisant une ou des radiofréquences de la Communauté française;

2° soit, à un réseau de télédistribution situé en région de langue française;

3° soit, à un réseau de télédistribution situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française;

4° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes de la Communauté française;

5° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région de langue française et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique;

6° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française;

7° soit, à tout autre système de transmission dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région de langue française et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique;

8° soit, à tout autre système de transmission dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française.

§ 9. Relève de la compétence de la Communauté française tout opérateur de réseau qui assure les opérations techniques :

1° d'un réseau de radiodiffusion hertzien terrestre utilisant une ou des radiofréquences de la Communauté française;

2° d'un réseau de télédistribution situé en région de langue française;

3° d'une ou de plusieurs radiofréquences satellitaires de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Droit du public à l'information**Section I^{re}. — Les garanties d'accès du public à l'information sur des événements publics*

Art. 3. § 1^{er}. Dans les conditions fixées par le présent article, le droit du public à l'information ne peut être entravé par l'exercice d'un droit d'exclusivité, obtenu par la RTBF ou tout éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française, sur des événements publics. Par événement public, il faut entendre un événement, organisé ou non, auquel l'accès a été donné à un éditeur de services par l'organisateur de cet événement ou par toute personne exerçant un contrôle sur l'accès à cet événement.

§ 2. Aux fins de satisfaire au droit du public à l'information quant aux événements publics, la RTBF et tout éditeur de services autorisé en vertu du présent décret ont le droit, moyennant une contrepartie équitable, proportionnée et non discriminatoire, de faire des enregistrements des programmes des éditeurs de services relevant de la compétence de la Communauté française à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé. Ce droit peut être étendu aux éditeurs de services relevant de la compétence des autres Communautés et des autres Etats de l'Union européenne sous bénéfice de réciprocité.

§ 3. Nul ne peut se prévaloir du droit d'enregistrement et de l'utilisation d'extraits visé au § 2 alors qu'il avait accès aux événements publics en vue de procéder ou de faire procéder à l'enregistrement des éléments de programmes nécessaires à la relation de ces événements.

§ 4. Sans préjudice d'accords conclu entre les éditeurs de services, le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent article. Il règle notamment la durée maximale de l'enregistrement autorisé, le délai dans lequel l'extrait peut être utilisé et les conditions de réutilisation des programmes comportant un extrait obtenu au départ de l'enregistrement d'un programme d'un éditeur de services tiers.

Section II. — Droit d'accès du public, en radiodiffusion télévisuelle, aux événements d'intérêt majeur

Art. 4. § 1^{er}. Après avoir pris l'avis du CSA, le Gouvernement peut arrêter une liste des événements qu'il juge d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française. Ces événements ne peuvent faire l'objet d'un exercice de droits d'exclusivité par un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle ou par la RTBF, de manière telle qu'une partie importante du public de cette Communauté soit privée d'accès à ces événements par le biais d'un service de radiodiffusion télévisuelle à accès libre.

Le Gouvernement détermine si les événements doivent être transmis en direct ou en différé, en totalité ou par extraits.

§ 2. Un événement est considéré d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française lorsqu'il répond au moins à deux des critères énoncés ci-après :

1° l'événement a un écho particulier auprès du public de la Communauté française en général et non auprès du public qui suit habituellement un tel événement;

2° l'événement a une importance culturelle globalement reconnue par le public de la Communauté française et constitue un catalyseur de son identité culturelle;

3° une personnalité ou une équipe nationale participe à l'événement concerné dans le cadre d'une compétition ou d'une manifestation internationale majeure;

4° l'événement fait traditionnellement l'objet d'une retransmission dans un programme d'un service de radiodiffusion télévisuelle à accès libre en Communauté française et mobilise un large public.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis du CSA, arrête les modalités selon lesquelles les événements visés ci-dessus doivent être accessibles.

§ 3. Un service de radiodiffusion télévisuelle est considéré comme étant à accès libre lorsqu'il est diffusé en langue française et peut être capté par 90 % des foyers équipés d'une installation de réception de services de radiodiffusion télévisuelle, situés dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Hormis les coûts techniques, la réception de ce service ne peut être soumise à un autre paiement que l'éventuel prix d'abonnement à l'offre de base d'un service de distribution par câble.

§ 4. Les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle et la RTBF s'abstiennent d'exercer des droits d'exclusivité, qu'ils auraient acquis après le 30 juillet 1997, de manière telle qu'ils priveraient d'accès, par le biais d'un service de radiodiffusion télévisuelle à accès libre, à des événements d'intérêt majeur, dont la liste a été publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*, une partie importante du public d'un Etat membre de l'Union européenne. Ils se conforment aux conditions particulières fixées à l'occasion de la publication des listes précitées et qui concernent l'accès en direct, en différé, en totalité ou par extraits.

Section III. — Accès du public aux messages urgents d'intérêt général

Art. 5. Les éditeurs de services et la RTBF doivent diffuser, sur demande du Gouvernement de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Région Bruxelles-Capitale, des collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Gouvernement fédéral, tout message urgent d'intérêt général en cas de catastrophe aérienne, risque nucléaire, tremblement de terre, pollution grave ou événement assimilé.

CHAPITRE IV. — *Transparence et sauvegarde du pluralisme*

Art. 6. § 1^{er}. La RTBF et les éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret rendent publique les informations de base les concernant pour permettre au public de se faire une opinion sur la valeur à accorder aux informations et aux opinions diffusées dans les programmes des services de radiodiffusion visés par le présent décret. Le Gouvernement arrête la liste des informations de base ainsi que les modes de diffusion assurant un accès équitable à celle-ci.

§ 2. Afin d'assurer la transparence de leurs structures de propriété et de contrôle ainsi que leur degré d'indépendance les éditeurs de services, les distributeurs de services et les opérateurs de réseau communiquent au Collège d'autorisation et de contrôle les informations suivantes lors de leur demande d'autorisation ou de tout acte analogue :

1° l'identification des personnes physiques ou morales participant au capital de la société et le montant de leur participation respective ou la liste des membres pour les personnes morales constituées en a.s.b.l.;

2° la nature et le montant des intérêts détenus par les personnes précitées dans d'autres sociétés du secteur de la radiodiffusion ou d'autres secteurs des médias;

3° l'identification des personnes physiques ou morales œuvrant dans des activités de fourniture de ressources intervenant de manière significative dans la mise en œuvre des programmes des services de radiodiffusion, ainsi que la nature et le montant de leur participation.

§ 3. Tout changement intervenu dans les informations visées au § 2, durant la période de l'autorisation ou de l'acte analogue, doit être communiqué dans le mois au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle tient à jour l'ensemble des informations visées aux §§ 2 et 3 et vérifie la mise à disposition effective des informations visées au § 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. L'exercice d'une position significative dans le secteur de l'audiovisuel par un éditeur de services autorisé ou un distributeur de services déclaré en vertu du présent décret, ou par plusieurs de ceux-ci contrôlés directement ou indirectement par un actionnaire commun, ne peut porter atteinte à la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste dans les services de radiodiffusion.

Par offre pluraliste, il faut entendre une offre médiatique à travers une pluralité de médias indépendants et autonomes reflétant la diversité la plus large possible d'opinions et d'idées.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate l'exercice d'une position significative, il engage une procédure d'évaluation du pluralisme de l'offre dans les services de radiodiffusion édités ou distribués par les personnes morales visées au § 1^{er}.

Le Collège d'Autorisation et de contrôle constate l'exercice d'une position significative notamment :

1° lorsqu'une personne physique ou morale, détenant plus de 24 % du capital d'un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle, détient, directement ou indirectement, plus de 24 % du capital d'un autre éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle de la Communauté française;

2° lorsqu'une personne physique ou morale, détenant plus de 24 % du capital d'un éditeur de services de radiodiffusion sonore, détient, directement ou indirectement, plus de 24 % du capital d'un autre service de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

3° lorsque l'audience cumulée de plusieurs éditeurs de service de radiodiffusion télévisuelle atteint 20 % de l'audience totale des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle de la Communauté française et que ces éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle sont détenus directement ou indirectement, majoritairement ou minoritairement, par une même personne physique ou morale;

4° lorsque l'audience cumulée de plusieurs éditeurs de services de radiodiffusion sonore atteint 20 % de l'audience totale des services de radiodiffusion sonore de la Communauté française et que ces éditeurs de services de radiodiffusion sonore sont détenus directement ou indirectement, majoritairement ou minoritairement, par une même personne physique ou morale.

§ 3. Si au terme de son évaluation le Collège d'autorisation et de contrôle constate une atteinte à la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste, il notifie ses griefs à la ou aux personnes morales concernées et engage avec elles une concertation afin de convenir de mesures permettant le respect du pluralisme de l'offre.

§ 4. Si la concertation n'aboutit pas à la conclusion d'un protocole d'accord dans un délai de six mois ou si ce protocole n'est pas respecté, le Collège d'autorisation et de contrôle peut prendre les sanctions visées à l'article 156.

§ 5. Dans le cadre de la procédure visée au présent article, le Collège d'autorisation et de contrôle peut consulter le Service ou le Conseil de la Concurrence.

TITRE II. — Des programmes

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Art. 8. Sont soumis aux dispositions du présent titre, tout service de radiodiffusion édité par la RTBF et tout service d'un éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Respect de la dignité humaine et protection des mineurs*

Art. 9. La RTBF et les éditeurs de services soumis au présent décret ne peuvent éditer :

1° des programmes contraires aux lois ou à l'intérêt général, portant atteinte au respect de la dignité humaine ou contenant des incitations à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier pour des raisons de race, de sexe, de nationalité, de religion ou de conception philosophique, ou tendant à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime nazi pendant la seconde guerre mondiale ainsi que toute autre forme de génocide;

2° des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite. Cette dernière interdiction s'étend aux autres programmes ou séquences de programmes, notamment les bandes annonces, susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écoutent normalement pas ces programmes et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion. Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent alinéa;

3° des programmes qui favorisent un courant de pensée, de croyance ou d'opinion constituant une menace pour les libertés fondamentales garanties par la Constitution ou la Convention européenne des droits de l'homme ou visant à abuser de la crédulité du public.

CHAPITRE III. — *La communication publicitaire**Section I^{re}. — Règles générales*

Art. 10. La communication publicitaire ne peut être contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés ou aux règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 132, § 1^{er}, 5°, et approuvés par le Gouvernement, qui réglementent la publicité en général ou la publicité pour certains produits ou services.

Art. 11. La communication publicitaire ne peut pas :

- 1° porter atteinte au respect de la dignité humaine;
- 2° comporter de discrimination en raison de la race, du sexe ou de la nationalité;
- 3° attenter à des convictions religieuses, philosophiques ou politiques;
- 4° encourager des comportements préjudiciables à la santé ou à la sécurité, notamment par la mise en valeur de comportements violents;
- 5° encourager des comportements préjudiciables à la protection de l'environnement;
- 6° contrevenir aux règles relatives à la propriété littéraire, artistique et industrielle et aux droits de la personne sur son image;
- 7° contenir des références à une personne ou une institution déterminée, de déclarations ou attestations émanant d'elles, sans leur autorisation ou celle de leurs ayants droit.

Art. 12. § 1^{er}. La communication publicitaire ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs. Elle ne peut porter sur l'adhésion à une croyance religieuse ou philosophique.

§ 2. La communication publicitaire ne peut avoir trait à des biens ou des services que le Gouvernement désigne par arrêté, sauf dans les conditions fixées par lui, ni être contraire aux lois, arrêtés et directives européennes relatives à la publicité pour certains biens ou services.

Art. 13. La communication publicitaire ne doit pas porter un préjudice moral ou physique aux mineurs et doit, de ce fait, respecter les critères suivants pour leur protection :

- 1° elle ne doit pas inciter directement les mineurs à l'achat d'un produit ou d'un service, en exploitant leur inexpérience ou leur crédulité;
- 2° elle ne doit pas inciter directement les mineurs à persuader leurs parents ou des tiers d'acheter les produits ou les services concernés;
- 3° elle ne doit pas exploiter la confiance particulière que les mineurs ont dans leurs parents, leurs enseignants ou d'autres personnes;
- 4° elle ne doit pas, sans motif, présenter des mineurs en situation dangereuse.

Art. 14. § 1^{er}. La communication publicitaire doit être aisément identifiable comme telle. Elle doit être nettement distincte des autres programmes ou séquences de programme grâce à des moyens optiques ou acoustiques clairement identifiables.

§ 2. La communication publicitaire ne peut pas utiliser des techniques subliminales.

§ 3. Le volume sonore des spots de communication publicitaire, ainsi que des écrans qui les précèdent ou qui les suivent, ne doit pas faire intentionnellement l'objet d'une variation, par quelque moyen que ce soit, par rapport au reste des programmes.

§ 4. Toute référence directe ou indirecte dans la communication publicitaire à un programme ou à une séquence de programme de nature à créer la confusion quant au caractère publicitaire de la communication est interdite.

§ 5. Le § 1^{er} n'est pas applicable au parrainage. Le § 4 n'est pas applicable au parrainage et à l'autopromotion.

Art. 15. Sauf pour ce qui concerne le parrainage, les éditeurs de services ne peuvent limiter la communication publicitaire à des biens ou des services d'un seul groupe commercial ou financier, ni accorder une exclusivité pour la publicité d'un produit déterminé ou d'un service déterminé.

Art. 16. Les éditeurs de services qui diffusent de la publicité en faveur des médicaments et traitements médicaux ou en faveur des boissons alcoolisées doivent mettre gratuitement à la disposition du Gouvernement, selon des modalités à convenir après concertation avec les éditeurs de services concernés, des espaces publicitaires destinés à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé, égaux à ceux consacrés à la publicité en faveur desdits produits ou services.

Art. 17. Pour les programmes et séquences de programmes de jeu et de concours avec remise de lots sous la forme de produits ou services aux participants ou aux téléspectateurs, ces produits ou services peuvent apparaître à l'écran ou être cités au cours du programme considéré, à condition que leur présentation ne soit accompagnée ni d'argumentation, ni de mise en valeur qui soient destinées à inciter à la consommation ou à l'achat direct de ces produits ou services.

*Section II. — Règles relatives à la publicité, au télé-achat
et à l'autopromotion dans les services de radiodiffusion télévisuelle*

Art. 18. § 1^{er}. La publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion doivent être insérés entre les programmes. Sous réserve des conditions fixées aux §§ 2 à 5, ils peuvent également être insérés pendant des programmes, de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur de ces programmes en tenant compte de leurs interruptions naturelles ainsi que de leur durée et de leur nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

§ 2. Dans les programmes composés de séquences ou dans les programmes sportifs et les événements et spectacles de structure similaire comprenant des intervalles, la publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés qu'entre les séquences autonomes ou dans les intervalles.

§ 3. La transmission d'œuvres audiovisuelles telles que les longs métrages cinématographiques et les films conçus pour la télévision à l'exclusion des séries, des feuilletons, des programmes de divertissement et des documentaires, peut être interrompue une fois par tranche complète de 45 minutes, à condition que leur durée programmée soit supérieure à 45 minutes.

Une autre interruption est autorisée si leur durée programmée est supérieure d'au moins 20 minutes à deux ou plusieurs tranches complètes de 45 minutes.

Toutefois, dans les services édités par la RTBF et par les télévisions locales, la publicité et l'autopromotion ne peuvent interrompre ni une œuvre cinématographique, ni une œuvre dont l'auteur veut conserver l'intégrité, ni une séquence d'un programme.

§ 4. Lorsque des programmes autres que ceux couverts par les §§ 2 et 3 du présent article sont interrompus par la publicité, le télé-achat et l'autopromotion une période d'au moins 20 minutes doit s'écouler entre chaque interruption successive à l'intérieur des programmes.

§ 5. La publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés dans les journaux télévisés, dans les programmes pour enfants, dans les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques. Les magazines d'actualités, les documentaires, les programmes religieux et les programmes de morale non confessionnelle, dont la durée programmée est inférieure à 30 minutes, ne peuvent être interrompus par la publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion. Lorsqu'ils ont une durée programmée d'au moins 30 minutes, les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent.

Art. 19. Les spots isolés d'autopromotion sont autorisés.

Les spots isolés de publicité doivent être exceptionnels.

Les spots isolés de télé-achat sont interdits.

Art. 20. § 1^{er}. Le temps de transmission consacré à la publicité et au télé-achat est fixé par le Gouvernement.

Pour la publicité, ce temps de transmission ne peut dépasser 15 % du temps de transmission quotidien.

Toutefois, ce temps de transmission peut être porté à 20 % s'il comprend le télé-achat, à condition que le volume des spots publicitaires ne dépasse pas 15 %.

§ 2. Le temps de transmission maximum des écrans de publicité à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 % de cette période.

Art. 21. La publicité clandestine est interdite.

Section III. — Règles relatives à la publicité, au télé-achat et à l'autopromotion dans les services de radiodiffusion sonore

Art. 22. Le temps de transmission consacré à la publicité, aux spots de télé-achat et d'autopromotion est fixé par le Gouvernement. Le temps de transmission consacré à la publicité ne peut dépasser un maximum de 20 % par heure d'horloge.

Art. 23. La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent interrompre les programmes d'art lyrique ou dramatique, sauf durant les interruptions naturelles.

Section IV. — Règles propres au parrainage

Art. 24. Les personnes physiques ou morales et les entreprises peuvent parrainer des programmes et des séquences d'un même programme lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le contenu et la programmation d'un programme parrainé ne peuvent en aucun cas être influencés par le parrain de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriales de l'éditeur de services à l'égard des programmes;

2° les programmes parrainés doivent être clairement identifiés en tant que tels par le nom ou le logo du parrain au début et à la fin des programmes;

3° l'annonce du parrainage ne peut contenir que le nom du parrain, sa dénomination sociale ou commerciale ou l'indication de deux au maximum des marques des produits ou des services que le parrain commercialise;

4° les signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du parrain sont le sigle, le logotype, les facteurs d'identification à l'exclusion du produit lui-même ou de son conditionnement;

5° les programmes parrainés ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location des produits ou services du parrain ou d'un tiers, en particulier en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services;

6° le parrainage est annoncé dans les génériques diffusés avant et après le programme parrainé, ou en début et fin d'une séquence clairement distincte d'un même programme et dans les bandes annonces qui assurent la promotion dudit programme.

Le Gouvernement peut déroger à ce principe, après avis du CSA, et déterminer le type de programme à l'intérieur duquel le parrain peut être cité;

7° la durée d'apparition de l'annonce du parrainage ne peut excéder dix secondes avec un maximum de six annonces par heure d'horloge;

8° les programmes ne peuvent être parrainés par des personnes physiques ou morales ou des entreprises qui ont pour activité principale la fabrication ou la vente de produits ou la fourniture des services dont la publicité est interdite en vertu des articles 10 et 12 du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

9° les journaux parlés et télévisés et les programmes d'information politique et générale ne peuvent être parrainés;

10° à la RTBF et dans les télévisions locales, les programmes pour enfants ne peuvent être parrainés;

11° ne pas avoir pour tous les programmes d'une seule et même journée, un seul et même parrain.

Art. 25. En télévision, à l'occasion de la retransmission en direct ou en différé d'événements sportifs, des mentions occasionnelles de parrainage peuvent intervenir même en cours de reportage et notamment lors des séquences de ralenti et de césure naturelle, à condition de ne pas gêner la visibilité du déroulement de l'action sportive.

La durée de chaque mention ne peut excéder dix secondes avec un maximum de six apparitions par heure d'horloge.

Art. 26. En télévision, l'indication du nom, de la dénomination ou de la raison sociale ou l'indication des signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du prestataire de services qui fournit dans un programme des données informatiques ou de chronométrage, peut apparaître à l'écran ou être cité au cours du programme considéré, chaque fois que ces données sont présentées.

Art. 27. Le Gouvernement peut fixer des règles complémentaires notamment concernant la durée des contrats de parrainage et le parrainage de jeux.

Section V. — Règles propres aux programmes de télé-achat

Art. 28. § 1^{er}. Les éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret, à l'exception des télévisions locales et de la RTBF, peuvent diffuser des programmes de télé-achat.

Tout éditeur de services souhaitant diffuser des programmes de télé-achat doit en faire la déclaration préalable auprès du Gouvernement et du Collège d'autorisation et de contrôle.

La déclaration comporte les éléments suivants :

1° la durée de diffusion quotidienne des programmes de télé-achat en identifiant quelle est la part consacrée aux rediffusions;

2° le type de produits et de services offerts;

3° la date prévue du lancement de la diffusion des programmes de télé-achat.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. Les éditeurs de services assurent l'entière responsabilité de la diffusion des programmes de télé-achat et du respect des conditions fixées par le présent décret et ses arrêtés d'application.

§ 3. Les programmes de télé-achat doivent être clairement annoncés comme tels.

Ils doivent obligatoirement être programmés dans des écrans qui leur sont réservés sans pouvoir être interrompus, notamment par des messages publicitaires ou de parrainage.

Dans les services de radiodiffusion télévisuelle, le nombre maximal d'écrans réservés aux programmes de télé-achat est fixé à huit écrans par jour. La durée minimale de chaque écran est fixée à 15 minutes.

§ 4. Le Gouvernement peut interdire la diffusion des programmes de télé-achat durant certaines heures et certains jours.

§ 5. Chaque année, les éditeurs de services qui diffuse des programmes de télé-achat transmettent au Collège d'autorisation et de contrôle un rapport annuel sur l'activité de télé-achat contenant les informations visées à l'article 52, § 4.

§ 6. La durée de diffusion de télé-achat est fixée par le Gouvernement, avec un maximum de trois heures par jour, rediffusions comprises.

Art. 29. § 1^{er}. Le télé-achat doit être présenté de manière à éviter toute confusion avec d'autres programmes.

§ 2. Le télé-achat ne peut avoir trait à des biens ou services dont la publicité ou la vente font l'objet d'une interdiction. Chaque offre doit mentionner distinctement le coût, taxes comprises, des techniques de communication à distance utilisées pour obtenir toutes informations complémentaires sur celle-ci et pour passer commande. Cette mention est facultative lorsque le coût correspond au coût de base applicable à la technique de communication à distance utilisée.

§ 3. Le télé-achat ne peut inciter les mineurs à conclure des contrats pour la vente ou la location de biens et de services.

§ 4. Les programmes de télé-achat ne peuvent faire référence directement ou indirectement à un point de vente identifié ou identifiable.

Section VI. — Règles propres à la publicité

Art. 30. Une part du chiffre d'affaires de la RTBF et des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle dont le chiffre d'affaires est supérieur à 15 millions d'euros est affectée à la presse écrite en tant que compensation de la perte de revenus due à la diffusion de publicité à la télévision.

Pour l'application du présent article, on entend par chiffre d'affaires le montant des recettes brutes facturées, commissions et surcommissions non déduites, par la régie de l'éditeur de services ou, à défaut, par l'éditeur de services lui-même, pour l'insertion de messages de publicité, nationale et régionale, dans les services de radiodiffusion télévisuelle de l'éditeur.

Ne peuvent bénéficier de cette aide à la presse écrite :

— les organes de presse qui ne respectent pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

— les organes de presse qui ne respectent pas la législation sociale en vigueur pour rétribuer les personnes qui ont des fonctions rédactionnelles.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent article.

Art. 31. Le point 24 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 tel que modifié, contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, est modifié selon le tableau suivant :

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
Fonds de développement de la presse écrite (A).	Contribution de la RTBF et des éditeurs de services conformément au décret sur la radiodiffusion; Contribution de la RTBF telle qu'établie en vertu du contrat de gestion.	Aide à la presse écrite à titre de compensation de la perte de revenu due à l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

TITRE III. — L'édition de services de radiodiffusion

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Art. 32. A l'exception des articles 36, 43, 44 et 46, le présent titre ne s'applique pas à la RTBF et aux télévisions locales.

CHAPITRE II. — *Règles communes à l'édition de services*

Art. 33. L'éditeur de services doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le Collège d'autorisation et de contrôle pour chacun des services édités.

Art. 34. L'autorisation est incessible et est donnée pour une durée de 9 ans, renouvelable.

Art. 35. § 1^{er}. Pour être autorisé et pour conserver son autorisation l'éditeur de services doit :

- 1° être une société commerciale dont le capital est représenté exclusivement par des actions nominatives;
- 2° présenter des garanties, en terme de montant du capital, d'actionnariat de référence et d'accès au crédit éventuellement nécessaire à son lancement, permettant de vérifier la viabilité économique potentielle du projet;
- 3° présenter, par service, un plan d'emplois portant sur le personnel administratif, artistique, technique et commercial adapté aux services qu'il se propose d'éditer;
- 4° s'il échet, faire assurer, par service, la gestion des programmes d'information par des journalistes professionnels engagés sous contrat d'emploi, et reconnus conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, ou dans les conditions pour y accéder, en nombre suffisant par rapport au service édité;
- 5° établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;
- 6° reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'information et sur la désignation du rédacteur en chef. Cette société interne est composée de journalistes représentant la ou les rédactions de l'éditeur de services;
- 7° être indépendant de tout gouvernement, de tout parti politique ou organisation représentative des employeurs ou des travailleurs;
- 8° avoir mis en œuvre les procédures destinées à respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins;
- 9° s'engager à respecter les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 132, § 1^{er}, 5°, et approuvés par le Gouvernement.

§ 2. Par dérogation, les radios indépendantes visées à l'article 53 ne sont pas soumises au § 1^{er}, 1° et 4°.

Art. 36. La RTBF et les éditeurs de services doivent conserver une copie intégrale de leurs programmes pendant une durée de trois mois à dater de leur diffusion et mettre cette copie à la disposition de toute autorité qui en ferait la demande en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. Ils conservent pendant la même durée, la conduite quotidienne de chaque service édité qui reprend l'ensemble des programmes, séquences de programme et l'heure exacte de leur insertion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai de conservation des programmes pour les radios indépendantes visées à l'article 53 est de deux mois.

CHAPITRE III. — *Règles particulières aux services de radiodiffusion télévisuelle*

Section I^{re}. — De la demande et de la procédure d'autorisation

Art. 37. § 1^{er}. L'autorisation visée à l'article 33 fait l'objet d'une demande préalable introduite par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de la présidence du CSA.

§ 2. La demande comporte les données suivantes :

- 1° la dénomination de l'éditeur de services et de chacun des services;
- 2° les statuts de la société;
- 3° l'adresse du siège social et du siège d'exploitation;
- 4° le montant du capital projeté ou avéré et sa répartition;
- 5° un plan financier établi sur 3 années;
- 6° les pièces prouvant le respect de l'article 35, § 1^{er}, 8°;
- 7° la nature et la description du service, en ce compris la manière dont le demandeur répondra aux obligations du présent décret;
- 8° les conditions relatives à la transmission technique du service;
- 9° la description du public visé par le service;
- 10° un plan d'emplois portant sur le personnel administratif, artistique, technique, commercial et journalistique;
- 11° le délai dans lequel sera diffusé le service.

Pour les services de radiodiffusion télévisuelle payants, la demande comporte en outre les tarifs et les modalités d'abonnement.

Art. 38. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et en informe le ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le secrétariat général du ministère de la Communauté française.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent sa décision, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de celle-ci au ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Art. 39. La demande de renouvellement de l'autorisation doit être introduite par le titulaire six mois avant l'échéance de l'autorisation et être accompagnée des documents mentionnés à l'article 37.

La procédure visée à l'article 38 s'applique à cette demande.

Section II. — Dispositions communes

Art. 40. Dans le mois qui suit son autorisation, l'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit apporter la preuve de la souscription du capital projeté et sa répartition au moment de sa demande. Le respect de cette disposition est une condition du maintien de l'autorisation.

Art. 41. § 1^{er}. L'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de pré-achat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Les modalités de versement de la contribution au Centre du Cinéma et de l'audiovisuel sont fixées par le Gouvernement.

Les modalités de la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat sont définies dans une convention à conclure entre l'éditeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française.

§ 2. Le montant de la contribution de l'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle visée au paragraphe 1^{er} doit représenter, au minimum :

- 1,4 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 0 et 5 millions d'euros;
- 1,6 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 5 et 10 millions d'euros;
- 1,8 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 10 et 15 millions d'euros;
- 2 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 15 et 20 millions d'euros;
- 2,2 % de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur à 20 millions d'euros.

Les montants visés à l'alinéa précédent sont adaptables annuellement sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

§ 3. On entend par chiffre d'affaires le montant des recettes brutes facturées, commissions et surcommissions non déduites, par la régie de l'éditeur de services ou, à défaut, par l'éditeur de services lui-même, pour l'insertion de messages de publicité, nationale et régionale et de parrainage dans les services de l'éditeur et de toutes les autres recettes induites par la mise à disposition du service par l'éditeur contre rémunération.

Lorsque l'éditeur de services exerce lui-même l'activité de distributeur telle que visée à l'article 75 pour les services pour lesquels il est autorisé en vertu du présent décret, le chiffre d'affaires visé à l'alinéa précédent intègre les recettes résultant de son activité de distributeur.

Par dérogation, on entend par chiffre d'affaires pour les éditeurs de services de télé-achat l'ensemble du chiffre d'affaires vente réalisé par le service de télé-achat, hors taxes et retours, tel qu'il apparaît dans les comptes annuels approuvés par l'assemblée générale de la société.

§ 4. La contribution à la coproduction d'œuvre audiovisuelle est calculée au prorata de la part de l'éditeur de services dans le coût total de cette coproduction.

§ 5. L'éditeur de services doit remettre au secrétariat général du ministère de la Communauté française et au Collège d'autorisation et de contrôle, annuellement, les pièces probantes permettant de déterminer le montant de son chiffre d'affaires brut.

Art. 42. § 1^{er}. L'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit :

1° le cas échéant, réserver une part qui ne peut être inférieure à 4,5 % de la programmation musicale à des œuvres de compositeurs, artistes-interprètes, ou de producteurs de la Communauté française dont le domicile, la résidence, le siège social ou le siège d'exploitation est ou a été situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou en région de langue française;

2° le cas échéant, réserver une part de 10 % du temps de diffusion défini à l'article 43 en faveur d'œuvres audiovisuelles dont la version originale est d'expression française;

3° sauf pour ce qui concerne les programmes musicaux, proposer une proportion majoritaire de programmes en langue française.

Art. 43. § 1^{er}. La RTBF et les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle doivent assurer dans leurs services, une proportion majoritaire de leur temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française.

§ 2. Les éditeurs de services visés au § 1^{er} doivent assurer dans leurs services, une part de 10 % du temps d'antenne, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte, à des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle, en ce compris les producteurs indépendants de la Communauté française.

La production de ces œuvres ne peut être antérieure à cinq ans avant leur première diffusion.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas aux services de radiodiffusion télévisuelle destinés à un public local et ne faisant pas partie d'un réseau national. Il ne s'applique pas non plus aux services de radiodiffusion télévisuelle utilisant exclusivement une langue autre que les langues officielles ou reconnues par les Etats de l'Union européenne et dont les programmes sont exclusivement destinés à être captés en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas reçus directement ou indirectement par le public d'un ou de plusieurs Etats membres.

Art. 44. Les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle ne peuvent diffuser une œuvre cinématographique en dehors des délais convenus avec les ayants-droits.

Art. 45. Lorsqu'il n'est pas accordé un droit de distribution obligatoire au service autorisé en vertu de l'article 48, l'éditeur de services est tenu de le distribuer ou de le faire distribuer dans le délai prévu dans la demande d'autorisation et au plus tard dans les 12 mois à compter de l'autorisation.

Art. 46. L'éditeur de services doit présenter au Collège d'autorisation et de contrôle un rapport annuel comprenant notamment les éléments d'information relatifs au respect des obligations prévues aux articles 35, 41, 42 et 43. Pour les obligations visées à l'article 43, le rapport annuel comportera également les éléments d'information service par service.

Art. 47. Les services de radiodiffusion télévisuelle cryptés et distribués contre rémunération spécifique peuvent contenir des programmes en clair.

La durée de ces programmes ne peut dépasser trois heures par jour.

Section III. — Dispositions relatives au droit de distribution obligatoire

Art. 48. Le Gouvernement peut attacher à un ou des services spécifiés d'un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle autorisé, un droit de distribution obligatoire. L'octroi de ce droit est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'éditeur de services et le Gouvernement.

Ce droit s'exerce à l'égard des distributeurs de services conformément à l'article 82, § 2.

Art. 49. § 1^{er}. L'octroi du droit de distribution obligatoire fait l'objet d'une demande préalable introduite par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions et auprès du secrétariat général du ministère de la Communauté française.

§ 2. Dans le mois de la réception de la demande, le secrétariat général du ministère de la Communauté française notifie au demandeur la prise en compte de sa demande.

§ 3. Après que le Collège d'autorisation et de contrôle ait octroyé au demandeur une autorisation visée à l'article 33, le Gouvernement transmet la demande et le projet de convention y afférent au Collège d'autorisation et de contrôle qui rend son avis conformément aux modalités prévues à l'article 133, § 4.

Art. 50. § 1^{er}. Un droit de distribution obligatoire ne peut être attaché à un service que si celui-ci répond aux obligations minimales suivantes :

1° Mettre en valeur le patrimoine — et particulièrement le patrimoine culturel — de la Communauté française au sens large et dans ses différents aspects régionaux;

2° Proposer un nombre quotidien minimal d'heure de programmes, dont une partie à déterminer en première diffusion;

3° Proposer quotidiennement au moins un journal d'information générale.

§ 2. En outre, pour bénéficier d'un droit de distribution obligatoire attaché à un service, l'éditeur de services doit répondre aux obligations minimales suivantes :

1° Contribuer à la production audiovisuelle de la Communauté française. A cette fin, il consacre, outre la proportion visée à l'article 41, § 2, au moins 24 % de son chiffre d'affaires, tel que visé à l'article 41, § 3, à la production propre, la commande partielle ou totale, l'acquisition de programmes, les prestations extérieures, le pré-achat et la coproduction. Le chiffre d'affaires est le chiffre engendré par les services bénéficiant du droit de distribution obligatoire.

Dans le calcul de la proportion minimale de 24 % visée à l'alinéa 1^{er}, le pourcentage du chiffre d'affaires consacré à la coproduction ou au pré-achat équivaut à 8 fois sa valeur nominale.

2° Créer en Communauté française un nombre minimum de 60 emplois équivalent temps plein sous contrat de travail, indépendamment du nombre de services édités.

§ 3. La convention visée à l'article 48 règle les modalités d'exécution des obligations reprises aux §§ 1^{er} et 2.

§ 4. La convention peut prévoir des obligations complémentaires à celles visées aux §§ 1^{er} et 2 en fonction du format et de la nature du service pour lequel l'éditeur demande un droit de distribution obligatoire.

§ 5. L'éditeur de services qui dispose d'un droit de distribution obligatoire mentionne dans le rapport annuel visé à l'article 46, les éléments d'information relatifs au respect des obligations contenues dans la convention visée à l'article 48.

Art. 51. Les éditeurs de services qui disposent d'un droit de distribution obligatoire sont tenus de distribuer le service autorisé dans les 6 mois à compter de l'octroi dudit droit visé dans l'acte d'autorisation.

Section IV. — Dispositions propres aux services de télé-achat

Art. 52. § 1^{er}. Tout service de télé-achat doit être identifié comme tel.

§ 2. Les services de télé-achat ne peuvent contenir de la publicité, sauf autorisation du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le service de télé-achat doit être conforme aux dispositions relatives au télé-achat tel que visées à l'article 29 du présent décret.

§ 4. Outre les informations du rapport annuel visé à l'article 46, celui-ci contient également des informations portant sur le chiffre d'affaires, le type de produits et de services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu.

CHAPITRE IV. — Règles particulières aux services privés de radiodiffusion sonore

Section I^{re}. — La demande et la procédure d'autorisation
des éditeurs de services par voie hertzienne terrestre analogiqueSous-section I^{re}. — Principes généraux

Art. 53. Il existe deux catégories d'éditeurs de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre analogique :

- 1° les radios en réseau;
- 2° les radios indépendantes.

Chaque éditeur de services ne peut diffuser de programmes sur une ou des radiofréquences autres que celles que le Collège d'autorisation et de contrôle lui a attribuées.

Les radiofréquences sont assignées selon la procédure visée aux articles 103 à 108.

Sous-section II. — L'appel d'offre et le contenu minimal du cahier des charges

Art. 54. § 1^{er}. Les éditeurs de services sont autorisés suite à un appel d'offre tel que visé à l'article 104.

§ 2. Sans préjudice des dispositions énoncées à l'article 104, le cahier des charges des éditeurs de services prévoit, outre les obligations visées à l'article 35 :

1° en ce qui concerne le programme :

a) l'obligation de veiller à la promotion culturelle, notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socio-culturelles de la zone de service de la radio;

b) l'obligation d'assurer un minimum de 70 % de production propre sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de favoriser la diversité des services;

c) l'obligation d'émettre en langue française, hors la diffusion de musique pré-enregistrée, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services;

d) le cas échéant, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30 % de musiques sur des textes en langue française et au moins 4,5 % d'œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° en ce qui concerne les aspects techniques :

a) l'obligation de diffuser un programme conforme aux normes techniques applicables;

b) l'obligation d'assurer la maintenance technique par au moins un technicien qualifié.

§ 3. Pour les radios en réseau, le cahier des charges prévoit en outre l'obligation de participer annuellement au financement du fonds d'aide à la création radiophonique selon les modalités visées à l'article 161.

Sous-section III. — La réponse à l'appel d'offre

Art. 55. § 1^{er}. En réponse à l'appel d'offre public visé à l'article 104 et dans les délais fixés par cet appel, la demande d'autorisation est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du président du CSA.

Le demandeur précise la catégorie de radio pour laquelle il introduit une demande d'autorisation et la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'assignation. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.

§ 2. La demande doit être accompagnée pour les radios en réseau :

1° d'une copie certifiée conforme des statuts de la société publiés au *Moniteur belge*;

2° de la liste des actionnaires précisant l'importance de leur participation;

3° de la liste des administrateurs et dirigeants;

4° d'un projet radiophonique établissant la manière dont la programmation sera établie;

5° de la preuve de l'occupation de journalistes ou de l'engagement d'effectuer une telle occupation dès l'octroi de l'autorisation;

6° d'un plan financier établi sur une période de trois ans;

7° de la liste des exploitants ou candidats exploitants du réseau à laquelle sont jointes les conditions essentielles des contrats d'exploitation conclus ou à conclure avec ceux-ci.

§ 3. La demande doit être accompagnée pour les radios indépendantes :

1° d'une copie certifiée conforme des statuts de l'association ou de la société publiés au *Moniteur belge*;

2° de la liste des membres ou des actionnaires précisant l'importance de leur participation;

3° de la liste des administrateurs et des dirigeants;

4° d'un projet radiophonique établissant la manière dont la programmation sera établie et s'il est envisagé d'avoir recours aux programmes d'information conçus par un tiers;

5° d'un plan financier établi sur une période de trois ans.

§ 4. Les demandeurs introduisent en outre un dossier exposant avec précision la manière dont ils entendent mettre en œuvre les obligations inscrites au cahier des charges lié à l'appel d'offre.

§ 5. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et en informe le ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le Secrétaire général du ministère de la Communauté française.

Sous-section IV. — Octroi de l'autorisation

Art. 56. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les demandes et accorde les autorisations dans les trois mois de la date de clôture de l'appel d'offre.

Il veille à cet effet à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents formats de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information.

Il apprécie les demandes au regard des éléments suivants :

- 1° la manière dont les demandeurs s'engagent à répondre aux obligations visées à l'article 54;
- 2° la pertinence des plans financiers visés à l'article 37, § 2, 5°;
- 3° l'originalité et le caractère novateur de chaque demande;
- 4° l'importance de la production décentralisée en Communauté française;
- 5° l'expérience acquise dans le domaine de la radiophonie par les demandeurs.

Sous-section V. — Contenu de l'autorisation

Art. 57. § 1^{er}. Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° la dénomination de la radio;
- 2° l'identité du titulaire;
- 3° l'adresse du siège social du titulaire;
- 4° la ou les radiofréquences assignées;
- 5° s'il échet, la liste des radiofréquences mises à disposition dans le cadre d'un contrat d'exploitation ou dans le cadre de tout contrat similaire et l'identité du ou des tiers exploitants;
- 6° s'il échet, l'adresse du siège social des exploitants;
- 7° les coordonnées en latitude et en longitude du ou des sites d'antennes;
- 8° la valeur maximale de la ou des puissances apparentes rayonnées et les atténuations imposées;
- 9° la hauteur de la ou des antennes par rapport au sol;
- 10° la date de prise de cours de l'autorisation.

§ 2. Au titre d'autorisation est annexée une fiche technique. Celle-ci mentionne :

- 1° l'adresse des sièges d'exploitation et des studios;
- 2° la puissance maximale à la sortie du ou des appareils émetteurs;
- 3° le type et les caractéristiques de la ou des antennes, en ce compris l'orientation, le gain, le diagramme directionnel ainsi que le détail de sa composition (nombre de dipôles, nombre et nature des éléments);
- 4° le type et la longueur du câble utilisé;
- 5° le type de tout équipement inséré entre l'émetteur et l'antenne;
- 6° la perte de puissance globale dans le système d'alimentation de l'antenne.

La fiche technique visée à la présente disposition est signée et délivrée par le président du CSA.

Lorsque le titulaire de l'autorisation souhaite modifier un ou des éléments de la fiche technique, il en informe préalablement le président du CSA, qui délivre une nouvelle fiche en adaptant le cas échéant la valeur maximale de la puissance de sortie de l'appareil émetteur.

§ 3. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation et de la fiche technique au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au Secrétariat général du ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

§ 4. Le titulaire de l'autorisation est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle :

- 1° un rapport d'activités de l'année écoulée, en ce compris une grille des programmes émis, une note de politique de programmation et un rapport sur l'exécution du cahier des charges et le respect des engagements pris par le titulaire dans le cadre de sa réponse à l'appel d'offre;
- 2° les bilans et comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre de chaque année ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif;
- 3° la liste des exploitants, s'il échet, ainsi que leur bilan et compte de résultats.

§ 5. Un registre des autorisations est tenu au CSA. Il est public.

Section II. — De la demande et de la procédure d'autorisation des éditeurs de services recourant à d'autres moyens de diffusion que la voie hertzienne terrestre analogique

Art. 58. § 1^{er}. L'autorisation visée à l'article 33 fait l'objet d'une demande préalable introduite par lettre recommandée avec accusé de réception du président du CSA.

§ 2. La demande comporte les données suivantes :

- 1° la dénomination du service;
- 2° une copie certifiée conforme des statuts de la société publiés au *Moniteur belge*;
- 3° la liste des actionnaires précisant l'importance de leur participation;
- 4° la liste des administrateurs et dirigeants;
- 5° un projet radiophonique établissant la manière dont la programmation sera établie;
- 6° la preuve de l'occupation de journalistes ou de l'engagement d'effectuer une telle occupation dès l'octroi de l'autorisation;
- 7° un plan financier établi sur une période de trois ans;

§ 3. Le demandeur introduit en outre un dossier exposant avec précision la manière dont il entend mettre en œuvre les obligations visées à l'article 60.

Art. 59. Dans le mois de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et en informe le ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le secrétariat général du ministère de la Communauté française.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur la demande dans les 3 mois à compter de la date d'envoi de la notification.

Art. 60. L'éditeur de services doit :

1° veiller à la promotion culturelle, notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socio-culturelles de la zone de service de la radio;

2° assurer un minimum de 70 % de production propre sauf dérogation accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de favoriser la diversité des services;

3° émettre en langue française, hors la diffusion de musique pré-enregistrée, sauf dérogation motivée accordée par le Collège l'autorisation et de contrôle, en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services;

4° le cas échéant, diffuser annuellement au moins 30 % de musiques sur des textes en langue française et au moins 4,5 % d'œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

5° participer annuellement au financement du Fonds d'aide à la création radiophonique selon les modalités visées à l'article 161 s'il est distribué sur un réseau de radiodiffusion sonore en mode numérique.

Art. 61. L'éditeur de services est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle et au Gouvernement :

1° un rapport d'activités de l'année écoulée, en ce compris la grille des programmes, une note de politique de programmation et un rapport sur l'exécution des obligations visées à l'article 60;

2° les bilans et comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre de chaque année.

Section III. — Radios d'école

Art. 62. § 1^{er}. En dérogation aux articles 33 à 36 et 53 à 57 et après avis du Conseil de l'éducation aux médias, les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio dont l'assignation de la radiofréquence est déterminée à l'article 106.

L'établissement introduit auprès du secrétaire général de la Communauté française une demande comprenant la description du projet éducatif ainsi que le lieu d'émission souhaité.

L'autorisation est attribuée pour une période de deux années scolaires au plus prenant cours à la première rentrée scolaire qui suit l'attribution de l'autorisation. Elle est renouvelable au profit du même titulaire. La demande de renouvellement doit être introduite au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation.

§ 2. Les radios d'écoles ne peuvent avoir recours à la publicité, au parrainage et au télé-achat.

§ 3. Le Gouvernement informe le CSA de toute autorisation de radio d'école et de la radiofréquence qui lui a été assignée.

TITRE IV. — L'édition locale de service public de radiodiffusion télévisuelle

CHAPITRE I^{er}. — Mission et autorisation

Art. 63. Le Gouvernement peut autoriser des éditeurs locaux de service public de radiodiffusion télévisuelle, ci-après dénommés télévisions locales.

L'autorisation est donnée pour une durée de neuf ans. Elle est renouvelable.

Art. 64. Les télévisions locales ont pour mission de service public la production et la réalisation de programmes d'information, d'animation, de développement culturel et d'éducation permanente.

Elles s'engagent à promouvoir la participation active de la population de la zone de couverture.

Cette mission s'exerce dans leur zone de couverture.

Art. 65. Par zone de couverture, on entend l'espace géographique dans lequel la télévision locale réalise sa mission.

Sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA, le Gouvernement fixe la zone de couverture de chaque télévision locale en déterminant les communes qui en font partie. Cette zone est notamment fixée en fonction des caractéristiques socioculturelles communes à certaines entités communales et des contraintes techniques liées à l'organisation des réseaux de télédistribution.

Une commune ne peut faire partie que d'une seule zone de couverture.

La zone de réception d'une télévision locale n'est pas limitée à sa zone de couverture.

L'extension de cette zone de réception au-delà de la zone de couverture ne peut être effective qu'à l'initiative exclusive d'une télévision locale. Les télévisions locales concernées par l'extension d'une zone de réception déterminent entre elles les conditions de cette extension afin de prévenir toute entrave au développement de l'une ou de l'autre de ces télévisions locales.

À défaut d'accord, une des télévisions locales concernées peut saisir le Gouvernement. Le Gouvernement peut, selon la procédure qu'il arrête, autoriser l'extension de la zone de réception, aux conditions qu'il fixe, en veillant à l'équilibre des intérêts en présence.

Art. 66. § 1^{er}. Pour être autorisée et pour conserver son autorisation, chaque télévision locale doit remplir les conditions suivantes :

- 1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif ou de société à finalité sociale;
- 2° déposer un plan financier lors de la demande d'autorisation ou de son renouvellement, démontrant qu'elle a la capacité effective d'assurer sa viabilité économique pendant une durée de 3 ans;
- 3° ne pas être contrôlée, directement ou indirectement par un autre éditeur de services, une régie publicitaire, une société à portefeuille ou un distributeur de services de radiodiffusion;
- 4° avoir son siège social et son siège d'exploitation dans la zone de couverture;
- 5° compter, parmi les membres du personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;
- 6° assurer dans sa programmation, par année civile, une production propre d'au moins la moitié du temps de diffusion de l'ensemble des programmes à l'exclusion des rediffusions;
- 7° reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'information et sur la désignation du rédacteur en chef et établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information. Cette société interne est composée de journalistes représentant la rédaction de la télévision locale;
- 8° être responsable de sa programmation et assurer la maîtrise éditoriale de l'information dans un esprit d'objectivité, sans censure préalable ou quelconque ingérence d'une autorité publique ou privée;
- 9° assurer dans le traitement de l'information un équilibre entre les diverses tendances idéologiques respectant les principes démocratiques, présentes dans la zone de couverture;
- 10° assurer, dans sa programmation, son indépendance par rapport aux gouvernements, aux autorités communales et provinciales, aux organismes publics et intercommunaux, aux distributeurs de services de radiodiffusion, aux partis politiques, aux organisations représentatives des employeurs ou de travailleurs et aux mouvements philosophiques ou religieux;
- 11° assurer l'écoute des téléspectateurs et le suivi de leurs plaintes;
- 12° avoir mis en œuvre les procédures destinées à respecter la législation sur les droits d'auteur et les droits voisins;
- 13° s'engager à respecter les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 132, § 1^{er}, 5°, et approuvés par le Gouvernement;
- 14° présenter au Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au Collège d'autorisation et de contrôle, un rapport d'activité annuel portant notamment sur les 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° du présent article.

Pour l'application du point 6°, une coproduction assurée par une télévision locale est assimilée à de la production propre au prorata du budget réellement engagé par celle-ci. Les échanges de productions propres entre télévisions locales sont assimilés à des productions propres.

§ 2. Une association sans but lucratif ou une société à finalité sociale ne peut être autorisée à exploiter qu'une seule télévision locale.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi de l'autorisation des télévisions locales.

CHAPITRE II. — Règles particulières

Art. 67. § 1^{er}. En arrêtant son offre de programmes, la télévision locale veille à ce que la qualité et la diversité des programmes offerts permettent de rassembler des publics les plus larges possibles, d'être un facteur de cohésion sociale, tout en répondant aux attentes des minorités socioculturelles, et permettent de refléter les différents courants d'idées de la société, en excluant les courants d'idées non démocratiques, sans discrimination, notamment culturelle, ethnique, sexuelle, idéologique ou religieuse et sans ségrégation sociale.

Ces programmes tendent à provoquer le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société, à contribuer au renforcement des valeurs sociales, notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen, et à favoriser l'intégration et l'accueil des populations étrangères ou d'origine étrangère vivant dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. La télévision locale veille à la valorisation du patrimoine culturel de la Communauté française et des spécificités locales.

Art. 68. § 1^{er}. Pour autant qu'elles limitent la réception de leurs programmes au territoire belge, les télévisions locales peuvent mettre en œuvre un programme de vidéotexte dont le temps de diffusion est exclu du calcul du temps de transmission quotidien consacré à la publicité, tel que visé à l'article 20.

A la seule fin du présent article, il faut entendre par programme de vidéotexte, un programme d'images fixes inséré dans le service de la télévision locale. Le vidéotexte se distingue du télétexte en ce qu'il est accessible immédiatement au public sans intervention de sa part.

§ 2. Le Gouvernement arrête le temps de transmission quotidien consacré à la publicité dans tout programme de vidéotexte mis en œuvre par une télévision locale.

Art. 69. Les télévisions locales veillent à développer entre elles, avec la RTBF et ses centres régionaux des synergies notamment en matière :

- 1° d'échanges d'images, de reportages et de programmes, dans le respect des règles professionnelles et déontologiques des professions concernées;
- 2° de coproduction de magazines;
- 3° de diffusion de programmes;
- 4° de prestations techniques et de services;
- 5° de participation à des manifestations régionales;
- 6° de prospection et diffusion publicitaires.

Dans son rapport d'activités annuel, la télévision locale est tenue d'indiquer de façon exhaustive, le résultat des collaborations nouées avec la RTBF et ses centres régionaux.

CHAPITRE III. — *Organisation*

Art. 70. § 1^{er}. Le conseil d'administration de la télévision locale doit être composé pour moitié au moins de représentants du secteur associatif et du secteur culturel.

Il ne peut être composé, pour plus de la moitié de ses membres, de personnes visées à l'article 1^{er} du décret du 5 avril 1993 relatif à la dépolitisation des structures des organismes culturels.

§ 2. L'élection des administrateurs d'une télévision locale située en région de langue française a lieu dans les quatre mois qui suivent les élections communales.

§ 3. L'élection des administrateurs d'une télévision locale située en région bilingue de Bruxelles-Capitale a lieu dans les quatre mois qui suivent les élections régionales.

§ 4. Le mandat des administrateurs expire le jour de l'installation de leurs successeurs. Le mandat est renouvelable.

§ 5. Les administrateurs publics visés au deuxième alinéa du § 1^{er} d'une télévision locale située en région de langue française sont désignés à la proportionnelle de la composition de l'ensemble des conseils communaux de la zone de couverture de la télévision locale concernée. Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte, pour les listes qui ne se présentent pas sous le sigle d'un groupe politique reconnu au Conseil de la Communauté française, des déclarations individuelles, préalables aux élections communales, d'apparement à une autre liste démocratique.

§ 6. Les administrateurs publics visés au deuxième alinéa du § 1^{er} d'une télévision locale située en région bilingue de Bruxelles-capitale sont désignés à la proportionnelle de la composition de l'assemblée de la Commission communautaire française.

§ 7. Toute modification apportée à la composition du conseil d'administration doit être portée à la connaissance du Gouvernement et du CSA.

§ 8. Le directeur de la télévision locale siège au conseil d'administration avec voix consultative.

§ 9. Les représentants du ou des distributeurs qui mettent à disposition le service de la télévision locale dans sa zone de couverture, les communes comprises dans la zone de couverture, peuvent siéger avec voix consultative au sein de l'assemblée générale de la télévision locale.

Art. 71. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter au sein de chaque télévision locale. Cette désignation intervient à chaque renouvellement du Conseil de la Communauté française. Son mandat est renouvelable et gratuit.

L'observateur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions. Il est tenu à la confidentialité.

Art. 72. Nul ne peut être désigné en qualité d'administrateur ou d'observateur du Gouvernement s'il exerce un mandat ou une fonction dans les organes de gestion ou de contrôle d'un éditeur de services, d'un organe de presse écrite ou d'une société de droit privé ou de droit public qui a pour objet une activité similaire ou s'il exerce un emploi ou une fonction dirigeante dans ces mêmes sociétés et organismes pour autant que cet emploi ou cette fonction soit susceptible de provoquer un conflit d'intérêts avec ceux de la télévision locale.

Art. 73. Chaque télévision locale peut instituer un comité de programmation chargé d'établir les propositions de programme destinées à leur organe de gestion.

CHAPITRE IV. — *Dispositions financières*

Art. 74. § 1^{er}. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté française et, afin d'accomplir leur mission de service public visée à l'article 64, les télévisions locales autorisées reçoivent, annuellement, une subvention de fonctionnement. Elles peuvent recevoir en outre une subvention d'investissement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les critères et les modalités d'octroi des subventions, notamment en prévoyant l'attribution d'un forfait de base identique à chaque télévision locale et en tenant compte du volume d'emplois et du volume de production propre répondant à sa mission de service public visée à l'article 64.

§ 3. L'octroi des subventions est subordonné à la présentation au ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions, au plus tard le 30 avril, du rapport d'activité visé à l'article 66, 14^o, du bilan et du compte d'exploitation de l'exercice écoulé ainsi que d'une grille de programmes et d'un projet de budget pour l'exercice suivant. Le Gouvernement détermine le mode de présentation de ces documents.

§ 4. Les subventions de fonctionnement des télévisions locales sont adaptées annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

TITRE V. — *L'offre de services*CHAPITRE 1^{er}. — *Règles relatives aux distributeurs de services*Section 1^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 75. § 1^{er}. Tout distributeur de services doit effectuer une déclaration préalable auprès du Gouvernement et du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

- 1^o les données d'identification de la personne morale;
- 2^o la composition de l'offre de services ainsi que les modalités de sa commercialisation.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration.

Art. 76. Pour la même offre de services, le distributeur de services est tenu de garantir un même prix à l'égard de tout utilisateur des services.

Art. 77. Lorsque les distributeurs de services sont également opérateurs de réseau, ils tiennent une comptabilité séparée pour les activités liées à la distribution de services et les activités liées à la fourniture de réseaux.

Art. 78. Tout distributeur de services désigne un médiateur chargé de répondre à toutes les demandes et plaintes exprimées par les utilisateurs.

Art. 79. § 1^{er}. Tout distributeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de pré-achat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Le montant de la contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de janvier et de juillet de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse au Centre du cinéma et de l'audiovisuel et au CSA une déclaration reprenant le nombre d'abonnés constaté au 30 septembre de l'année précédente.

Les modalités de la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat sont définies dans une convention à conclure entre le distributeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française.

§ 2. La contribution du distributeur de services visée au § 1^{er} est fixée à 2 euros par an et par abonné. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois septembre précédent étant pris en considération.

§ 3. La contribution à la coproduction d'œuvre audiovisuelle est calculée au prorata de la part de l'éditeur de services dans le coût total de cette coproduction.

§ 4. Par dérogation, n'est pas soumis au paiement de la contribution visée au § 1^{er} :

1° L'éditeur de services qui exerce l'activité de distributeur afin d'offrir les services pour lesquels il est autorisé en vertu du présent décret, cette exemption ne valant que pour ces seuls services;

2° Le distributeur de services qui propose une offre de services complémentaire alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles visée au § 1^{er} sur la base du nombre d'abonnés à son offre de base visée à l'article 81;

3° Le distributeur de services qui en association avec un éditeur-distributeur tel que visé au 1° propose une offre de services alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles visée au § 1^{er} sur la base du nombre d'abonnés à son offre de base visée à l'article 81.

Art. 80. § 1^{er}. Tout distributeur de services proposant une offre de services comprenant une télévision locale verse à la télévision locale concernée une contribution correspondant à 2 euros par an et par abonné établi dans la zone de couverture de la télévision locale. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois septembre précédent étant pris en considération.

§ 2. Si le distributeur de services propose dans son offre de services plusieurs télévisions locales, il verse sa contribution à la télévision locale faisant l'objet d'un droit de distribution obligatoire sur la zone qu'il dessert.

§ 3. Le montant de la contribution à la télévision locale est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de janvier et de juillet de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse à la télévision locale et au CSA une déclaration reprenant le nombre d'abonnés établis dans la zone de couverture constaté au 30 septembre de l'année précédente.

Section II. — La distribution de services par câble

Art. 81. § 1^{er}. Les opérateurs de réseau visés à l'article 97 garantissent la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base comprenant au moins les services visés à l'article 82.

L'offre de base est fournie par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant l'offre de base.

§ 2. Tout distributeur ne peut proposer d'offre complémentaire de services qu'aux seuls abonnés à l'offre de base.

Art. 82. § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle suivants :

1° les services de la RTBF destinés prioritairement au public de la Communauté française;

2° les services des télévisions locales dans leur zone de couverture;

3° les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF;

4° deux services du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre deux services de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

5° un ou des services du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des services de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret et bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle désignés par le Gouvernement de tout éditeur de services de l'Union européenne et qui ont conclu avec celui-ci une convention relative à la promotion de la production culturelle en Communauté française et dans l'Union européenne prévoyant notamment une contribution financière à cette promotion.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion sonore suivants :

1° les services de la RTBF émis en modulation de fréquence;

2° deux services du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre deux services sonores du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

3° un service du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un service sonore du service public de radiodiffusion de la Communauté française.

Art. 83. § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle suivants :

1° les services des télévisions locales hors de leur zone de couverture;

2° les services des éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret et ne bénéficiant pas d'un droit de distribution obligatoire;

3° les services de tout éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne;

4° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une radiofréquence ou une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne;

5° les services de tout éditeur de services relevant d'un Etat partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services non visés au § 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désigné par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion sonore belges ou étrangers, édités par les éditeurs de services autorisés par l'Etat dans lequel ils sont établis.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, ne peuvent distribuer sur un même canal, les services visés au présent article que s'ils disposent de l'accord préalable des éditeurs de services concernés.

§ 5. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2e alinéa, peuvent distribuer sur deux canaux de la musique en continu, un service d'informations techniques, et un guide électronique de programmes.

Section III. — La distribution de services par voie hertzienne terrestre numérique

Sous-section I^{re}. — Des services de radiodiffusion télévisuelle

Art. 84. § 1^{er}. Pour l'utilisation de réseaux numériques à rayonnement communautaire, les opérateurs visés à l'article 114 garantissent la distribution sur leur réseau des services de la RTBF.

Ces services sont fournis par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant les services de la RTBF.

§ 2. Pour l'utilisation de réseaux numériques à rayonnement régional ou local, les opérateurs visés à l'article 114 garantissent la distribution sur leur réseau des télévisions locales dont la zone de couverture est en tout ou en partie couverte par le réseau.

Les télévisions locales sont fournies par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant les télévisions locales.

Art. 85. § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 84 peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion suivants :

1° les services de tout éditeur de services autorisé en vertu du présent décret;

2° les services de tout éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne;

3° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une radiofréquence ou une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne;

4° les services de tout éditeur de services autorisé par un Etat membre partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 84 peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services non visés au § 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désigné par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 84 ne peuvent distribuer sur un même canal, les services visés au présent article que s'ils disposent de l'accord préalable des éditeurs de services concernés.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 84 peuvent distribuer sur deux canaux de la musique en continu, un service d'informations techniques, et un guide électronique des programmes.

Sous-section II. — Des services de radiodiffusion sonore

Art. 86. Pour l'utilisation de réseaux numériques à rayonnement communautaire, les opérateurs visés à l'article 109 garantissent la distribution sur leur réseau des services de la RTBF.

Ces services sont fournis par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant les services de la RTBF.

Art. 87. Les distributeurs de services visés à l'article 86 peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion belges ou étrangers édités par les éditeurs de services autorisés par l'Etat dans lequel ils sont établis.

Section IV. — La distribution de services par voie satellitaire

Art. 88. § 1^{er}. Les distributeurs de services par satellite peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle suivants :

1° les services de tout éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne;

2° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une radiofréquence ou une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne;

3° les services de tout éditeur de services relevant d'un Etat partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services par satellite peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services non visés au § 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désigné par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services par satellite peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion sonore belges ou étrangers, édités par les éditeurs de services autorisés par l'Etat dans lequel ils sont établis.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 89. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser la RTBF et les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle de la Communauté française :

1° à interrompre la diffusion de leurs services, en vue de diffuser sur la même radiofréquence ou le même canal, tout ou partie de service de télévision de tout autre éditeur de services autorisé par la Communauté française ou par l'Etat dans lequel il a son siège social;

2° à insérer ou à accepter l'insertion de tout ou partie de leurs services de radiodiffusion télévisuelle, dans tout ou partie du service de radiodiffusion télévisuelle de tout autre éditeur de services autorisé par la Communauté française ou par l'Etat dans lequel il a son siège social.

Les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle concernés détermineront, de commun accord, les conditions auxquelles tout ou partie de leurs services respectifs peuvent être diffusés sur la même radiofréquence ou le même canal, et en informeront le Collège d'autorisation et de contrôle.

Les services ou les parties de services fournis par la RTBF ou les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle de la Communauté française relèvent de la seule responsabilité de ces éditeurs.

TITRE VI. — Des réseaux de radiodiffusion et des ressources et services associés

CHAPITRE 1^{er}. — Règles communes aux opérateurs de réseau

Section 1^{re}. — Des procédures de définition et d'analyse des marchés pertinents et de la détermination des opérateurs puissants sur le marché

Art. 90. § 1^{er}. Après chaque publication par la Commission européenne de sa « recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services », ou si les circonstances en Communauté française le justifient, le Collège d'autorisation et de contrôle définit les marchés géographiques pertinents ainsi que les marchés pertinents de réseaux, après avoir effectué les consultations visées à l'article 94.

On entend par marchés pertinents les marchés dont les caractéristiques peuvent justifier l'imposition d'une ou de plusieurs obligations parmi les obligations visées à l'article 96.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle entend définir des marchés pertinents de réseaux différents de ceux figurant dans la « recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services », il applique en outre la procédure visée à l'article 95.

Art. 91. § 1^{er}. Après chaque détermination des marchés pertinents de réseaux, le Collège d'autorisation et de contrôle effectue une analyse de ces marchés afin de déterminer s'ils sont effectivement concurrentiels.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent est effectivement concurrentiel, il n'impose aucune des obligations visées à l'article 96.

§ 3. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent n'est pas effectivement concurrentiel, il identifie le ou les opérateurs de réseau puissants sur le marché et impose à ce ou ces opérateurs celles parmi les obligations visées à l'article 96 qu'il estime appropriées.

Un opérateur de réseau est considéré comme puissant sur le marché si, individuellement ou conjointement avec d'autres, il se trouve dans une position équivalente à une position dominante, c'est-à-dire qu'il est en mesure de se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et, en fin de compte, des consommateurs.

Pour chaque marché pertinent, le Collège d'autorisation et de contrôle publie la liste des opérateurs puissants sur le marché, ainsi que pour chaque opérateur de réseau la liste des obligations qui lui sont imposées.

§ 4. Les articles 94 et 95 s'appliquent à la désignation des opérateurs de réseau puissants sur le marché.

Art. 92. Pour l'application des articles 90 et 91, le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des « lignes directrices sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché » publiées par la Commission européenne.

Art. 93. Les obligations énoncées à l'article 96 ne sont pas imposées aux opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissant sur le marché.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations énoncées à l'article 96 à des opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissants sur le marché lorsque cela est nécessaire en vue de se conformer à des engagements internationaux. L'article 94 s'applique à toute décision prise en vertu du présent alinéa.

2° le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 96 à tout opérateur de réseau qui contrôle l'accès à des utilisateurs finals dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la connectivité de bout en bout.

Section II. — Des consultations

Art. 94. § 1^{er}. Dans les cas prévus par la section première du présent chapitre, le Collège d'autorisation et de contrôle organise une consultation publique préalable dans le respect du caractère éventuellement confidentiel des informations d'entreprise qui lui ont été communiquées.

Le gouvernement fixe les modalités de la procédure de consultation publique.

§ 2. En outre, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie sans délai le projet de décision à la Commission européenne et aux autorités réglementaires nationales des Etats membres.

§ 3. La notification visée au § 2 contient le projet de décision formellement motivée, dans le respect des dispositions garantissant le caractère éventuellement confidentiel des informations d'entreprise, ainsi que le délai de prise en considération des observations visé à l'alinéa suivant.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle prend en considération les observations qui lui sont adressées par la Commission européenne et par les autorités réglementaires nationales des Etats membres avant l'expiration du délai fixé pour la consultation publique. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à un mois à compter de la notification visée au paragraphe premier.

§ 5. A l'exception du cas visé à l'article 95, § 2, le Collège d'autorisation et de contrôle prend sa décision au terme de la consultation publique et la notifie à la Commission européenne.

Art. 95. § 1^{er}. Sur décision de la Commission européenne prise dans le délai fixé à l'article 94, § 4, le Collège d'autorisation et de contrôle prolonge celui-ci de deux mois lorsque son projet de décision a pour objet de :

1° définir un marché pertinent qui diffère de ceux recensés par la Commission européenne dans sa « recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services »;

2° ou désigner un opérateur puissant sur le marché.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle s'abstient de prendre la décision envisagée si, dans le délai tel que prorogé en vertu du § 1^{er}, la Commission européenne s'y oppose par une décision motivée de façon circonstanciée et objective en formulant des propositions précises de modifications.

Section III. — Des obligations imposées aux opérateurs puissants sur le marché

Art. 96. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer à tout opérateur de réseau puissant sur le marché une obligation de négocier de bonne foi avec tout distributeur de services déclaré en vertu de l'article 75 demandant un accès à son ou ses réseaux.

Dans le cadre de ces négociations, le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer aux opérateurs de réseau puissants sur le marché des obligations qui les empêchent d'imposer des conditions déraisonnables ou discriminatoires. En particulier, tout opérateur de réseau puissant sur le marché peut être contraint par le Collège d'autorisation et de contrôle à ne pas imposer à un distributeur de services tiers des conditions plus strictes qu'il s'impose à lui-même lorsqu'il exerce l'activité de distributeur de services.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut contraindre tout opérateur de réseau puissant à ce que tout refus d'accès soit notifié au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de la demande introduite par le distributeur de services. Ce refus est formellement motivé.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger de tout opérateur de réseau puissant que lui soient fournies à sa demande ou que soient rendues publiques des informations bien définies telles que les informations comptables, dont les données concernant les recettes provenant de tiers, les spécifications techniques, les caractéristiques du réseau, les modalités et conditions de fourniture et d'utilisation et des prix.

CHAPITRE II. — Des réseaux de télédistribution

Art. 97. § 1^{er}. Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau de télédistribution doit, dans le mois à dater du lancement de son activité, en faire la déclaration auprès du Gouvernement et du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

1° les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;

2° la description du ou des réseaux de télédistribution;

3° la date du lancement de l'activité.

Toute modification de ces éléments doit être notifiée au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration.

Art. 98. § 1^{er}. Les opérateurs de réseau ont le droit de faire exécuter, à leurs frais, sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public travaux inhérents à l'établissement et à l'entretien de câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution, à condition de se conformer aux lois et arrêtés relatifs à l'utilisation du domaine public et de respecter l'usage auquel il est affecté.

Avant d'user de ce droit, l'opérateur intéressé devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public, le tracé de l'emplacement et les détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notification de sa décision à l'opérateur intéressé. Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

En cas de contestation persistante, il est statué en l'affaire par arrêté du Gouvernement.

Les autorités publiques ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver un site, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence d'un changement apporté par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge de l'opérateur; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et en cas de désaccord, faire exécuter elle-même les travaux.

§ 2. Les opérateurs ont également le droit d'établir à demeure des supports et des ancrages pour les câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution sur les murs et façades donnant sur la voie publique et d'établir leurs câbles dans un terrain ouvert et non bâti ou de les faire passer sans attache ni contact au-dessus des propriétés privées.

Les travaux ne pourront commencer qu'après une notification dûment établie, faite par écrit aux propriétaires suivant les données du cadastre, aux locataires et aux habitants. L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

La fixation de supports et d'ancrages sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir ou de réparer son bien.

Les câbles souterrains et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de construire ou de se clore; les frais d'enlèvement seront à charge de l'opérateur.

Le propriétaire devra toutefois prévenir l'opérateur sous pli recommandé à la poste, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux visés aux alinéas 3 et 4.

§ 3. Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'un réseau de télédistribution sont entièrement à charge de l'opérateur qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

§ 4. L'opérateur de réseau est tenu de donner une suite immédiate à toute réquisition de l'Institut Belge des services postaux et de télécommunication ou de tout service ou entreprise de distribution d'énergie électrique, en vue de faire cesser sur-le-champ toute perturbation ou influence nuisible dans le fonctionnement des installations téléphoniques, télégraphiques ou de distribution d'énergie électrique. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures jugées nécessaires, y compris le déplacement des câbles et équipements connexes seront ordonnées par les services ou entreprises intéressés, aux frais, risques et périls de l'opérateur.

CHAPITRE III. — Des réseaux de radiodiffusion par l'éther

Section 1^{re}. — L'assignation de radiofréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre

Sous-section 1^{re}. — Règles communes

Art. 99. Sauf ce qui est prévu pour la radiodiffusion télévisuelle en mode analogique, le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences attribuables à chaque catégorie de services visées dans la présente section. Chaque liste comprend pour chaque radiofréquence les coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées

Le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences dans le respect des normes techniques fédérales en la matière. A défaut, le Gouvernement se conforme aux normes internationales en la matière. Le Gouvernement peut fixer des normes dans le respect des normes précitées.

Les émissions des services de radiodiffusion sont protégées dans leurs zones de service respectives contre les brouillages provenant des émissions d'autres services de radiodiffusion suivant les normes visées à l'alinéa précédent.

Art. 100. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et contrôle assigne les radiofréquences selon la liste arrêtée par le Gouvernement.

L'assignation de la radiofréquence emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes.

§ 2. En rémunération de la concession par la Communauté française de l'usage de ses radiofréquences et des services liés à la gestion de cet usage, une redevance annuelle est due par chaque opérateur de réseau dont le Gouvernement fixe le montant.

Art. 101. Toute demande de changement de site d'émission, de changement de radiofréquence, d'augmentation de la puissance apparente rayonnée ou de la hauteur d'antenne est introduite auprès du CSA et doit être autorisée par le Collège d'autorisation et de contrôle après vérification de la compatibilité technique de la demande par les services du Gouvernement. Si cette compatibilité n'est pas avérée, la demande ne peut être acceptée.

Pour toute demande, le demandeur doit s'acquitter préalablement auprès des services du Gouvernement d'un droit de calcul d'un montant de 125 euros indexable annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation.

Le Gouvernement peut modifier le montant du droit de calcul.

Art. 102. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une puissance apparente rayonnée inférieure ou une hauteur d'antenne inférieure aux limites indiquées lors de l'assignation de la radiofréquence, chaque fois qu'il convient :

1° d'assurer une protection efficace contre les interférences possibles avec d'autres services de radiocommunications, notamment dans le voisinage des aérodromes et des voies aériennes;

2° d'éviter les perturbations entre différents services de radiodiffusion au sein de la Communauté française.

§ 2. Cette modification, ainsi que toute autre autorisée en vertu de l'article 101, ou toute modification apportée en général aux éléments inscrits sur le titre d'autorisation ou la fiche technique, fait l'objet d'un avenant. Ce dernier est communiqué par le Collège d'autorisation et de contrôle au titulaire de la radiofréquence concernée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ainsi qu'au Secrétaire général du ministère de la Communauté française et aux services de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sous-section II. — Les services privés de radiodiffusion sonore en mode analogique

Art. 103. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente sous-section.

Art. 104. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuable à la radiodiffusion sonore en mode analogique conformément à l'article 99, le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences assignables aux éditeurs de services, accompagnées de leurs caractéristiques techniques. La liste identifie les radiofréquences assignables aux radios indépendantes et les réseaux de radiofréquences assignables aux radios de réseau;

2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des réseaux tel qu'établi en vertu de l'article 54.

Le Gouvernement peut imposer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle.

Art. 105. L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 55 et 56.

Le Collège d'autorisation et de contrôle assigne une radiofréquence à chaque radio indépendante et un réseau de radiofréquences à chaque radio en réseau. Il peut compléter la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

La cession de radiofréquences ou de réseaux de radiofréquences est interdite.

Art. 106. En dérogation aux articles 104 et 105, le Gouvernement peut assigner des radiofréquences à des établissements autorisés à organiser une radio d'école en vertu de l'article 62.

Les radios d'école possèdent les caractéristiques suivantes :

1° la puissance apparente rayonnée est limitée à 30 watts;

2° la hauteur de l'antenne ne peut dépasser 15 mètres;

3° la durée des émissions ne peut excéder 8 heures par jour.

Les établissements d'enseignement ne peuvent être autorisés à organiser une radio d'école que dans la mesure où les émissions n'entraînent aucune perturbation pour d'autres éditeurs de services.

Les radios d'écoles sont exemptées du paiement de la redevance annuelle.

Art. 107. En dérogation aux articles 104 et 105, le Collège d'autorisation et de contrôle peut assigner des radiofréquences à titre provisoire à des personnes physiques ou morales pour une durée de maximum trois mois, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement. Seules les radiofréquences proposées par les services du Gouvernement peuvent être assignées.

Art. 108. Par dérogation à l'article 100, § 2, pour les radios en réseau ayant pour vocation de couvrir l'ensemble de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale, la redevance est égale à 50.000 euros par an indexés annuellement au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 2003 suivant l'indice général des prix à la consommation.

Pour les autres radios en réseau ou les radios indépendantes, la redevance s'élève, par radiofréquence, à 1.250 euros l'an, adaptés annuellement au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 2003, selon l'indice général des prix à la consommation. Cependant, si les recettes publicitaires annuelles brutes sont inférieures à 50.000 euros, la redevance s'élève, par radiofréquence à 600 euros l'an, somme adaptée annuellement comme dit ci-dessus.

Sous-section III. — Les services privés de radiodiffusion sonore en mode numérique

Art. 109. L'usage de radiofréquences par les opérateurs de réseau de radiodiffusion sonore en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 110. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la radiodiffusion sonore en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend notamment la liste des radiofréquences assignables aux opérateurs de réseau, accompagnés de leurs caractéristiques techniques. La liste identifie les réseaux numériques à rayonnement communautaire et les réseaux numériques à rayonnement régional ou local.

Art. 111. § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre visé à l'article 110 sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

Elles comportent les éléments suivants :

1° la forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants;

2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;

3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques pour les distributeurs, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;

4° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 2. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre, le président du CSA notifie au candidat la prise en compte de sa demande et en informe le ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le secrétaire général du ministère de la Communauté française.

Art. 112. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures et assigne les radiofréquences aux opérateurs de réseau dans les trois mois de la date de clôture de l'appel d'offre.

Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission des signaux de radiodiffusion.

§ 2. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétaire général du ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sous-section IV. — Les services privés de radiodiffusion télévisuelle en mode numérique

Art. 113. L'usage de radiofréquences par les opérateurs de réseau de radiodiffusion télévisuelle en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 114. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la radiodiffusion télévisuelle en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend notamment la liste des radiofréquences aux opérateurs de réseau, accompagnés de leurs caractéristiques techniques. La liste identifie les réseaux numériques à rayonnement communautaire et les réseaux numériques à rayonnement régional ou local.

Art. 115. § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre visé à l'article 114 sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

Elles comportent notamment les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques pour les distributeurs, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;
- 4° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 2. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre, le président du CSA notifie au candidat la prise en compte de sa demande et en informe le ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le secrétaire général du ministère de la Communauté française.

Art. 116. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures et assigne les radiofréquences aux opérateurs de réseau dans les trois mois de la date de clôture de l'appel d'offre.

Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission des signaux de radiodiffusion.

§ 2. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétaire général du ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sous-section V. — Les services privés de radiodiffusion télévisuelle en mode analogique

Art. 117. L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion télévisuelle en mode analogique est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente sous-section.

Art. 118. Tout éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle visé par le présent décret et désirant utiliser une ou des radiofréquences pour émettre en mode analogique en fait la demande par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° le service pour lequel la ou les radiofréquences sont demandées;
- 2° les coordonnées géographiques du site présumé d'émission, ainsi que la hauteur de l'antenne par rapport au sol;
- 3° la ou les radiofréquences souhaitées. L'éditeur de services peut demander aux services du Gouvernement d'identifier la ou les radiofréquences éventuellement disponibles. Dans ce cas, l'éditeur de services doit s'acquitter d'un droit de calcul selon les conditions prévues à l'article 101.

Art. 119. § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement. Si une coordination de la ou des radiofréquences s'avère nécessaire, le demandeur est informé des délais prévisibles de cette coordination.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont compatibles ou si une ou des radiofréquences disponibles ont été identifiées, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences en précisant pour chaque radiofréquences les coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par un éditeur de services, au ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétaire général du ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Section II. — L'assignation de radiofréquences pour la diffusion par voie satellitaire

Art. 120. L'usage de radiofréquences descendantes pour la diffusion de services de radiodiffusion par voie satellitaire est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 121. Tout opérateur de réseau désirant utiliser une ou des radiofréquences descendantes pour émettre par voie satellitaire en fait la demande par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° le service pour lequel la ou les radiofréquences sont demandées;
- 2° le lieu de la liaison montante, ainsi que la dénomination de l'opérateur effectuant cette liaison;
- 3° la ou les radiofréquences souhaitées.

Art. 122. § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont disponibles, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par un distributeur de services, au ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétaire général du ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

*CHAPITRE IV. — Ressources et services associés**Section I^{re}.* — Systèmes et services d'accès conditionnel

Art. 123. Les équipements, loués ou vendus ou autrement mis à disposition du grand public, capables de débrouiller les signaux des services de radiodiffusion télévisuelle numérique doivent permettre le débrouillage de ces signaux selon l'algorithme européen commun d'embrouillage administré par un organisme de normalisation européen reconnu et la reproduction de signaux qui ont été transmis en clair à condition que, dans le cas où l'équipement considéré est loué, le locataire se conforme au contrat de location applicable.

Art. 124. Les systèmes d'accès conditionnel doivent avoir la capacité technique nécessaire à un transcontrôle peu coûteux, qui permette aux distributeurs de contrôler l'accès de leurs abonnés aux services de radiodiffusion télévisuelle numérique selon leur propre système d'accès conditionnel.

Art. 125. Un opérateur de système d'accès conditionnel, qui produit et commercialise des services d'accès aux services de radiodiffusion télévisuelle numérique, fournit à tout éditeur ou distributeur de services de radiodiffusion qui le lui demande, les services techniques permettant que leurs services de radiodiffusion télévisuelle numérique soient captés par les téléspectateurs autorisés par l'intermédiaire de décodeurs gérés par l'opérateur du système d'accès conditionnel, à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Lorsqu'il exerce d'autres activités, l'opérateur de systèmes d'accès conditionnel tient une comptabilité financière distincte pour ce qui concerne son activité de fourniture de services d'accès conditionnel.

Lorsque les services de radiodiffusion télévisuelle numérique sont fournis contre une rémunération de la part des téléspectateurs, les distributeurs de services publient une liste des tarifs pour le téléspectateur, qui tient compte de la fourniture ou non de matériels associés.

Art. 126. Lorsqu'ils octroient des licences aux fabricants de matériel grand public, les détenteurs de droits de propriété industrielle relatifs aux systèmes et produits d'accès conditionnel doivent le faire à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires. L'octroi des licences, qui tient compte des facteurs techniques et commerciaux, ne peut être subordonné par les détenteurs de droits à des conditions interdisant, dissuadant ou décourageant l'inclusion, dans le même produit :

- 1° soit d'une interface commune permettant la connexion de plusieurs systèmes d'accès autres que celui-ci;
- 2° soit de moyens propres à un autre système d'accès, dès lors que le bénéficiaire de licence respecte les conditions raisonnables et appropriées garantissant la sécurité des transactions des opérateurs d'accès conditionnel.

Section II. — Les guides électroniques de programmes et les autres ressources associées

Art. 127. Après avis du CSA et dans la mesure de ce qui est nécessaire en vue d'assurer l'accessibilité des utilisateurs finaux à l'ensemble des services de radiodiffusion numérique disponibles en Communauté française, le Gouvernement peut fixer des conditions relatives à l'installation, l'accès et la présentation des guides de programmes électroniques utilisés dans le cadre de la radiodiffusion numérique.

Ces conditions peuvent porter sur les exigences suivantes :

- 1° l'installation sur les récepteurs de radiodiffusion numérique d'un guide électronique de programmes de base capable de rechercher un service sur l'ensemble des services disponibles sans exercer de discrimination;
- 2° la sauvegarde d'une concurrence loyale et effective en ce qui concerne l'accès des éditeurs de services aux guides électroniques de programmes;
- 3° le respect du pluralisme et du principe de non-discrimination en ce qui concerne la présentation des services disponibles par les guides électroniques de programmes.

Art. 128. Après avis du CSA et dans la mesure de ce qui est nécessaire en vue d'assurer l'accessibilité des utilisateurs finaux à l'ensemble des services de radiodiffusion numérique disponibles en Communauté française, le Gouvernement peut fixer des conditions s'adressant aux opérateurs qui contrôlent un parc de récepteurs de télévision numérique, et visant à garantir aux éditeurs de services un accès équitable, raisonnable et non discriminatoire aux ressources de ces récepteurs de manière à ce que les services proposés par tout éditeur soient reçus par ces récepteurs.

Section III. — Autres ressources associées

Art. 129. Tout récepteur de télévision équipé d'un écran d'affichage intégral d'une diagonale visible supérieure à 42 centimètres et qui est mis sur le marché aux fins de vente ou de location doit être doté d'au moins une prise d'interface ouverte tel que normalisée par un organisme de normalisation européen reconnu, permettant le raccordement simple d'équipements périphériques, et notamment de décodeurs supplémentaires et récepteurs numériques.

Tout récepteur de télévision numérique équipé d'un écran d'affichage d'une diagonale visible supérieure à 30 centimètres et qui est mis sur le marché aux fins de vente ou de location doit être doté d'au moins une prise d'interface ouverte normalisée par un organisme de normalisation européen reconnu ou conforme à une norme adoptée par un tel organisme, et permettant le raccordement simple d'équipements périphériques et capable de transférer tous les éléments d'un signal de télévision numérique, y compris les informations relatives aux services à accès interactif et conditionnel.

TITRE VII. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel*CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales*

Art. 130. Il est créé un Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, autorité administrative indépendante jouissant de la personnalité juridique et chargée de la régulation du secteur de la radiodiffusion en Communauté française, ci-après dénommé CSA.

Le siège du CSA est situé dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Le CSA ne peut exercer d'activités commerciales.

Art. 131. Le CSA est composé de deux collèges, d'un bureau et d'un secrétariat d'instruction.

Les deux collèges sont :

1° le Collège d'avis;

2° le Collège d'autorisation et de contrôle.

L'assemblée plénière du CSA réunit les membres du bureau, les autres membres du Collège d'avis et du Collège d'autorisation et de contrôle.

*CHAPITRE II. — Les Collèges**Section I^{re}. — Missions et pouvoir des collèges**Sous-section I^{re}. — Le Collège d'avis*

Art. 132. § 1^{er}. Le Collège d'avis a pour mission de :

1° rendre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, des avis sur toute question relative à l'audiovisuel, en ce compris la communication publicitaire, à l'exception des questions relevant de la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle;

2° rendre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, un avis sur les modifications décrétales et réglementaires que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel, ainsi que du droit européen et international;

3° rendre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, un avis sur le respect des règles démocratiques relatives aux droits et aux libertés fondamentales garanties par la Constitution, et plus particulièrement le principe de non-discrimination;

4° rendre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, un avis sur la protection de l'enfance et de l'adolescence dans les services de radiodiffusion;

5° rédiger et tenir à jour des règlements portant sur la communication publicitaire, sur le respect de la dignité humaine, sur la protection des mineurs et sur l'information politique en périodes électorales. Pour avoir force obligatoire, ces règlements devront être approuvés par le Gouvernement.

§ 2. Lorsque les avis sont demandés par le Conseil de la Communauté française ou le Gouvernement, le Collège les rend dans un délai de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande. Le Conseil de la Communauté française ou le Gouvernement peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

Sous-section II. — Le Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 133. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle a notamment pour mission :

1° d'autoriser les éditeurs de services visés par le présent décret, à l'exception des télévisions locales et de la RTBF;

2° d'autoriser l'usage de radiofréquences;

3° de rendre un avis préalable à l'autorisation par le Gouvernement de télévisions locales;

4° de rendre un avis préalable sur tout projet de convention à conclure entre le Gouvernement et un éditeur de services;

5° de rendre un avis sur la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion de la RTBF et des obligations des télévisions locales;

6° de rendre un avis sur la réalisation des obligations visées aux articles 41, 42 et 43;

7° de rendre un avis sur la réalisation des obligations découlant de conventions conclues entre le Gouvernement et les éditeurs de services bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire;

8° de rendre un avis sur la réalisation des obligations des distributeurs de services;

9° de faire des recommandations de portée générale ou particulière;

10° de constater toute violation aux lois, décrets et règlements en matière de radiodiffusion et tout manquement aux obligations découlant d'une convention conclue entre la Communauté française et un éditeur de services, du contrat de gestion de la RTBF ainsi que d'engagements pris dans le cadre d'une réponse aux appels d'offres visés par le présent décret;

11° de déterminer les marchés pertinents, les opérateurs de réseau puissants sur le marché et leurs obligations conformément à la procédure prévue aux articles 90 à 96.

§ 2. Le Gouvernement peut saisir le Collège d'autorisation et de contrôle, à l'intervention du secrétariat général du ministère de la Communauté française, de tout manquement constitutif d'infraction.

§ 3. Pour les avis visés aux 5°, 6° et 7° du § 1^{er}, le Collège rend un avis d'initiative au moins une fois par an.

§ 4. Sauf disposition contraire prévue par le présent décret, lorsque les avis sont demandés par le Gouvernement, le Collège les rend dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de la demande. Le Gouvernement peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

L'absence d'avis rendu dans les délais prévus par le présent paragraphe équivaut à un avis favorable en ce qui concerne les avis visés aux 3° et 4° du § 1^{er}.

§ 5. Les autorisations délivrées en vertu du § 1^{er}, 1° et 2°, par le Collège d'autorisation sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 6. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut requérir de toute personne privée ou autorité publique toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 134. Le Gouvernement peut introduire auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation, en suspension et en extrême urgence, contre une décision du Collège d'autorisation et de contrôle prise en application de l'article 133, § 1^{er}, 1° et 2°, qu'il estime contraire au présent décret ou aux arrêtés qui s'y rapportent.

Section II. — Composition des collèges

Sous-section I^{re}. — Le Collège d'avis

Art. 135. § 1^{er}. Outre les 4 membres du bureau visés à l'article 139, § 1^{er}, le Collège d'avis est composé de trente membres effectifs désignés par le Gouvernement. Pour chaque membre effectif, il est nommé un suppléant issu de la même catégorie socio-professionnelle. Le mandat des membres effectifs et suppléants est d'une durée de quatre ans, renouvelable.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 139, § 1^{er}, les 34 membres effectifs et les 30 membres suppléants sont désignés dans le respect de l'article 7 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Le membre effectif qui cesse d'exercer son mandat avant son expiration est remplacé par son suppléant. Celui-ci achève le mandat en cours.

Chaque fois qu'il est empêché, le membre effectif appelle son suppléant à siéger. Le président constate la démission d'office d'un membre effectif après six absences consécutives non justifiées.

Les membres effectifs et suppléants du Collège d'avis sont révoqués par le Gouvernement, à son initiative ou sur proposition du Collège d'avis.

Il y a lieu à révocation :

- 1° pour les motifs résultant de l'application de l'article 404 du Code judiciaire;
- 2° en cas de méconnaissance des règles relatives aux incompatibilités visées par le décret et constatées par l'assemblée plénière, les intéressés ayant été entendus en leurs moyens de défense;
- 3° en cas de manquement aux règles de déontologie fixées par la Collège d'avis en application de l'article 142, § 2.

§ 2. Les membres effectifs et leur suppléant sont choisis parmi les personnes appartenant ou ayant appartenu à au moins un des organismes ou une des catégories socio-professionnelles suivants :

- 1° les professionnels du domaine de l'audiovisuel;
- 2° le secteur cinématographique et les producteurs indépendants de programmes audiovisuels;
- 3° les sociétés d'auteurs et de droits voisins;
- 4° les éditeurs de services privés de radiodiffusion sonore;
- 5° les télévisions locales;
- 6° la RTBF;
- 7° les éditeurs de services privés de radiodiffusion télévisuelle;
- 8° les distributeurs de services de radiodiffusion et les opérateurs de réseaux;
- 9° les professions de la publicité;
- 10° les annonceurs;
- 11° les associations d'éducation permanente ou de jeunesse;
- 12° les associations de défense des consommateurs, des téléspectateurs et des auditeurs;
- 13° les organisations représentatives des travailleurs des secteurs précités affiliées à une organisation syndicale siégeant au Conseil national du travail;
- 14° les sociétés éditrices de presse et le secteur du livre;

15° les journalistes professionnels reconnus en application de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

Chacune des catégories socio-professionnelles ci-dessus compte au moins un membre effectif.

§ 3. Le Gouvernement arrête le statut des membres effectifs et suppléants du Collège d'avis.

§ 4. La qualité de membre effectif et suppléant du Collège d'avis est incompatible :

- 1° avec la qualité de membre d'un pouvoir exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- 2° avec la qualité de membre d'un cabinet d'un pouvoir exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- 3° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale, ou d'attaché parlementaire;
- 4° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;
- 5° avec la qualité de membre du Collège d'autorisation et de contrôle, les président et vice-présidents exceptés.

§ 5. Pendant quatre ans, les président et vice-présidents sortant assistent aux réunions du Collège d'avis avec voix consultative. Les incompatibilités visées au § 4 leur sont applicables.

Sous-section II. — Le Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 136. § 1^{er}. Outre les 4 membres du bureau visés à l'article 139, § 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle est composé de six membres. Leur mandat est de quatre ans, renouvelable. En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat en cours.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 139, § 1^{er}, les dix membres sont désignés dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. Sur les six membres visés à l'alinéa précédent, trois sont désignés par le Conseil de la Communauté française. Le Gouvernement complète le Collège après désignation des trois premiers membres par le Conseil de la Communauté française.

Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle sont choisis parmi les personnes reconnues pour leurs compétences dans les domaines du droit, de l'audiovisuel ou de la communication.

Le président constate la démission d'office d'un membre après six absences consécutives.

Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle sont révoqués par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement. Le Gouvernement propose la révocation de sa propre initiative ou sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle.

Il y a lieu à révocation :

- 1° pour les motifs résultant de l'application de l'article 404 du Code judiciaire;
- 2° en cas de méconnaissance des règles relatives aux incompatibilités visées par le décret et constatées par l'assemblée plénière, les intéressés ayant été entendus en leurs moyens de défense;
- 3° en cas de manquement aux règles de déontologie fixées par la Collège d'autorisation et de contrôle en application de l'article 142, § 2.

§ 2. La qualité de membre est incompatible :

- 1° avec la qualité de membre d'un pouvoir exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- 2° avec la qualité de membre d'un cabinet d'un pouvoir exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- 3° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale ou d'attaché parlementaire;
- 4° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député permanent ou de conseiller provincial;
- 5° avec la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS;
- 6° avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison :
 - a) de la qualité de membre du personnel ou du conseil d'administration de la RTBF ou d'un éditeur de services;
 - b) de l'exercice de fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou toute organisation exerçant une activité en concurrence avec des sociétés ou organisations du secteur audiovisuel;
- 7° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;
- 8° avec la qualité de membre du Collège d'avis, les président et vice-présidents exceptés.

§ 3. Lorsqu'il sait en sa personne une cause de récusation ou la possibilité de voir naître un conflit d'intérêts avec l'objet soumis à délibération du Collège d'autorisation et de contrôle, le membre concerné s'abstient des débats et de la délibération. Tout manquement à cette règle est considéré comme une violation des règles de déontologie visées à l'article 142, § 2.

§ 4. Le Gouvernement arrête le statut des membres du Collège d'autorisation et de contrôle.

CHAPITRE III. — *Le bureau*

Art. 137. § 1^{er}. Le bureau a le pouvoir d'accomplir, de façon autonome, tous les actes nécessaires ou utiles à l'exercice des compétences du CSA et à son administration. Il le représente en justice et à l'égard des tiers. Il peut contracter en son nom.

Le bureau détermine l'étendue des attributions qu'il délègue à un ou plusieurs de ses membres ou aux membres de son personnel, ainsi que la forme et les modalités de cette délégation. Le bureau peut notamment déléguer la gestion quotidienne du CSA, la représentation en ce qui concerne cette gestion et l'exécution de ses décisions.

§ 2. Le bureau coordonne et organise les travaux du CSA, veille à la conformité des avis au droit interne et européen ou international et résout les conflits de toute nature qui apparaissent entre les Collèges.

Le bureau prend tous les contacts avec les autorités internationales, fédérales ou fédérées nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. Le bureau recrute le personnel du CSA.

Les conseillers et attachés du secrétariat d'instruction sont recrutés par le bureau sur avis du secrétaire d'instruction. Les membres du secrétariat d'instruction sont licenciés en droit ou justifient d'une expérience professionnelle dans l'audiovisuel.

Pour ce qui concerne les fonctions de conseiller et d'attaché, il sera fait appel à des personnes engagées sous contrat de travail, et ce en vertu des dispositions reprises à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicable au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'au personnel morale de droit public qui en dépendent.

Pour les autres fonctions, le Gouvernement arrête le statut du personnel.

Art. 138. § 1^{er}. Le bureau peut faire au Gouvernement toutes recommandations utiles à l'accomplissement des missions du CSA.

Il peut requérir des services du Gouvernement toute information ou rapport nécessaire à l'exercice des missions du CSA et des Collèges. Le bureau peut de même faire appel à des services extérieurs ou à des experts pour assister le CSA et les Collèges dans l'exercice de leurs missions.

§ 2. Le Gouvernement informe le bureau de la suite qu'il réserve aux avis donnés par celui-ci. Le bureau en informe chacun des Collèges concernés.

Art. 139. § 1^{er}. Le bureau est composé du président, du premier, du deuxième et du troisième vice-président du CSA. Ceux-ci sont désignés par le Gouvernement, pour un mandat de cinq ans renouvelable, dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. Les incompatibilités visées à l'article 136, § 2, sont applicables aux président et vice-présidents.

§ 3. Le Gouvernement procède au remplacement du président ou d'un vice-président en cas de cessation de fonction avant l'expiration de son mandat. Le remplaçant achève le mandat en cours.

§ 4. Le président et les vice-présidents du CSA prêtent serment entre les mains du ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions. Les autres membres prêtent serment entre les mains du président du CSA. Le texte du serment est celui prévu par le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la Monarchie constitutionnelle représentative.

§ 5. Les président et vice-présidents sont révocables par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement. Il y a lieu à révocation pour les mêmes motifs que ceux visés à l'article 136, § 1^{er}.

§ 6. Le Gouvernement arrête le statut des membres du bureau.

CHAPITRE IV. — *Le secrétariat d'instruction*

Art. 140. § 1^{er}. Le secrétariat d'instruction du CSA reçoit les plaintes adressées au CSA. Il peut constater d'initiative toute violation ou manquement visés à l'article 156. Il instruit les dossiers.

§ 2. Le secrétariat d'instruction du CSA est dirigé par le secrétaire d'instruction sous l'autorité du bureau.

§ 3. Le secrétaire d'instruction est désigné par le Gouvernement, pour un mandat de cinq ans. Le Gouvernement arrête le statut du secrétaire d'instruction.

Art. 141. Les incompatibilités visées à l'article 136, § 2, sont applicables aux membres du personnel du CSA.

Les membres du personnel du CSA sont tenus au respect des règles déontologiques édictées dans les règlements d'ordre intérieur du CSA.

CHAPITRE V. — *Service et fonctionnement*

Art. 142. § 1^{er}. Le CSA, réuni en assemblée plénière, arrête son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement détermine notamment le lieu de réunion de l'assemblée plénière, les modalités de convocation des membres, de délibération et de communication du rapport d'activité visé à l'article 143.

En outre, celui-ci fixe la procédure à suivre pour la constatation des incompatibilités des membres du bureau, du collège d'avis et du collège d'autorisation et de contrôle et pour l'audition de ceux-ci, conformément aux articles 135, § 1^{er}, alinéa 6, 2^o, et 136, § 1^{er}, alinéa 6, 2^o.

§ 2. Chaque Collège établit de même son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci édicte notamment les règles de fonctionnement, les règles de déontologie et, au besoin, celles prévoyant la mention des opinions minoritaires, ainsi que les règles relatives à la publicité des avis.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit également la procédure à suivre par un collège qui propose au Gouvernement la révocation d'un de ses membres, en ce compris les révocations fondées sur une incompatibilité dûment constatée par l'assemblée plénière.

Le règlement d'ordre intérieur peut également prévoir les modes et délais de convocation et les modes de délibération des collèges lorsque les quorums de présence et de délibération prévus à l'article 145 ne sont pas atteints.

Le règlement d'ordre intérieur devra au moins prévoir que les collèges peuvent être convoqués à une nouvelle réunion dans un délai minimum de cinq jours ouvrables.

Le règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle prévoit, notamment, les modalités de mise en œuvre des articles 158 et 159, et les dispositions en matière de transparence des intérêts de ses membres dans le secteur audiovisuel.

§ 3. Le bureau établit un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci règle notamment les modalités de convocation aux réunions, les délégations d'attributions visées à l'article 137, § 1^{er}, et les délégations de vote visées à l'article 146 ainsi que la publicité des travaux du CSA, effectuée sous la responsabilité du bureau, et les modalités de fonctionnement du secrétariat d'instruction.

§ 4. Les règlements d'ordre intérieur sont approuvés par le Gouvernement.

Art. 143. L'assemblée plénière du CSA se réunit sur convocation du président. Elle est convoquée au moins une fois par an, pour approuver le rapport d'activités.

Le rapport d'activité contient notamment :

- 1° un rapport sur l'exécution de ses missions;
- 2° un rapport sur la politique menée sur le plan des sanctions.

Après son approbation, le rapport d'activités est communiqué au Conseil de la Communauté française et au Gouvernement.

Art. 144. § 1^{er}. Le président du CSA préside de droit les Collèges. Les vice-présidents assistent, avec voix délibérative, à toutes les réunions des Collèges. En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par un des vice-présidents.

Le règlement d'ordre intérieur du collège fixe les modalités de ce remplacement.

§ 2. Deux délégués du Gouvernement et le Secrétaire général du ministère de la Communauté française, ou son délégué, assistent aux travaux du Collège d'avis avec voix consultative.

Le Secrétaire général du ministère de la Communauté française, ou son délégué, assiste aux travaux du Collège d'autorisation et de contrôle avec voix consultative, sauf lorsqu'il exerce la compétence visée à l'article 133, § 1^{er}, 10°.

En outre, trois délégués du Conseil d'éducation aux médias assistent aux travaux du Collège d'avis avec voix consultative.

Art. 145. Chaque Collège est convoqué par le président ou son remplaçant. Chaque Collège arrête l'ordre du jour sur proposition du président.

Le Collège d'avis ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne délibère valablement que lorsque sept de ses membres sont présents.

Les délibérations des collèges sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 146. Le bureau se réunit sur convocation de son président ou de son remplaçant. La convocation contient l'ordre du jour.

Il délibère valablement à la majorité, lorsque trois de ses membres sont présents. Toutefois, deux des membres au plus peuvent déléguer, par écrit, leur vote à un autre membre du bureau. Un membre ne peut détenir plus d'une délégation.

En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

Art. 147. Le président, les vice-présidents, les membres des collèges, de même que l'ensemble des membres du personnel sont tenus au secret pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, sous réserve de ce qui est nécessaire à l'établissement des actes et rapports destinés à être rendus publics.

L'article 458 du Code pénal sur le secret professionnel est applicable.

CHAPITRE VI. — *Ressources*

Art. 148. § 1^{er}. Le CSA a pour ressources :

- 1° La dotation annuelle allouée par la Communauté française;
- 2° La dotation complémentaire spécifique;
- 3° Les dons et legs faits en sa faveur;
- 4° Les revenus de ses biens propres.

§ 2. Le Gouvernement conclut avec le CSA un contrat de financement qui détermine pour une période de cinq ans, le montant de la dotation allouée au CSA. Cette dotation est inscrite annuellement au budget de la Communauté française et est indexée selon les modalités fixées dans le contrat de financement.

§ 3. Chaque année, la Communauté française alloue au CSA, le cas échéant, une dotation complémentaire spécifique. Celle-ci couvre les dommages et intérêts payés par le CSA en raison de la mise en cause éventuelle de sa responsabilité pour des faits relevant de l'exécution de ses missions visées aux articles 156 à 160. La dotation spécifique ne sera versée que dans la mesure où le montant de ces dommages et intérêts ne peut être couvert par les autres ressources du CSA.

CHAPITRE VII. — *Contrôle*

Art. 149. § 1^{er}. Le Gouvernement affecte un des commissaires du Gouvernement visés dans le décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, au contrôle du CSA. Ce commissaire veille à la bonne gestion administrative et financière du CSA.

Par dérogation au décret visé à l'alinéa 1^{er}, le Commissaire n'assiste qu'aux seules réunions du bureau du CSA.

Le bureau communique tout document utile à l'exercice des missions du commissaire.

Par ailleurs, le commissaire peut se faire communiquer tout document qu'il juge utile à l'exercice de ses missions.

§ 2. Par dérogation au décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le commissaire du Gouvernement ne peut exercer un recours auprès du Gouvernement qu'à l'encontre des décisions relatives à la gestion administrative et financière, et au fonctionnement du CSA qu'il estime être contraire aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés ou qu'il considère comme mettant en péril l'équilibre financier du CSA.

Art. 150. § 1^{er}. La gestion financière du CSA est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le contrôle des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un commissaire aux comptes.

Le Gouvernement nomme le commissaire aux comptes parmi les membres, personnes physiques ou morales de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le commissaire aux comptes fait rapport, au moins une fois par an, au bureau du CSA.

§ 3. Au plus tard le 30 juin, le bureau transmet un rapport annuel de gestion au Gouvernement comprenant notamment une synthèse des comptes annuels, les principales données financières de l'année écoulée, les bilans et le rapport du commissaire au compte.

TITRE VIII. — *Sanctions*CHAPITRE I^{er}. — *Sanctions pénales et civiles**Section I^{re}. — Sanctions pénales*

Art. 151. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou à une amende de 26 euros au moins, ou à l'une de ces peines seulement, quiconque aura sciemment édité un service de radiodiffusion ou utilisé une radiofréquence, sans avoir obtenu les autorisations prévues par le présent décret ou lorsque ces autorisations ont été suspendues, retirées ou sont venues à échéance.

Art. 152. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou à une amende de 26 euros au moins, ou à l'une de ces peines seulement, quiconque aura sciemment diffusé un service de radiodiffusion contraire à l'article 9.

Art. 153. § 1^{er}. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans et d'une amende de 26 euros au moins ou de l'une de ces peines seulement, celui qui :

- 1° procède à la fabrication, l'importation, la distribution, la vente, la location ou la détention de dispositifs illicites;
- 2° procède à l'installation, l'entretien ou le remplacement d'un dispositif illicite;
- 3° a recours à tout moyen de communication afin de promouvoir, directement ou indirectement, les dispositifs illicites;
- 4° utilise un dispositif illicite.

§ 2. La confiscation des dispositifs illicites est prononcée conformément à l'article 42 du code pénal.

Art. 154. Les dispositions du livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues aux articles 151, 152 et 153.

Section II. — Sanctions civiles

Art. 155. Sans préjudice de la compétence du tribunal de commerce, le président de celui-ci peut constater l'existence et ordonner la cessation de tout acte visé à l'article 153.

L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Il est statué sur l'action nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant une juridiction pénale.

Le jugement est exécutoire par provision nonobstant tout recours et sans caution, sauf si le juge a ordonné qu'il en serait fourni une.

Outre la cessation de l'acte litigieux, le président du tribunal de commerce peut ordonner selon la manière qu'il jugera appropriée, la publication de tout ou partie du jugement aux frais du contrevenant.

Le contrevenant peut en outre être condamné à la confiscation des dispositifs illicites ou le cas échéant au paiement d'une somme égale au prix de ces dispositifs illicites déjà cédés.

CHAPITRE II. — *Sanctions administratives*

Art. 156. § 1^{er}. Lorsqu'il constate une violation aux lois, décrets et règlements en matière de radiodiffusion, notamment ceux visés à l'article 132, § 1^{er}, 5°, approuvés par le Gouvernement, ou un manquement aux obligations découlant d'une convention conclue entre la Communauté française et des éditeurs de services, du contrat de gestion de la RTBF ainsi que d'engagements pris dans le cadre de la réponse à un appel d'offres visé par le présent décret, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 158, prononcer une des sanctions suivantes :

- 1° l'avertissement;
- 2° la publication, aux conditions qu'il fixe, sur le service incriminé ou dans toute autre publication périodique ou les deux et aux frais du contrevenant, d'un communiqué indiquant que le Collège d'autorisation et de contrôle a constaté une infraction que le communiqué relate;
- 3° la suspension du programme incriminé;
- 4° le retrait du programme incriminé;
- 5° la suspension de l'autorisation pour une durée maximale de six mois;
- 6° sans préjudice du § 3, la suspension de la distribution du service incriminé;
- 7° une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 3 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes.
En cas de récidive dans un délai de cinq ans, ce montant est porté à 5 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes.
La peine d'amende peut être infligée accessoirement à toutes autres peines prévues au présent paragraphe;
- 8° le retrait de l'autorisation.

§ 2. Sans préjudice du § 3, en cas de menace de préjudice grave et difficilement réparable, le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre la distribution d'un service pour une durée qui ne peut excéder 15 jours.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre provisoirement et moyennant le respect de la procédure décrite ci-après, la distribution des services de radiodiffusion télévisuelle visés à l'article 83, § 1^{er}, 3° et 4°, au cas où ils enfreignent, à deux reprises au cours d'une période de douze mois, d'une manière manifeste et grave l'article 9.

Dans ce cas, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie par lettre recommandée à l'éditeur de services concerné et à la Commission des Communautés européennes les violations reprochées.

Si aucun règlement à l'amiable n'a abouti dans un délai de quinze jours à compter de la notification susmentionnée et si la violation persiste, le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre provisoirement la distribution du service incriminé.

Art. 157. Le Gouvernement désigne, au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaires chargés du recouvrement des amendes dues en vertu de l'article 156, § 1^{er}, par voie de contrainte qu'ils ont pouvoir de dresser. Ces contraintes sont exécutoires dans les huit jours de la notification qui en est faite au débiteur de l'amende. Elles sont exécutées par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du ministre-président de la Communauté française dans le mois de la notification de la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du débiteur.

Art. 158. § 1^{er}. Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement visés à l'article 156, § 1^{er} est porté à la connaissance du CSA, le secrétariat d'instruction ouvre une information et statue sur la recevabilité du dossier.

Si le dossier est recevable, le secrétariat d'instruction en assure l'instruction. Le secrétariat d'instruction peut classer sans suite.

Tous les mois, le secrétariat d'instruction communique au Collège d'autorisation et de contrôle une information sur les dossiers introduits au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut évoquer les décisions de non recevabilité et de classement sans suite du secrétariat d'instruction.

Le rapport d'instruction est remis au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle notifie ses griefs et le rapport au contrevenant. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

§ 3. Le contrevenant est invité à comparaître à la date fixée par le président et communiquée par lettre recommandée. Il peut se faire représenter par un conseil. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle rend une décision motivée dans les soixante jours qui suivent la clôture des débats. Celle-ci est notifiée par lettre recommandée. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut statuer par défaut.

§ 5. Lorsqu'une décision par défaut a été prononcée, le contrevenant peut faire opposition par lettre recommandée dans les quinze jours qui suivent la date de la notification de la décision rendue par le Collège d'autorisation et de contrôle.

Une nouvelle date d'audience est fixée. Si celui-ci est à nouveau en défaut de comparaître, il n'est plus admis à former opposition.

§ 6. Les audiences du Collège d'autorisation et de contrôle sont publiques. Il peut ordonner le huis-clos par une décision motivée, d'initiative ou à la demande de l'intéressé.

Art. 159. Dans les cas urgents et lorsqu'il existe un risque de préjudice grave et difficilement réparable, par dérogation à l'article 158, le président du CSA ou son remplaçant dès qu'il a connaissance d'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement visés à l'article 156, § 1^{er}, peut convoquer les personnes intéressées au jour et à l'heure indiquée par lui, même les jours de fête. La convocation comprend la notification des griefs. Le secrétariat d'instruction est immédiatement informé de la mise en œuvre de la procédure d'urgence.

Le contrevenant et le secrétaire d'instruction ou son représentant peuvent déposer des observations écrites à l'audience. Le président peut suspendre l'audience afin de permettre au contrevenant et au secrétaire d'instruction ou son remplaçant d'en prendre connaissance.

Lorsque le président prononce une sanction à l'égard du contrevenant, le collège d'autorisation et de contrôle, dans le respect de la procédure visée à l'article 158, doit se prononcer sur la décision du président dans les 3 mois à dater de la notification de la décision au contrevenant. A défaut, la décision du président devient caduque. Le président ou son remplaçant qui a rendu la décision selon la procédure d'urgence ne peut siéger au collège d'autorisation et de contrôle lors de l'examen de cette décision.

Art. 160. § 1^{er}. En vue d'assurer les missions qui lui sont confiées, le secrétariat d'instruction du CSA peut :

1° recueillir sans déplacement tant auprès des administrations que des personnes physiques ou morales éditrices ou distributrices de services de radiodiffusion visés au présent décret, des régies publicitaires, agences publicitaires et annonceurs concernés par la diffusion de communication commerciale par un des éditeurs cités ou de tout acte analogue, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect des obligations qui sont imposées aux titulaires d'autorisation;

2° procéder auprès des mêmes personnes physiques ou morales à des enquêtes selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement peut désigner au sein du secrétariat d'instruction du CSA des agents assermentés ayant pouvoir de dresser des procès-verbaux valant jusqu'à preuve du contraire. Ces agents prêtent serment, conformément à l'article 572 du Code judiciaire.

TITRE IX. — Fonds d'aide à la création radiophonique

Art. 161. § 1^{er}. Les éditeurs de services disposant d'une autorisation en tant que radio en réseau et les éditeurs de services de radiodiffusion sonore distribué sur un réseau de radiodiffusion sonore en mode numérique autorisés en vertu du présent décret participent annuellement au financement du fonds d'aide à la création radiophonique.

Le montant de cette participation est de :

- 30.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 0 et 4 millions d'euros;
- 90.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 4 et 8 millions d'euros;
- 150.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 8 et 12 millions d'euros;
- 210.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 12 et 16 millions d'euros;
- 270.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 16 et 20 millions d'euros;
- 330.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe entre 20 et 24 millions d'euros;
- 390.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de services se situe au-dessus de 24 millions d'euros.

Les montants forfaitaires et les échelles de chiffre d'affaires visées à l'alinéa précédent sont adaptables annuellement sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

Par chiffre d'affaires, il faut entendre les sommes brutes, hors échanges et taxes sur la valeur ajoutée, des publicités payées par les annonceurs à l'éditeur de services et s'il échet, à ses exploitants ou à sa régie publicitaire et s'il échet, aux régies publicitaires des exploitants, pour la diffusion de leurs messages publicitaires.

Pour la première année d'autorisation, l'éditeur de services participe au fonds d'aide à la création radiophonique sur la base du plan financier prévisionnel déposé par lui lors de l'introduction de sa demande d'autorisation.

§ 2. Au plus tard au 30 juin de chaque année, le CSA constate pour chaque éditeur de services visés au § 1^{er}, le chiffre d'affaires de l'année précédente et communique celui-ci au Gouvernement.

§ 3. Au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année, le Gouvernement ordonne, par lettre recommandée à la poste, à l'éditeur de services de verser le montant de sa participation au fonds d'aide à la création radiophonique.

La lettre recommandée détermine les délais dans laquelle le montant de la participation doit être payé. Le délai de paiement est d'au moins un mois. Il prend cours à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée.

§ 4. Les montants dus portent intérêt de retard au taux de 1 % par mois. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

§ 5. L'éditeur de services redevable peut se pourvoir en réclamation, par lettre recommandée à la poste, adressée aux services du Gouvernement, contre le montant de la participation établie à sa charge.

Les réclamations doivent être envoyées, sous peine de déchéance, endéans les 30 jours de la date d'envoi de la lettre recommandée ordonnant de payer le montant de la participation.

Les services du Gouvernement statuent dans le mois sur le bien-fondé de la contestation.

La décision des services du Gouvernement est notifiée au redevable par lettre recommandée à la poste.

§ 6. A défaut du paiement de la participation et de ses intérêts éventuels, le premier acte de poursuite pour le recouvrement est une contrainte.

Elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

L'exécution de la contrainte a lieu compte tenu des dispositions de la cinquième partie, Titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice.

Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

§ 7. La demande en restitution du montant de la participation et de ses intérêts éventuels est formée par exploit contenant citation en justice signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la contribution.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

§ 8. En cas de remboursement du montant de la participation, des intérêts moratoires sont calculés au taux d'intérêt légal sur le montant de la participation remboursable.

§ 9. Le recouvrement du montant de la participation et de ses intérêts éventuels se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

L'action en restitution du montant de la participation et de ses intérêts éventuels se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

Les prescriptions, tant pour le recouvrement que pour la restitution de la participation, sont interrompues de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivant du Code civil. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise un an après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

Art. 162. § 1^{er}. Le point 23 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 tel que modifié, contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, est modifié selon le tableau suivant :

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
Fonds d'aide à la création radiophonique.	Participation de la RTBF telle qu'établie en vertu du contrat de gestion; Participation des radios en réseau et des éditeurs de services de radiodiffusion sonore distribué sur un réseau de radiodiffusion sonore en mode numérique.	Soutien à des projets d'émissions de création radiophonique; Soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique agréées et ayant pour objet la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement arrête les modalités d'utilisation du Fonds d'aide à la création radiophonique.

TITRE X. — Modification du décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française

Art. 163. Dans l'article 33 du décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les mots « et sans préjudice de l'article 33bis » sont insérés entre les mots « une autre loi ou décret » et « , les missions ».

Art. 164. Un article 33bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 33bis. Les missions confiées aux commissaires du Gouvernement auprès de la RTBF sont les suivantes :

1. Veiller au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances et arrêtés, à l'exception des dispositions légales en matière de radiodiffusion et de l'arrêté approuvant le contrat de gestion;

2. Faire rapport au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toutes les décisions des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française ou qui risquent de compromettre l'équilibre des finances de l'entreprise publique;

3. Remettre au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit circonstancié lorsque les commissaires aux comptes les informent du fait qu'ils ont constaté des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise publique;

4. Remettre au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit et circonstancié lorsque l'un des administrateurs publics les informent de l'existence d'un conflit d'intérêts entre un administrateur et l'entreprise publique;

5. Faire un rapport général au moins tous les six mois au ministre de tutelle et au ministre du Budget. Les rapports sont co-signés par les deux commissaires du Gouvernement. Ces rapports comportent, s'il échet, les remarques divergentes des commissaires.

Le cas échéant, le ministre de tutelle et le ministre du Budget transmettent au Gouvernement les rapports reçus des commissaires du Gouvernement. »

Art. 165. Un article 36bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 36bis. § 1^{er}. Chaque commissaire auprès de la RTBF informe dans un délai de 4 jours francs, le ministre de tutelle et le ministre du Budget de toutes décisions qu'il estime être contraire à l'intérêt général, aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés, à l'exception des dispositions légales en matière de radiodiffusion et de l'arrêté approuvant le contrat de gestion.

Cette information suspend la décision. Elle est notifiée, dans le même délai, au Conseil d'administration ou Comité permanent qui a pris la décision querellée.

§ 2. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 3. Le ministre de tutelle et/ou le ministre du Budget peuvent/peut évoquer, dans un délai de 20 jours francs, la décision faisant l'objet d'une information du Commissaire du Gouvernement, auprès du Gouvernement.

§ 4. Par décision du ministre de tutelle et/ou du ministre du Budget notifiée à l'organe de gestion, le délai visé au § 3 peut être augmenté de dix jours francs.

§ 5. L'avis du ministre de tutelle et/ou du ministre du Budget ou du Gouvernement est notifié à l'organe de gestion avec copie au Commissaire du Gouvernement. »

TITRE XI. — Dispositions finales

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions abrogatoires

Art. 166. § 1^{er}. Sont abrogés :

1° le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, tel que modifié par :

— le décret du 20 juillet 1988 modifiant le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);

— le décret du 19 juillet 1991 modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

— le décret-programme du 26 juin 1992;

— le décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget;

— le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget;

— le décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel;

— le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

— le décret du 4 janvier 1999 modifiant le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et assurant la transposition de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 et la directive 95/47/CE du 24 octobre 1995;

— le décret du 5 juillet 2000 modifiant le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

— le décret du 13 décembre 2001 modifiant l'article 47 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

— l'arrêté du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

2° le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, tel que modifié par :

— le décret du 15 novembre 2001 modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel;

— le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

3° l'article 17, § 1^{er}, et l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

§ 2. Les arrêtés du Gouvernement pris en exécution des décrets visés au § 1^{er} demeurent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été retirés ou modifiés par un arrêté du Gouvernement.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 167. § 1^{er}. Toute procédure d'autorisation engagée conformément au titre II du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française se poursuit dans le respect des dispositions de ce titre.

Les autorisations délivrées dans le cadre de cette procédure restent valables jusqu'à leur terme.

§ 2. Toute demande d'autorisation introduite avant l'entrée en vigueur du présent décret est instruite dans le respect des dispositions du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

Toute autorisation délivrée sur la base du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et toute convention y afférente restent valables jusqu'à leur terme. Dans ce cas, l'article 41 n'est pas applicable pour la durée de la convention.

§ 3. Dans les six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, tout titulaire d'une autorisation, dont le terme n'est pas échu, délivrée sur la base du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel peut introduire une demande d'autorisation en application du présent décret.

L'attribution d'une autorisation en vertu du présent décret entraîne le retrait de l'autorisation précédente.

§ 4. Les autorisations délivrées aux télévisions locales sur la base du décret du 17 juillet 1987 sur l'Audiovisuel viennent à échéance à la date fixée par le Gouvernement.

§ 5. Les membres du CSA, à l'exception des membres du bureau qui achèvent leur mandat, seront remplacés dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 6. En vue de l'exercice des missions attribuées au CSA, les membres du personnel des Services de la Communauté française qui, à la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*, sont affectés ou incorporés au Conseil supérieur de l'audiovisuel tel qu'institué par le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, sont transférés vers le CSA tel qu'institué par le présent décret.

Le Gouvernement détermine la date et les modalités du transfert des personnes visées à l'alinéa précédent.

Ces modalités prévoient notamment que ce transfert s'effectue sur une base volontaire.

Les membres du personnel transférés le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert. Ils acquièrent la qualité de membre du personnel du CSA.

Les membres du personnel des Services de la Communauté française qui, à la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*, sont affectés ou incorporés au Conseil supérieur de l'audiovisuel tel qu'institué par le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, et qui ne sont pas transférés vers le CSA tel qu'institué par le présent décret, conservent leur grade et leur qualité. Le Gouvernement détermine la liste des indemnités, primes et allocations que ces membres du personnel conserveront et la durée pendant laquelle ils en garderont le bénéfice.

§ 7. Les opérateurs de réseau se déclarant distributeur de services disposent d'un délai d'un an à dater de la clôture des comptes et bilan annuel suivant l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer à l'article 77.

CHAPITRE III. — *Disposition fixant vigueur*

Art. 168. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Les dispositions visées à l'article 166, § 1^{er}, 3^e, et à l'article 31 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur des modalités arrêtées par le Gouvernement en application de l'article 30.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sport,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 357-1. — Amendements de commission, n° 357-2. — Rapport, n° 357-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 février 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1505

[C — 2003/29202]

27 FEBRUARI 2003. — Decreet betreffende de radio-omroep (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Dit decreet heeft inzonderheid tot doel de volgende Europese richtlijnen om te zetten :

- Richtlijn 89/552/EEG van de Raad van 3 oktober 1989 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten, « televisie zonder grenzen » genoemd, zoals gewijzigd bij de richtlijn 97/36/EG;
- Richtlijn 95/47/EG inzake het gebruik van normen voor het uitzenden van televisiesignalen;
- Richtlijn 98/84/EG betreffende de rechtsbescherming van diensten gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang;
- Richtlijn 2002/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de toegang tot en interconnectie van elektronische-communicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten (Toegangsrichtlijn);
- Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn);
- Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn);
- Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Universele dienstrichtlijn).

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° Aankoop van een programma : elke verwerving, door een dienstenuitgever of voor hem, van een recht op uitzending van een programma dat wordt geproduceerd door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van heeft verricht, met uitsluiting van een programma voor reclamecommunicatie;
 - 2° Gecumuleerde kijk- en luisterdichtheid : het aantal verschillende televisiekijkers en/of radioluisteraars in de doelgroep 4 jaar en meer, opgeteld gedurende een bepaalde duur of bepaalde zendingen;
 - 3° Zelfpromotie : elke boodschap die wordt uitgezonden op initiatief van een dienstenuitgever en die tot doel heeft zijn eigen diensten, programma's of bijbehorende producties die rechtstreeks van zijn eigen programma's worden afgeleid, te bevorderen;
 - 4° Centrum voor de film en de audiovisuele sector : het Centrum voor de film en de audiovisuele sector, zoals geregeld bij hoofdstuk 1 van het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs;
 - 5° College voor vergunning en controle : het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad;
 - 6° Bestelling van een programma : het bestellen, door een dienstenuitgever, van een programma, met uitsluiting van een programma voor reclamecommunicatie, geproduceerd of gecoproduceerd door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van verricht;
 - 7° Reclamecommunicatie : reclame, sponsoring, telewinkelen en zelfpromotie;
 - 8° Raad voor Media-opvoeding : de Raad voor Media-opvoeding, zoals geregeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding;
 - 9° Coproductie van een audiovisueel werk : de productie van een audiovisueel werk door een dienstenuitgever en ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van verricht;
 - 10° Hoge Raad : de Hoge Raad, zoals geregeld bij titel VII van dit decreet, hierna genoemd « de Hoge Raad »;
 - 11° Illegale uitrusting : elke uitrusting en/of materieel bestanddeel of programmatuur, die ontworpen, geproduceerd, aangepast of verwezenlijkt worden om toegang te verschaffen tot een beschermde dienst en/of die een beschermde dienst toegankelijk maken in een begrijpelijke vorm zonder de toestemming van de dienstenverstrekker;
 - 12° Dienstenverdelers : elke rechtspersoon die op ongeacht welke wijze, inzonderheid door middel van terrestrische radiogolven, per satelliet of door middel van een teledistributienetwerk, één of meer radio-omroepdiensten ter beschikking van het publiek stelt. Het dienstenaanbod kan diensten omvatten die door de persoon zelf worden uitgegeven en diensten die worden uitgegeven door derden waarmee hij contractuele verhoudingen aanknoopt.
- Als dienstenverdelers wordt eveneens beschouwd, iedere rechtspersoon die een dienstenaanbod levert door contractuele verhoudingen met andere verdelers aan te knopen;
- 13° Dienstenuitgever : de rechtspersoon die de editoriale verantwoordelijkheid van één of meer radio-omroepdiensten op zich neemt om die uit te zenden of te doen uitzenden;
 - 14° Scrambelen : de reeks bewerkingen waardoor de audiosignalen en de videosignalen van een radio-omroepdienst onverstaaanbaar worden gemaakt voor iedere persoon die niet beschikt over de vereiste toegangsbewijzen;
 - 15° Steunfonds voor creatie op radio : Begrotingsfonds bestemd voor de steunverlening aan de projecten inzake programma's voor creatie op radio en aan de ontvangstvoorzieningen voor de creatie op radio die door de Regering worden erkend;

16° Heruitzendingsfrequentie : de radiofrequentie die zich binnen de dienstzone van een zendtoestel bevindt en die de dienstzone van dat zendtoestel moet verbeteren;

17° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

18° Antennehoogte : de hoogte van de antenne boven de grond;

19° Audiovisueel werk : fictiewerk voor de bioscoop of de televisie – televisiefilm, serie, animatie – of documentair werk;

20° Europees werk :

a) het werk dat afkomstig is uit lidstaten van de Europese Unie dat voornamelijk met behulp van in één of meer lidstaten gevestigde auteurs en medewerkers zijn vervaardigd en dat voldoet aan één van de volgende drie voorwaarden :

— het wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn,

— de productie van dat werk wordt gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn,

— de bijdrage van de coproducten van die Staten in de totale kosten van de coproductie bedraagt meer dan de helft, en de coproductie wordt niet door één of meer buiten deze Staten gevestigde producenten gecontroleerd;

b) het werk dat afkomstig is uit Europese derde Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa en dat voldoet aan één van de drie volgende voorwaarden :

— het wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn;

— de productie van dat werk wordt gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn;

— de bijdrage van de coproducten van die Staten in de totale kosten van de coproductie bedraagt meer dan de helft, en de coproductie wordt niet door één of meer buiten deze Staten gevestigde producenten gecontroleerd.

Het werk dat afkomstig is uit Europese derde Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa is echter alleen een Europees werk als de werken die afkomstig zijn uit de lidstaten van de Unie niet onderworpen zijn aan discriminerende maatregelen in de Europese derde Staten;

c) het werk dat afkomstig is uit andere Europese derde Staten dat ofwel uitsluitend ofwel in coproductie met in één of meer lidstaten gevestigde producenten zijn vervaardigd door producenten die gevestigd zijn in één of meer Europese derde Staten waarmee de Europese Unie akkoorden heeft gesloten die betrekking hebben op de audiovisuele sector, indien dat werk voornamelijk is vervaardigd met behulp van auteurs of medewerkers die woonachtig zijn in één of meer Europese Staten, op voorwaarde dat dit werk niet onderworpen is aan discriminerende maatregelen in de betrokken Staten;

d) het werk dat een productie is in het kader van bilaterale coproductie-akkoorden die tussen lidstaten en derde landen werden gesloten, op voorwaarde dat de coproducten van de Europese Unie voor meer dan de helft bijdragen in de totale productiekosten en dat de productie niet door één of meer buiten deze Staten gevestigde producenten wordt gecontroleerd;

e) het werk dat niet Europees is in de zin van de paragrafen a tot d maar dat voornamelijk met behulp van in één of meer lidstaten gevestigde auteurs en medewerkers zijn vervaardigd, wordt als een Europees werk beschouwd naar rato van het aandeel van coproducten uit de Europese Unie in de totale productiekosten;

21° Basisaanbod : de radio-omroepdiensten die en bloc worden aangeboden aan de abonnee tegen een uniek abonnementsprijs;

22° Netwerexploitant : iedere rechtspersoon die de technische bewerkingen van een radio-omroepnetwerk verricht die noodzakelijk zijn voor de transmissie en de uitzending van radio-omroepdiensten bij het publiek;

23° Sponsoring : elke bijdrage van een instelling of een (overheids- of privé-)bedrijf, die/dat zich niet bezighoudt met radio-omroepactiviteiten of met de vervaardiging van audiovisuele producties, in de financiering van programma's, met het doel haar/zijn naam, handelsmerk, imago, activiteiten of realisaties meer bekendheid te geven;

24° Vooraankoop van een audiovisueel werk : elke verwerving, door een dienstuitgever, van een recht op uitzending van een audiovisueel werk dat te vervaardigen of te coproduceren is door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die voor de gedelegeerde productie ervan zorgt;

25° Externe prestatie : elke prestatie die, op aanvraag van een dienstuitgever, wordt verricht bij de vervaardiging van het geheel of een deel van een programma van die uitgever, door een natuurlijke of rechtspersoon gevestigd in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, met uitzondering van de programma's voor reclamecommunicatie;

26° Onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap : de producent, die in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is en :

— die een rechtspersoonlijkheid bezit die verschillend is van die van een dienstuitgever,

— die rechtstreeks of onrechtstreeks niet meer dan 15 % van het kapitaal van een dienstuitgever bezit,

— die, gedurende een periode van drie jaar, niet meer dan 90 % van zijn omzetcijfer boekt uit de verkoop van producties aan éénzelfde dienstuitgever van de Franse Gemeenschap,

— waarvan meer dan 15 % van het kapitaal niet rechtstreeks of onrechtstreeks in het bezit is van een dienstuitgever;

— waarvan meer dan 15 % van het kapitaal niet in het bezit is van een maatschappij die rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 15 % van het kapitaal van een dienstuitgever bezit;

27° Eigen productie : het programma dat wordt ontworpen door het personeel van een dienstenuitgever, door hem en onder zijn controle wordt samengesteld en vervaardigd;

28° Programma voor telewinkelen : rechtstreekse aanbiedingen aan het publiek die worden uitgezonden met het oog op de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, of van rechten en verplichtingen.

29° Reclame : de door een instelling of een overheidsbedrijf of particuliere onderneming tegen vergoeding of soortgelijke betaling uitgezonden boodschap — in welke vorm ook — in verband met de uitoefening van enige commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of van een vrij beroep met het oog op de bevordering van de levering van goederen of diensten tegen betaling, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen;

30° Sluikreclame : het vermelden of vertonen van goederen, diensten, naam, handelsmerk of activiteiten van een producent van goederen of een dienstverlener in programma's, indien dit door de dienstenuitgever wordt gedaan met de bedoeling reclame te maken en het publiek kan worden misleid omtrent de aard van deze vermelding c.q. vertoning. Deze bedoeling wordt met name geacht aanwezig te zijn indien tegenover de vermelding c.q. vertoning een geldelijke of andere vergoeding staat;

31° Effectief uitgestraald vermogen : het product van de vermenigvuldiging van het aan het uiteinde van de antenne geleverd vermogen met de winst van de antenne ten opzichte van een halvegolfdipool in een gegeven richting;

32° Netwerkradio : private dienst voor klankradio-omroep die beschikt over een radiofrequentienetwerk;

33° Onafhankelijke radio : de private dienst voor klankradio-omroep die over een enkele radiofrequentie beschikt;

34° Frequentienetwerk : de samenvoeging van radiofrequenties die globaal aan één netwerk worden toegewezen;

35° Radio-omroepnetwerk : de transmissiesystemen en, in voorkomend geval, de uitrustingen voor omschakeling en routing en de andere middelen, die het overbrengen mogelijk maken van signalen die drager zijn van radio-omroepdiensten via de kabel, radiogolven, optische middelen of andere elektromagnetische middelen.

36° Teledistributienetwerk : radio-omroepnetwerk dat door éénzelfde netwerkexploitant wordt georganiseerd met het oog op het overbrengen aan het publiek, door middel van een coaxiale kabel, van signalen die drager zijn van radio-omroepdiensten;

37° RTBF : de « Radio-Télévision belge de la Communauté française de Belgique »;

38° Dienst voor telewinkelen : een dienst voor televisie-omroep die uitsluitend uit programma's voor telewinkelen bestaat;

39° Beschermd dienst : elke dienst die tegen betaling en op basis van voorwaardelijke toegang wordt verricht;

40° Afzonderlijke spot : reclamespot of spot voor telewinkelen die niet wordt voorafgegaan of gevolgd door een andere reclamespot of spot voor telewinkelen;

41° Systeem voor voorwaardelijke toegang : het geheel van de hardware- en software-middelen die worden gebruikt door één of verschillende systemen voor beheer van de abonnementen, om de toegang tot het geheel of een deel van één of meer omroepdiensten te beperken tot alleen het publiek dat over de vereiste toegangsbewijzen beschikt;

42° Lokale televisiezenders : de lokale uitgevers van openbare dienst voor televisie-omroep bedoeld in titel IV van dit decreet;

43° Controleoverdracht : procédé waarmee het mogelijk is van systeem voor voorwaardelijke toegang te veranderen, zonder te raken aan het gescrembelde signaal van een radio-omroepdienst;

44° Dienstzone : de zone waarbinnen de gemiddelde waarde van de veldsterkte van een zendtoestel, bepaald overeenkomstig de aanbevelingen van het Internationaal Consultatief Comité voor radioverbindingen, hoger ligt dan de waarde van de bruikbare veldsterkte van dat zendtoestel.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Onverminderd de bijzondere bepalingen die op de RTBF toepasselijk zijn, is dit decreet toepasselijk op elke radio-omroepactiviteit.

§ 2. Elke dienstenuitgever, elke dienstenverdelers en elke netwerkexploitant die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, valt onder de toepassing van dit decreet.

§ 3. Onder de Franse Gemeenschap ressorteert, iedere dienstenuitgever :

1° die gevestigd is in het Frans taalgebied;

2° die gevestigd is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en waarvan de activiteiten uitsluitend tot de Franse Gemeenschap moeten behoren.

§ 4. Geacht wordt als gevestigd in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de dienstenuitgever :

a) die zijn werkelijke maatschappelijke zetel in het Frans taalgebied heeft of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, waar de beslissingen inzake programmatie worden genomen;

b) waarvan een belangrijk deel van de personeelsleden die belast zijn met de radio-omroepactiviteiten in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad werkt :

— wanneer zijn werkelijke maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en wanneer de plaats waar de beslissingen van de directie betreffende de programmatie gelegen is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

— of wanneer de plaats waar de beslissingen van de directie betreffende de programmatie gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en wanneer zijn werkelijke maatschappelijke zetel gelegen is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

c) waarvan zijn werkelijke maatschappelijke zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gelegen is, wanneer de plaats waar de beslissingen van de directie betreffende de programmatie worden genomen, gelegen is in een lidstaat van de Europese Unie of in een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, en wanneer een belangrijk deel van de personeelsleden die belast zijn met de radio-omroepactiviteiten, enerzijds, in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad werkt, en, anderzijds, in een lidstaat van de Europese Unie of in een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

d) die begonnen is met het wettelijk uitzenden in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, wanneer punt b) niet van toepassing is als een belangrijk deel van zijn personeel niet werkt in het Frans taalgebied, in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of in een Staat bedoeld in b) en op voorwaarde dat hij een stabiel en werkelijk economisch verband onderhoudt met de Franse Gemeenschap;

e) waarvan een belangrijk deel van de personeelsleden die belast zijn met de radio-omroepactiviteiten werkt in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad :

— wanneer zijn werkelijke maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en wanneer de plaats waar de beslissingen van de directie betreffende de programmatie worden genomen, gelegen is in een staat die geen lid is van de Europese Unie of geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

— wanneer de plaats waar de beslissingen van de directie betreffende de programmatie worden genomen, gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en wanneer zijn werkelijke maatschappelijke zetel gelegen is in een Staat die geen lid is van de Europese Unie of die geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte.

§ 5. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, de dienstuitgever die niet gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie of die geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte en die één of meer radio-omroepdiensten verdeelt of laat verdelen door middel van een radiofrequentie, een satellietcapaciteit, een verbinding naar een satelliet toe of een capaciteit van een radio-omroepnetwerk dat onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt.

§ 6. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, de uitgever die niet bedoeld is bij de §§ 4 en 5 en die geacht wordt gevestigd te zijn in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad in de zin van de artikelen 52 en volgende van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

§ 7. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, de dienstuitgever die gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte ten aanzien waarvan door het College voor vergunning en controle, na raadpleging van de Commissie van de Europese Unie, werd vastgesteld dat zijn activiteiten volledig of voornamelijk gericht zijn naar het publiek van de Franse Gemeenschap toe en dat hij zich in één van die Staten ging vestigen om zich te onttrekken aan de regels die op hem toepasselijk zouden zijn indien hij onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap zou vallen.

§ 8. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, iedere dienstenverdelers die één of verschillende radio-omroepdiensten ter beschikking van het publiek stelt door middel van :

1° ofwel een radio-omroepnetwerk met terrestrische middelen dat één of verschillende radiofrequenties van de Franse Gemeenschap gebruikt;

2° ofwel een teledistributienetwerk dat gelegen is in het Frans taalgebied;

3° ofwel een teledistributienetwerk dat gelegen is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en waarvan de activiteit uitsluitend op de Franse Gemeenschap betrekking heeft;

4° ofwel één of verschillende radiofrequenties van de satelliet naar de Aarde toe van de Franse Gemeenschap;

5° ofwel één of verschillende radiofrequenties van de satelliet naar de Aarde toe met het doel die dienst(en) ter beschikking van het publiek van het Frans taalgebied te stellen, en die overigens over een exploitatiezetel in België beschikt;

6° ofwel één of verschillende radiofrequenties van de satelliet naar de Aarde toe met het doel die dienst(en) ter beschikking van het publiek van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te stellen, en die overigens beschikt over een exploitatiezetel in België en waarvan de activiteit uitsluitend op de Franse Gemeenschap betrekking heeft;

7° ofwel elk ander transmissiesysteem met het doel die dienst(en) ter beschikking van het Frans taalgebied te stellen, en die overigens over een exploitatiezetel in België beschikt;

8° ofwel elk ander transmissiesysteem met het doel die dienst(en) ter beschikking van het publiek van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te stellen, en die overigens over een exploitatiezetel in België beschikt en waarvan de activiteit uitsluitend op de Franse Gemeenschap betrekking heeft.

§ 9. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, elke netwerkexploitant die belast is met de technische bewerkingen :

1° van een radio-omroepnetwerk met terrestrische middelen dat één of verschillende radiofrequenties van de Franse Gemeenschap gebruikt;

2° van een teledistributienetwerk dat gelegen is in het Frans taalgebied;

3° één of meer satellietradiofrequenties van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Recht van het publiek op informatie**Afdeling I. — De waarborgen voor de toegang van het publiek tot informatie over publieke evenementen*

Art. 3. § 1. In de bij dit artikel vastgestelde voorwaarden, kan het recht van het publiek op informatie niet worden belemmerd door de uitoefening van een exclusiviteitsrecht, verkregen door de RTBF of elke dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, op publieke evenementen. Onder publiek evenement dient te worden verstaan, een – al dan niet georganiseerd – evenement waartoe de toegang werd verleend aan een dienstenuitgever door de organisator van dat evenement of door iedere persoon die een controle uitoefent op de toegang tot dat evenement.

§ 2. Met het doel het recht van het publiek op de informatie betreffende de publieke evenementen te waarborgen, hebben de RTBF en iedere dienstenuitgever die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen het recht, mits een billijke, evenredige en niet-discriminerende compensatie, opnamen te verrichten van de programma's van de dienstenuitgevers die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, met het uitsluitend doel er korte uittreksels van in een nieuwsjournaal of in elk ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma in te voegen. Dat recht kan worden uitgebreid tot de dienstenuitgevers die tot de bevoegdheid van de andere Gemeenschappen en de andere Staten van de Europese Unie behoren, volgens het reciprociteitsbeginsel.

§ 3. Niemand kan aanspraak maken op het recht op opname en gebruik van de in § 2 bedoelde uittreksels, terwijl hij toegang tot de publieke evenementen had teneinde de opname te verrichten of te doen verrichten van de bestanddelen van de programma's die noodzakelijk zijn om over die evenementen te berichten.

§ 4. Onverminderd akkoorden die tussen de dienstenuitgevers gesloten zijn, stelt de Regering de nadere regels vast voor de toepassing van dit artikel. Zij bepaalt inzonderheid de maximumduur van de toegelaten opname, de termijn binnen welke het uittreksel kan worden gebruikt en de voorwaarden voor het opnieuw gebruiken van de programma's die een uittreksel bevatten dat werd verkregen uit de opname van een programma van een derdienstenuitgever.

Afdeling II. — Recht van het publiek op toegang, in de televisie-omroep, tot evenementen van het hoogste belang

Art. 4. § 1. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, kan de Regering de lijst vaststellen van de evenementen die zij van het hoogste belang acht voor het publiek van de Franse Gemeenschap. Voor die evenementen kan geen exclusiviteitsrecht worden verleend aan een uitgever van televisie-omroepdiensten of aan de RTBF, zodat een belangrijk deel van het publiek van die Gemeenschap geen toegang tot die evenementen zou hebben via een televisie-omroepdienst met vrije toegang.

De Regering bepaalt of die evenementen rechtstreeks of onrechtstreeks, volledig of gedeeltelijk, dienen te worden uitgezonden.

§ 2. Een evenement wordt geacht als van het hoogste belang voor het publiek van de Franse Gemeenschap als het beantwoordt aan ten minste twee criteria die hierna vermeld zijn :

1° het evenement wekt een grote belangstelling bij het publiek van de Franse Gemeenschap in het algemeen en niet alleen bij het publiek dat een dergelijk evenement gewoonlijk volgt;

2° het evenement is van cultureel belang, zoals dit globaal wordt erkend door het publiek van de Franse Gemeenschap, en werkt als een katalysator van zijn culturele identiteit;

3° een belangrijke persoon of een nationale ploeg neemt deel aan het betrokken evenement in het kader van een zeer belangrijke internationale competitie of manifestatie;

4° het evenement wordt traditioneel uitgezonden in een programma van een televisie-omroepdienst met vrije toegang in de Franse Gemeenschap en wekt de belangstelling van een breed publiek.

Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, stelt de Regering de nadere regels vast volgens welke de hierboven vermelde evenementen toegankelijk moeten worden gemaakt.

§ 3. Een televisie-omroepdienst wordt beschouwd als een dienst met vrije toegang, als hij in het Frans wordt uitgezonden en kan worden ontvangen door 90 % van de gezinnen die over een apparatuur beschikken voor ontvangst van televisie-omroepdiensten gelegen in het Frans taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Naast de technische kosten, kan de ontvangst van deze dienst niet afhankelijk worden gemaakt van een andere betaling dan de eventuele abonnementsprijs voor het basisaanbod van een kabel distributiedienst.

§ 4. De uitgevers van televisie-omroepdiensten en de RTBF mogen geen exclusiviteitsrechten, die ze na 30 juli 1997 zouden hebben verworven, uitoefenen, waardoor ze de toegang, via een televisie-omroepdienst met vrije toegang, zouden beletten tot evenementen van het hoogste belang, waarvan de lijst werd bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, aan een belangrijk deel van het publiek van een lidstaat van de Europese Unie. Ze schikken zich naar de bijzondere voorwaarden die werden vastgesteld naar aanleiding van de bekendmaking van de voormelde lijsten en die betrekking hebben op de rechtstreekse, onrechtstreekse, volledige of gedeeltelijke toegang.

Afdeling III. — Toegang van het publiek tot de dringende boodschappen van algemeen nut

Art. 5. De dienstenuitgevers en de RTBF moeten, op aanvraag van de Regering van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van de Federale Regering, elke dringende boodschap van algemeen nut in geval van vliegcrash, kernongeval, aardbeving, ernstige vervuiling of ermee gelijkgestelde grote gebeurtenis.

HOOFDSTUK IV. — *Transparantie en vrijwaring van pluralisme*

Art. 6. § 1. De RTBF en de dienstenuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen, maken de basisinlichtingen over hen bekend, om het publiek in de mogelijkheid te stellen om een mening te hebben over de waarde van de informatie en de ideeën die worden uitgezonden in de programma's van de radio-omroepdiensten bedoeld bij dit decreet. De Regering bepaalt de lijst van de basisinlichtingen en de uitzendingswijzen waardoor de billijke toegang tot die wordt gewaarborgd.

§ 2. Met het oog op transparantie van hun eigendoms- en controlestructuren alsook op hun onafhankelijkheid, delen de dienstenuitgevers, de dienstenverdelers en de netwerkexploitanten aan het College voor vergunning en controle de volgende inlichtingen mee bij hun aanvraag om vergunning of bij elke gelijkaardige handeling :

1° de identificatie van de natuurlijke personen of rechtspersonen die deelnemen in het kapitaal van de maatschappij en het bedrag van hun respectieve bijdrage of de lijst van de leden voor de rechtspersonen die in de vorm van een vzw opgericht zijn;

2° de aard en het bedrag van de interessen die voornoemde personen bezitten in andere maatschappijen van de radio-omroepsector of andere media-sectoren;

3° de identificatie van de natuurlijke personen of rechtspersonen die werkzaam zijn in activiteiten inzake levering van middelen die in belangrijke mate worden aangewend bij de vervaardiging van programma's betreffende radio-omroepdiensten, alsook de aard en het bedrag van hun deelneming.

§ 3. Elke wijziging die aan de in § 2 bedoelde inlichtingen gedurende de periode van de vergunning of van de gelijkaardige handeling wordt aangebracht, moet binnen één maand aan het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 4. Het College voor vergunning en controle houdt het geheel van de inlichtingen bedoeld in de §§ 2 en 3 bij en kijkt na of de inlichtingen bedoeld in § 1 werkelijk worden meegedeeld.

Art. 7. § 1. De uitoefening van een belangrijke positie in de audiovisuele sector door een dienstenuitgever die houder is van een vergunning of een dienstenverdelers die als zodanig wordt verklaard krachtens dit decreet, of door verschillende van deze die rechtstreeks of onrechtstreeks door een gemeenschappelijke aandeelhouder worden gecontroleerd, kan de vrijheid van het publiek niet belemmeren om toegang te hebben tot een pluralistisch aanbod in de radio-omroepdiensten.

Onder pluralistisch aanbod dient te worden verstaan, een media-aanbod van een pluralistische verscheidenheid van onafhankelijke en autonome mediabedrijven die de grootst mogelijke diversiteit van opinies en ideeën vertegenwoordigen.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle de uitoefening van een belangrijke positie vaststelt, zet het een procedure in voor de evaluatie van het pluralisme van het aanbod in de radio-omroepdiensten die uitgegeven of verdeeld worden door de in § 1 bedoelde rechtspersonen.

Het College voor vergunning en controle stelt vast dat er een belangrijke positie wordt uitgeoefend, inzonderheid :

1° wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, die meer dan 24 % van het kapitaal van een uitgever van televisie-omroepdiensten bezit, rechtstreeks of onrechtstreeks, meer dan 24 % van het kapitaal van een andere uitgever van televisie-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap bezit;

2° wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, die meer dan 24 % van het kapitaal van een uitgever van klankradio-omroepdiensten bezit, rechtstreeks of onrechtstreeks, meer dan 24 % van het kapitaal van een andere uitgever van klankradio-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap bezit;

3° wanneer de gecumuleerde kijkdichtheid van verschillende uitgevers van televisie-omroepdiensten 20 % van de totale kijkdichtheid van de uitgevers van televisie-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap bereikt en wanneer die uitgevers van televisie-omroepdiensten rechtstreeks of onrechtstreeks, met een meerderheid of een minderheid, in het bezit zijn van één zelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon;

4° wanneer de gecumuleerde luisterdichtheid van verschillende uitgevers van klankradio-omroepdiensten 20 % van de totale luisterdichtheid van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap bereikt en wanneer die uitgevers van klankradio-omroepdiensten rechtstreeks of onrechtstreeks, met een meerderheid of een minderheid, in het bezit zijn van één zelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon;

§ 3. Indien het College voor vergunning en controle op het einde van zijn evaluatie vaststelt dat de vrijheid van het publiek om toegang te hebben tot een pluralistisch aanbod wordt belemmerd, geeft het kennis van zijn grieven aan de betrokken rechtspersoon(en) en zet met die een overleg in met het oog op het treffen van maatregelen om een pluralistisch aanbod te kunnen waarborgen.

§ 4. Indien het overleg niet leidt tot het sluiten van een protocolakkoord binnen een termijn van zes maanden of indien dat protocol niet in acht wordt genomen, kan het College voor vergunning en controle de in artikel 156 bedoelde sancties treffen.

§ 5. In het kader van de procedure bedoeld in dit artikel, kan het College voor vergunning en controle de Dienst of de Raad voor Concurrentie raadplegen.

TITEL II. — *Programma's*HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 8. Onder de bepalingen van deze titel vallen, elke radio-omroepdienst die door de RTBF wordt uitgegeven en elke dienst van een dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert.

HOOFDSTUK II. — *Eerbiediging van de menselijke waardigheid en bescherming van de minderjarigen*

Art. 9. De RTBF en de dienstenuitgevers die onder dit decreet vallen, mogen geen programma's uitgeven die :

1° tegenstrijdig zijn met de wetten of het algemeen belang, die de menselijke waardigheid aantasten, of die aansporen tot discriminatie, haat of geweld, in het bijzonder op grond van ras, geslacht, nationaliteit, godsdienst of filosofische overtuiging, of die ertoe aanzetten de genocide gepleegd door het Duitse nationaal-socialistische regime gedurende de tweede wereldoorlog of elke andere vorm van genocide te ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goed te keuren.

2° de lichamelijke, geestelijke of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen ernstig zouden kunnen aantasten, inzonderheid programma's met pornografische scènes of met nodeloos geweld. Dit verbod geldt ook voor de andere programma's of programmafragmenten, inzonderheid trailers, die schade kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen, tenzij door inzonderheid de keuze van het tijdstip van uitzending van het programma gewaarborgd wordt dat minderjarigen in het zendgebied de uitzendingen normaliter niet kunnen zien of beluisteren of voor zover dat programma voorafgegaan wordt door een akoestische waarschuwing of het gedurende de gehele uitzending herkenbaar is aan een visueel symbool. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit lid;

3° een gedachten-, geloofs- of opiniestrekking aanmoedigen die een bedreiging uitmaakt voor de fundamentele vrijheden die door de Grondwet of het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden worden gewaarborgd of die tot doel hebben misbruik te maken van de geloofwaardigheid van het publiek.

HOOFDSTUK III. — *Reclamecommunicatie*

Afdeling I. — Algemene regels

Art. 10. Reclamecommunicatie mag niet strijdig zijn met de wetten, decreten, besluiten of verordeningen van het College voor advies van de Hoge Raad, bedoeld in artikel 132, § 1, 5°, en goedgekeurd door de Regering, die de reclame in het algemeen of de reclame voor sommige producten of diensten regelen.

Art. 11. Reclamecommunicatie mag niet :

- 1° de menselijke waardigheid aantasten;
- 2° discriminatie inhouden naar ras, geslacht of nationaliteit;
- 3° godsdienstige, filosofische of politieke overtuigingen kwetsen;
- 4° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor gezondheid of veiligheid, inzonderheid door gewelddadige gedragingen aan te prijzen;
- 5° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor het milieu;
- 6° strijdig zijn met de regels in verband met de litteraire, artistieke en industriële eigendom en met de rechten van de persoon of zijn eigen imago;
- 7° verwijzen naar een bepaalde persoon of instelling, verklaringen of bevestigingen inhouden die van deze personen komen, zonder hun toestemming of die van hun rechthebbenden.

Art. 12. § 1. Reclamecommunicatie mag noch de politieke partijen noch de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties als doel hebben. Ze mag geen betrekking hebben op de belijdenis van enig godsdienstig of wijsgerig denkbeeld.

§ 2. Reclamecommunicatie mag geen betrekking hebben op goederen of diensten die de Regering bij besluit aanduidt, behalve onder door haar vast te stellen voorwaarden, en mag evenmin strijdig zijn met de wetten, besluiten en Europese richtlijnen betreffende de reclame voor bepaalde goederen of diensten.

Art. 13. Reclamecommunicatie mag minderjarigen geen morele of fysieke schade berokkenen en moet daarom voldoen aan de volgende criteria voor hun bescherming :

- 1° zij mag minderjarigen niet rechtstreeks tot de aankoop van een bepaald product of een bepaalde dienst aanzetten door te profiteren van hun onervarenheid of hun geloofwaardigheid;
- 2° zij mag minderjarigen er niet rechtstreeks toe aanzetten hun ouders of anderen te overreden tot de aankoop van producten of diensten waarvoor reclame wordt gemaakt;
- 3° zij mag geen misbruik maken van het bijzondere vertrouwen dat minderjarigen in hun ouders, leerkrachten of anderen hebben;
- 4° zij mag minderjarigen niet zonder reden in gevaarlijke situaties tonen.

Art. 14. § 1. Reclamecommunicatie moet als zodanig herkenbaar zijn en door duidelijk herkenbare optische of akoestische middelen duidelijk gescheiden zijn van de andere programma's of programmafragmenten.

§ 2. Bij reclamecommunicatie mag geen gebruik worden gemaakt van subliminale technieken.

§ 3. Het geluidsvolume van de reclamecommunicatiespots, alsook van de fragmenten waardoor ze voorafgegaan of gevolgd worden, mag geen opzettelijke variatie, door welk middel dan ook, ondergaan ten opzichte van de rest van de programma's.

§ 4. Bij reclame is elke rechtstreekse of onrechtstreekse verwijzing naar een programma of een deel van een programma, die verwarring over de « reclame »-aard van de communicatie inzake reclame kan veroorzaken, verboden.

§ 5. § 1 is niet van toepassing op sponsoring. § 4 is niet van toepassing op sponsoring en zelfpromotie.

Art. 15. Behalve voor sponsoring, mogen de dienstuitgevers noch reclamecommunicatie beperken tot goederen of diensten van één enkele commerciële of financiële groep, noch reclame-exclusiviteit voor een bepaald product of een bepaalde dienst verlenen.

Art. 16. De dienstuitgevers die reclame uitzenden voor geneesmiddelen en medische behandelingen of voor alcoholhoudende dranken, moeten gratis, volgens met de betrokken dienstuitgevers nader te bepalen regels, zendtijd voor reclame ter beschikking van de Regering stellen, die moet worden besteed aan de uitzending van campagnes voor gezondheidsopvoeding en die gelijk moet zijn aan deze die bestemd is voor de reclame voor die producten of diensten.

Art. 17. Voor de programma's en programmafragmenten over spel en wedstrijden met lotenuitreiking in de vorm van producten of diensten aan de deelnemers of aan de televisie kijkers, mogen deze producten of diensten op het scherm verschijnen of aangehaald worden tijdens de betrokken uitzending, op voorwaarde dat de voorstelling ervan strikt neutraal is, zonder begeleidende argumentatie of exploitatie ervan die de consumptie of de directe aankoop van deze producten of diensten zou kunnen aanmoedigen.

Afdeling II. — Regels betreffende reclame, telewinkelen en zelfpromotie in de televisie-omroepdiensten

Art. 18. § 1. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie moeten tussen de programma's worden ingevoegd. Onder voorbehoud van de voorwaarden vastgesteld in de §§ 2 tot 5, kunnen ze eveneens tijdens de uitzendingen worden ingevoegd, op zodanige wijze dat de integriteit en de waarde van de uitzendingen niet worden geschaad, rekening houdend met de natuurlijke pauzes in alsmede met de duur en de aard van het programma, en er geen afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de rechthebbenden.

§ 2. Bij uit fragmenten samengestelde uitzendingen of bij sportuitzendingen en op soortgelijke wijze gestructureerde evenementen en opvoeringen met pauzes, mag er alleen tussen de zelfstandige fragmenten of tijdens de pauzes reclame, telewinkelen en zelfpromotie worden ingevoegd.

§ 3. De uitzending van audiovisuele werken zoals bioscoopfilms en televisiefilms, met uitzondering van series, feuilletons, amusementsprogramma's en documentaires, mag één keer per volledig tijdvak van 45 minuten worden onderbroken, mits de geprogrammeerde duur ervan langer dan 45 minuten bedraagt.

Indien de geprogrammeerde duur ervan ten minste 20 minuten langer bedraagt dan twee keer of meer volledige tijdvakken van 45 minuten, mag er nog één keer worden onderbroken.

In de door de RTBF en de lokale televisiezenders uitgegeven diensten, mogen de reclame en de zelfpromotie noch een bioscoopfilm noch een werk, waarvan de auteur de integriteit wil behouden, noch een fragment van een programma onderbreken.

§ 4. Wanneer andere dan onder de §§ 2 en 3 van dit artikel bedoelde uitzendingen door reclame, telewinkelen en zelfpromotie worden onderbroken, moet een tijdvak van ten minste 20 minuten verlopen tussen iedere opeenvolgende onderbreking binnen de uitzendingen.

§ 5. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen niet worden ingevoegd in televisiejournaals, uitzendingen voor kinderen, in de uitzending van godsdienstige erediensten en niet godsdienstige ceremonies. Actualiteitsmagazines, documentaires, godsdienstige uitzendingen, programma's voor niet confessionele moraal, waarvan de geprogrammeerde duur minder dan 30 minuten bedraagt, mogen niet door reclame, telewinkelen en zelfpromotie worden onderbroken. Wanneer de geprogrammeerde duur ten minste 30 minuten bedraagt, zijn de bepalingen van de vorige paragrafen van toepassing.

Art. 19. Afzonderlijke zelfpromotiespots zijn toegelaten.

Afzonderlijke reclamespots moeten een uitzondering blijven.

Afzonderlijke telewinkelen zijn verboden.

Art. 20. § 1. De zendtijd voor reclame en telewinkelen wordt door de Regering vastgesteld.

Voor reclame mag die zendtijd niet meer dan 15 % van de dagelijkse zendtijd uitmaken.

Die zendtijd mag evenwel tot 20 % worden opgetrokken, indien hij telewinkelen omvat, op voorwaarde dat de reclamespots niet meer dan 15 % uitmaken.

§ 2. De maximale zendtijd voor reclame binnen een bepaalde periode van één klokuur wordt door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van die periode bedragen.

Art. 21. Sluikreclame is verboden.

Afdeling III. — Regels betreffende reclame, telewinkelen en zelfpromotie in de klankradio-omroepdiensten

Art. 22. De zendtijd voor reclame, telewinkelen en zelfpromotie wordt door de Regering vastgesteld. De zendtijd voor reclame mag niet meer dan ten hoogste 20 % per klokuur uitmaken.

Art. 23. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen geen uitzendingen voor toneelkunst of lyrische kunst onderbreken, behalve tijdens de natuurlijke pauzes.

Afdeling IV. — Regels betreffende sponsoring

Art. 24. Natuurlijke of rechtspersonen en ondernemingen kunnen programma's en fragmenten uit éénzelfde programma sponsoren, wanneer de volgende voorwaarden tegelijk worden vervuld :

1° inhoud en programmering van een gesponsorde uitzending mogen geenszins door de sponsor zodanig worden beïnvloed dat daardoor de verantwoordelijkheid en de redactionele onafhankelijkheid van de dienstenuitgever ten aanzien van de uitzendingen worden aangetast;

2° gesponsorde programma's moeten gemakkelijk als zodanig worden herkend door de naam of het logo van de sponsor aan het begin en aan het einde van de programma's;

3° de vermelding van de sponsoring mag alleen de naam, de benaming of de handelsnaam van de sponsor inhouden of ten hoogste twee van de merken van producten of diensten die de sponsor commercialiseert;

4° de klank- of beeldherkenningstekens die verbonden zijn aan de vermeldingen van de sponsor zijn het letterwoord, het logotype, de herkenningfactoren met uitsluiting van het product zelf of de verpakking ervan;

5° gesponsorde programma's mogen niet aansporen tot aankoop of huur van producten of diensten van de sponsor of van derden, inzonderheid door specifieke aanprijzingen van die producten of diensten;

6° sponsoring wordt aangekondigd in de generieken die voor en na het gesponsorde programma worden uitgezonden, of aan het begin of aan het einde van een duidelijk afgescheiden fragment van één zelfde programma en in de trailers die voor de promotie van dat programma zorgen.

Na advies van de Hoge Raad, kan de Regering van dat principe afwijken en het type programma bepalen waarin de sponsor mag worden genoemd;

7° de aankondiging mag niet langer dan tien seconden verschijnen, met ten hoogste zes aankondigingen per klokuur;

8° programma's mogen niet worden gesponsord door natuurlijke of rechtspersonen of ondernemingen die als hoofdactiviteit hebben producten te vervaardigen of te verkopen of diensten te leveren waarvoor reclame verboden is krachtens de artikelen 10 en 12 van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;

9° radio- en televisiejournaals en uitzendingen voor politieke en algemene berichtgeving mogen niet worden gesponsord;

10° op de RTBF en de lokale televisiezenders, mogen de uitzendingen voor kinderen niet worden gesponsord;

11° niet voor alle programma's van één zelfde dag éénzelfde sponsor hebben.

Art. 25. Op televisie, ter gelegenheid van de rechtstreekse of onrechtstreekse uitzending van sportevenementen, mogen occasionele meldingen van sponsoring voorkomen, zelfs tijdens een reportage en inzonderheid tijdens slow-motion sequenties en natuurlijke onderbreking, op voorwaarde dat het de zichtbaarheid van het verloop van de sportactiviteit niet hindert.

De duur van iedere vermelding mag tien seconden niet overschrijden, met een maximum van zes verschijningen per klokkuur.

Art. 26. Op televisie, mag de naam, de benaming of de firmanaam of de klank- of beeldherkenningstekens in verband met de meldingen van de dienstverlener die voor een uitzending informaticagegevens of tijdsmetingsgegevens levert, op het scherm of tijdens de betrokken uitzending vermeld worden, en dit iedere keer dat deze gegevens op het scherm verschijnen.

Art. 27. De Regering kan aanvullende regels vaststellen, inzonderheid voor de duur van de sponsoringscontracten en voor het sponsoren van spelenprogramma's.

Afdeling V. — Regels voor de telewinkelenprogramma's

Art. 28. § 1. De dienstenuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen, met uitzondering van de lokale televisiezenders en de RTBF, mogen telewinkelenprogramma's uitzenden.

Elke dienstenuitgever die telewinkelenprogramma's wenst uit te zenden moet dit vooraf verklaren bij de Regering en het College voor vergunning en controle.

De verklaring omvat de volgende gegevens :

1° de duur van de dagelijkse uitzending van de telewinkelenprogramma's, waarbij wordt aangegeven welk deel bestemd wordt voor de heruitzendingen;

2° het type aangeboden producten en diensten;

3° de datum bepaald voor het begin van de uitzending van de telewinkelenprogramma's.

Elke wijziging van die gegevens moet vooraf aan de Regering en het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 2. De dienstenuitgevers nemen de volle verantwoordelijkheid op zich voor het uitzenden van telewinkelenprogramma's en voor de naleving van de bij dit decreet en zijn toepassingsbesluiten vastgestelde voorwaarden.

§ 3. Telewinkelenprogramma's moeten duidelijk als zodanig worden aangekondigd.

Ze moeten verplicht geprogrammeerd worden in programmatiedelen die voor ze bestemd zijn, en mogen niet worden onderbroken, inzonderheid door reclame- of sponsoringsboodschappen.

In de televisie-omroepdiensten wordt het maximum aantal programmatiedelen bestemd voor telewinkelenprogramma's op acht per dag vastgesteld. De minimumduur van elk programmatiedeel wordt op 15 minuten vastgesteld.

§ 4. De Regering mag de uitzending van telewinkelenprogramma's tijdens bepaalde uren en bepaalde dagen verbieden.

§ 5. Elk jaar sturen de dienstenuitgevers die telewinkelenprogramma's uitzenden naar het College voor vergunning en controle een jaarverslag over de telewinkelenactiviteit, dat de in artikel 52, § 4, bedoelde inlichtingen bevat.

§ 6. De duur van uitzending van telewinkelenprogramma's wordt door de Regering vastgesteld, met een maximum van drie uur per dag, met inbegrip van de heruitzendingen.

Art. 29. § 1. Telewinkelenprogramma's moeten zo worden vertoond dat er geen verwarring met andere programma's mogelijk is.

§ 2. Telewinkelen mag geen betrekking hebben op goederen of diensten voor de publiciteit of de verkoop waarvan er een verbod wordt opgelegd. Elk aanbod moet duidelijk de kosten, taksen inbegrepen, vermelden van de technieken inzake afstandscommunicatie die worden gebruikt om alle aanvullende inlichtingen over dat aanbod in te winnen met het oog op de bestelling. Die vermelding is facultatief, wanneer de kosten overeenstemmen met de basiskosten die toepasselijk zijn op de gebruikte afstandscommunicatietechniek.

§ 3. Telewinkelen mag minderjarigen er niet toe aanzetten contracten voor de verkoop of de verhuring van goederen en diensten te sluiten.

§ 4. Telewinkelenprogramma's mogen geen herkende of herkenbare verkooppunten rechtstreeks of onrechtstreeks vermelden.

Afdeling VI. — Regels voor reclame

Art. 30. Een deel van de omzet van de RTBF en van de uitgevers van televisie-omroepdiensten waarvan het omzetcijfer hoger ligt dan 15 miljoen euro wordt bestemd voor de geschreven pers als compensatie voor het inkomstenverlies als gevolg van de uitzending van reclame op televisie.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder omzet, het bedrag van de bruto ontvangsten die, commissies en bijcommissies inbegrepen, worden gefactureerd door de regie van de dienstenuitgever of, bij ontstentenis daarvan, door de dienstenuitgever zelf, voor het opnemen van nationale en regionale reclameboodschappen in de televisie-omroepdiensten van de uitgever.

Voor die steun aan de geschreven pers komen niet in aanmerking :

— de persorganen die de democratische beginselen niet naleven die inzonderheid verwoord zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide;

— de persorganen die de geldende sociale wetgeving niet naleven om personen met redactionele functies te bezoldigen.

De Regering stelt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel vast.

Art. 31. Punt 24 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997, zoals gewijzigd, houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd bij de volgende tabel :

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
Fonds voor de ontwikkeling van de geschreven pers	Bijdrage van de RTBF en de dienstenuitgevers overeenkomstig het decreet betreffende de radio-omroep; Bijdrage van de RTBF zoals bepaald krachtens het beheerscontract.	Steun voor de geschreven pers als compensatie voor het inkomstenverlies als gevolg van het opnemen van commerciële reclame op radio en televisie

TITEL III. — Het uitgeven van radio-omroepdiensten

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Art. 32. Met uitzondering van de artikelen 36, 43, 44 en 46, is deze titel niet van toepassing op de RTBF en op de lokale televisiezenders.

HOOFDSTUK II. — Regels die gemeenschappelijk zijn voor het uitgeven van diensten

Art. 33. De dienstenuitgever moet een vergunning krijgen die door het College voor vergunning en controle voor elk van de uitgegeven diensten wordt verleend.

Art. 34. De vergunning is niet vatbaar voor overdracht en wordt verleend voor een vernieuwbare periode van 9 jaar.

Art. 35. § 1. Om de vergunning te krijgen en om zijn vergunning te behouden, moet de dienstenuitgever :

- 1° een handelsvennootschap zijn waarvan het kapitaal uitsluitend uit aandelen op naam bestaat;
- 2° waarborgen bieden, op het vlak van het bedrag van het kapitaal, betreffende de referentie-aandeelhouders en de toegang tot het krediet dat noodzakelijk kan zijn voor het opstarten ervan, om de virtuele economische leefbaarheid van het project te kunnen nakijken.
- 3° per dienst, een betrekkingenplan voorstellen betreffende het administratief, artistiek, technisch en commercieel personeel, dat aangepast is aan de diensten die hij zich voornemt uit te geven;
- 4° in voorkomend geval, per dienst, het beheer van de informatieprogramma's doen verrichten door beroepsjournalisten die bij een arbeidsovereenkomst aangeworven zijn en die erkend zijn overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, of die zich in de voorwaarden bevinden om er toegang toe te hebben, in voldoende aantal ten opzichte van de uitgegeven dienst;
- 5° een huishoudelijk reglement opstellen betreffende de objectiviteit bij de verwerking van informatie en zich ertoe verbinden het na te leven;
- 6° een interne journalistenmaatschappij erkennen als referentiepersoon en die raadplegen over vraagstukken die de redactionele lijn grondig kunnen wijzigen, over de organisatie van de redacties betreffende de informatieprogramma's en over de aanstelling van de hoofdredacteur. Die interne maatschappij is samengesteld uit journalisten die de redactie(s) van de dienstenuitgever vertegenwoordigen;
- 7° onafhankelijk zijn van elke regering, elke politieke partij of representatieve werkgevers- of werknemersorganisatie;
- 8° de procedures hebben ingezet die bestemd zijn voor het doen naleven van de wetgeving betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;
- 9° zich ertoe verbinden de reglementen van het College voor advies van de Hoge Raad na te leven die bedoeld zijn in artikel 132, § 1, 5°, en die door de Regering worden goedgekeurd.

§ 2. Bij wijze van afwijkingsmaatregel, worden de in artikel 53 bedoelde onafhankelijke radio's niet onderworpen aan § 1, 1° en 4°.

Art. 36. De RTBF en de dienstenuitgevers moeten een integrale kopie van hun programma's gedurende een periode van drie maanden vanaf de datum van hun uitzending bewaren en die kopie ter beschikking stellen van elke overheid die dit zou aanvragen krachtens een wets- of verordeningsbepaling. Ze behouden gedurende dezelfde periode de dagelijkse leiding van elke uitgegeven dienst, die betrekking heeft op het geheel van de programma's, programmafragmenten en het precieze uur waarop die worden opgenomen.

In afwijking van het eerste lid, bedraagt de termijn voor de bewaring van de programma's voor de in artikel 53 bedoelde radio's twee maanden.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere regels voor de televisie-omroepdiensten

Afdeling I. — Aanvraag en procedure voor de vergunning

Art. 37. § 1. Voor het verkrijgen van de in artikel 33 bedoelde vergunning moet vooraf een aanvraag worden ingediend bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de voorzitter van de Hoge Raad.

§ 2. De aanvraag bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam van de dienstenuitgever en van elk van de diensten;
- 2° de statuten van de maatschappij;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel;
- 4° het bedrag van het kapitaal dat hij bezit of van plan is te bezitten, en de verdeling ervan;
- 5° een financieel plan, gespreid over drie jaar;
- 6° de stukken die bewijzen dat artikel 35, § 1, 8°, in acht wordt genomen;

7° de aard en de beschrijving van de dienst, met inbegrip van de wijze waarop de aanvrager de verplichtingen van dit decreet zal naleven;

8° de voorwaarden betreffende de technische transmissie van de dienst;

9° de beschrijving van het publiek dat het doel is van de dienst;

10° een betrekkingenplan betreffende het administratief, artistiek, technisch, commercieel en journalistenpersoneel;

11° de termijn waarbinnen de dienst zal worden uitgezonden.

Voor de betaaltelevisie-omroepdiensten, omvat de aanvraag bovendien de abonnementsstarieven en -modaliteiten.

Art. 38. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag, deelt de Hoge Raad aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en brengt de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap ervan op de hoogte.

Binnen de acht werkdagen die volgen op zijn beslissing, zendt het College voor vergunning en controle een afschrift ervan over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 39. De aanvraag om vernieuwing van de vergunning moet door de houder zes maanden vóór de vervaldag van de vergunning worden ingediend, samen met de in artikel 37 vermelde stukken.

De in artikel 38 bedoelde procedure is van toepassing op die aanvraag.

Afdeling II. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 40. Binnen de maand volgend op de toekenning van zijn vergunning, moet de uitgever van televisie-omroepdiensten het bewijs leveren van de intekening op het kapitaal dat hij van plan is te bezitten en van de verdeling ervan op het ogenblik van zijn aanvraag. De naleving van die bepaling is een voorwaarde voor het behoud van de vergunning.

Art. 41. § 1. De uitgever van televisie-omroepdiensten moet bijdragen tot de productie van audiovisuele werken. Die bijdrage wordt geleverd ofwel in de vorm van een coproductie of van vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting in het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

De nadere regels voor de storting van de bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector worden door de Regering vastgesteld.

De nadere regels voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop worden bepaald in een overeenkomst die te sluiten is tussen de dienstenuitgever, de Regering en de vakorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen.

§ 2. Het bedrag van de bijdrage van de uitgever van televisie-omroepdiensten bedoeld in paragraaf 1 moet ten minste bestaan uit :

- 1,4 % van zijn omzet, indien deze tussen 0 en 5 miljoen euro ligt;
- 1,6 % van zijn omzet, indien deze tussen 5 en 10 miljoen euro ligt;
- 1,8 % van zijn omzet, indien deze tussen 10 en 15 miljoen euro ligt;
- 2 % van zijn omzet, indien deze tussen 15 en 20 miljoen euro ligt;
- 2,2 % van zijn omzet, indien deze boven 20 miljoen euro ligt.

De in vorig lid bedoelde bedragen kunnen jaarlijks worden aangepast op grond van de evolutie van de gewone index van de consumptieprijzen zoals bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

§ 3. Onder omzet wordt verstaan, het bedrag van de bruto ontvangsten die, commissies en bijcommissies inbegrepen, worden gefactureerd door de regie van de dienstenuitgever of, bij ontstentenis daarvan, door de dienstenuitgever zelf, voor het opnemen van nationale en regionale reclameboodschappen en sponsoringboodschappen in de diensten van de uitgever, en van alle andere ontvangsten opgebracht door de terbeschikingsstelling van de dienst door de uitgever tegen bezoldiging.

Wanneer de dienstenuitgever de activiteit van verdeler zelf uitoefent zoals bepaald in artikel 75 voor de diensten waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft verkregen, bevat de in vorig lid bedoelde omzet de ontvangsten die voortvloeien uit zijn activiteit als verdeler.

Bij wijze van afwijkingsmaatregel, wordt verstaan onder omzet voor de uitgevers van telewinkeldiensten, het geheel van de omzet van verkoop die door de telewinkeldienst, belastingen en retourkosten niet inbegrepen, wordt geboekt, zoals die voorkomt in de jaarrekening die door de algemene vergadering van de maatschappij werd goedgekeurd.

§ 4. De bijdrage in de coproductie van audiovisuele werken wordt berekend in verhouding tot de bijdrage van de dienstenuitgever in de totale kosten van die coproductie.

§ 5. De dienstenuitgever moet het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap en het College voor vergunning en controle, jaarlijks, de bewijsstukken voorleggen die het mogelijk maken zijn bruto-omzet te bepalen.

Art. 42. § 1. De uitgever van televisie-omroepdiensten moet :

1° in voorkomend geval, een deel, dat niet lager dan 4,5 % van de muziekprogrammatie mag zijn, bestemmen voor werken van componisten, uitvoerende kunstenaars, of producenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, verblijfplaats, maatschappelijke zetel of exploitatiezetel gelegen is of is geweest in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of in het Frans taalgebied;

2° in voorkomend geval, een deel van 10 % van de in artikel 43 bepaalde zendtijd bestemmen voor audiovisuele werken waarvan de originele versie in het Frans is gesteld;

3° behalve voor de muziekprogramma's, het merendeel van zijn programma's in Franse taal aanbieden.

Art. 43. § 1. De « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en de uitgevers van televisie-omroepdiensten moeten, in hun diensten, het merendeel van hun zendtijd, met uitsluiting van de tijd besteed aan informatie, sportmanifestaties, spelen, reclame, zelfpromotie, telewinkelen of teletekstdiensten, besteden aan Europese werken, met inbegrip van originele werken van auteurs die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

§ 2. De dienstenuitgevers bedoeld in § 1 moeten in hun diensten een deel van 10 pct van hun zendtijd, met uitsluiting van de tijd besteed aan informatie, sportmanifestaties, spelen, reclame, zelfpromotie, telewinkelen of teletekstdiensten, besteden aan Europese werken die worden voorgesteld door producenten die onafhankelijk zijn van de uitgevers van televisie-omroepdiensten, met inbegrip van de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap.

Deze werken mogen niet meer dan 5 jaar geproduceerd zijn, voordat ze voor het eerst worden uitgezonden.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing op de televisie-omroepdiensten bestemd voor een lokaal publiek die niet behoren tot een nationaal netwerk. Het is evenmin van toepassing op de televisie-omroepdiensten die uitsluitend een andere taal gebruiken dan de officiële talen of de talen die door de Staten van de Europese Unie erkend worden en waarvan de programma's uitsluitend bestemd zijn om te worden ontvangen buiten de Europese Unie en die niet rechtstreeks of onrechtstreeks door het publiek van één of verschillende lidstaten worden ontvangen.

Art. 44. De uitgevers van televisie-omroepdiensten mogen geen bioscoopfilm uitzenden buiten de termijnen die met de rechthebbenden zijn overeengekomen.

Art. 45. Wanneer geen recht op verplichte verdeling wordt toegekend aan de dienst die krachtens artikel 48 de vergunning heeft verkregen, is de dienstenuitgever ertoe gehouden die te verdelen of te laten verdelen binnen de termijn bepaald in de aanvraag om vergunning, uiterlijk binnen de 12 maanden te rekenen vanaf de dag van de toekenning van de vergunning.

Art. 46. De dienstenuitgever moet aan het College voor vergunning en controle een jaarverslag voorleggen dat tenminste de informatiegegevens betreffende de naleving van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 35, 41, 42 en 43 bevat. Voor de verplichtingen bedoeld in artikel 43, moet het jaarverslag eveneens de informatiegegevens per dienst bevatten.

Art. 47. De televisie-omroepdiensten die versleuteld zijn en verdeeld worden tegen een specifieke bezoldiging kunnen klare programma's bevatten.

De duur van die programma's mag niet langer zijn dan drie uur per dag.

Afdeling III. — Bepalingen betreffende het recht op verplichte verdeling

Art. 48. De Regering kan aan één of verschillende welbepaalde diensten van een uitgever van televisie-omroepdiensten een recht op verplichte verdeling hechten. De toekenning van dit recht wordt afhankelijk gemaakt van het sluiten van een overeenkomst tussen de dienstenuitgever en de Regering.

Dit recht wordt uitgeoefend ten aanzien van dienstenverdelers overeenkomstig artikel 82, § 2.

Art. 49. § 1. De toekenning van het recht op verplichte verdeling moet vooraf worden aangevraagd door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort en bij het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van de aanvraag, deelt het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht.

§ 3. Nadat het College voor vergunning en controle aan de aanvrager een in artikel 33 bedoelde vergunning heeft toegekend, zendt de Regering de aanvraag en het ontwerp van overeenkomst in verband daarmee over aan het College voor vergunning en controle, dat zijn advies uitbrengt overeenkomstig de in artikel 133, § 4, nader bepaalde regels.

Art. 50. § 1. Er kan een recht op verplichte verdeling aan een dienst alleen worden gehecht als die voldoet aan de volgende minimumverplichtingen :

1° Het patrimonium — inzonderheid het cultuurpatrimonium — van de Franse Gemeenschap in het algemeen en in zijn verschillende regionale aspecten herwaarden;

2° Een dagelijks minimumaantal programma-uren aanbieden, waarvan een deel tijdens de eerste uitzending te bepalen is;

3° Dagelijks ten minste één algemeen nieuwsjournaal aanbieden.

§ 2. Om een aan een dienst gehecht recht op verplichte verdeling te kunnen genieten, moet een dienstenuitgever bovendien voldoen aan de volgende minimumverplichtingen :

1° Tot de audiovisuele productie van de Franse Gemeenschap bijdragen. Daartoe bestemt hij, naast de in artikel 41, § 2, bedoelde verhouding, ten minste 24 % van zijn omzet, zoals bepaald in artikel 41, § 3, voor de eigen productie, de gedeeltelijke of totale bestelling, de aanschaffing van programma's, de externe prestaties, de vooraankoop en de coproductie. Het omzetcijfer is het cijfer dat wordt geboekt door de dienst die het recht op verplichte verdeling geniet.

Bij de berekening van de minimumverhouding van 24 % bedoeld in het eerste lid, stemt het percentage van de omzet bestemd voor de coproductie of de vooraankoop overeen met 8 keer zijn nominale waarde.

2° In de Franse Gemeenschap een minimumaantal van 60 betrekkingen — voltijdse equivalenten — die bij een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven, creëren, ongeacht het aantal uitgegeven diensten.

§ 3. De in artikel 48 bedoelde overeenkomst stelt de nadere regels vast voor de uitvoering van de in de §§ 1 en 2 bepaalde verplichtingen.

§ 4. De overeenkomst kan verplichtingen bepalen die aanvullend zijn ten opzichte van deze die bedoeld zijn in de §§ 1 en 2 naar gelang van het formaat en de aard van de dienst waarvoor de uitgever een recht op verplichte verdeling aanvraagt.

§ 5. De dienstenuitgever die over een recht op verplichte verdeling beschikt, vermeldt in het in artikel 46 bedoelde jaarverslag de informatiegegevens betreffende de naleving van de verplichtingen bepaald in de in artikel 48 bedoelde overeenkomst.

Art. 51. De dienstenuitgevers die over een recht op verplichte verdeling beschikken, zijn ertoe gehouden de dienst die de vergunning heeft verkregen te verdelen binnen de 6 maanden na de toekenning van dat recht bedoeld in de vergunningsakte.

Afdeling IV. — Bepalingen voor de telewinkeldiensten

Art. 52. § 1. Elke telewinkeldienst moet als zodanig worden herkend.

§ 2. De telewinkeldiensten mogen geen reclame inhouden, behalve vergunning verleend door het College voor vergunning en controle.

§ 3. De telewinkeldienst moet in overeenstemming zijn met de bepalingen betreffende telewinkelen zoals bepaald in artikel 29 van dit decreet.

§ 4. Naast de informatie vervat in het jaarverslag bedoeld in artikel 46, bevat dit verslag eveneens informatie over de omzet, het type aangeboden producten en diensten, de eventueel ontvangen klachten en het antwoord hierop.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere regels betreffende de private diensten voor klankradio-omroep*

Afdeling I. — Aanvraag en procedure

voor het verlenen van de vergunning aan de uitgevers van diensten via analoge terrestrische radiogolven

Onderafdeling I. — Algemene principes

Art. 53. Er zijn twee categorieën uitgevers van diensten voor klankradio-omroep via analoge terrestrische radiogolven :

1° de netwerkradio's;

2° de onafhankelijke radio's.

Elke dienstenuitgever mag geen programma's uitgeven op een andere radiofrequentie of op andere radiofrequenties dan deze die hem door het College voor vergunning en controle werd(en) toegewezen.

De radiofrequenties worden toegewezen volgens de procedure bedoeld in de artikelen 103 tot 108.

Onderafdeling II. — Offerteaanvraag en minimuminhoud van de lijst van voorwaarden

Art. 54. De dienstenuitgevers krijgen de vergunning ingevolge een offerteaanvraag zoals bepaald in artikel 104.

§ 1. Onverminderd de bepalingen vervat in artikel 104, bepaalt de lijst van voorwaarden waaraan de dienstenuitgevers moeten voldoen, naast de verplichtingen bedoeld in artikel 35 :

1° wat het programma betreft :

a) de verplichting de cultuur te bevorderen, inzonderheid door de voornaamste culturele en sociaal-culturele activiteiten van de dienstzone van de radio kosteloos voor te stellen;

b) de verplichting ten minste zeventig procent eigen productie aan te bieden, behalve met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle, om de verscheidenheid van de diensten aan te moedigen;

c) de verplichting, buiten de uitzending van vooraf opgenomen muziek, in Franse taal uit te zenden, behalve met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle, om cultuur- en taalverscheidenheid te bevorderen;

d) in voorkomend geval, de verplichting ten minste dertig procent muziek jaarlijks uit te zenden op Franse teksten en ten minste 4,5 procent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

2° wat de technische aspecten betreft :

a) de verplichting een programma uit te zenden dat beantwoordt aan de toepasselijke technische normen;

b) de verplichting het technisch onderhoud te doen waarnemen door ten minste één geschoold technicus;

§ 2. Voor de netwerkradio's, wordt in de lijst van voorwaarden bovendien de verplichting bepaald jaarlijks bij te dragen in de financiering van het Steunfonds voor creatie op radio, volgens de in artikel 161 bedoelde nadere regels.

Onderafdeling III. — Antwoord op de offerteaanvraag

Art. 55. § 1. In antwoord op de openbare offerteaanvraag bedoeld in artikel 104 en binnen de bij die aanvraag vastgestelde termijn, wordt de aanvraag om vergunning, bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvrager bepaalt de categorie van de radio waarvoor hij een aanvraag om vergunning indient en de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan hij de toewijzing aanvraagt. De aanvrager kan zich kandidaat stellen voor verschillende radiofrequenties of radiofrequentienetwerken. In dit geval maakt hij zijn keuzen bekend en motiveert die.

§ 2. Voor de netwerkradio's moet de aanvraag samen worden ingediend met :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vennootschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;

2° de lijst van de aandeelhouders, met vermelding van de omvang van hun deelneming;

3° de lijst van de bestuurders en bewindvoerders;

4° een radiofonisch project waarbij wordt bepaald op welke wijze de programmatie zal worden opgemaakt;

5° het bewijs dat journalisten tewerkgesteld zijn of het bewijs van de verbintenis journalisten tewerk te stellen zodra de vergunning zal zijn verleend;

6° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar;

7° de lijst van de exploitanten of kandidaat-exploitanten van het netwerk, waarbij de hoofdvoorwaarden worden gevoegd van de exploitatiecontracten die met deze werden gesloten of gesloten moeten worden;

§ 3. Voor de onafhankelijke radio's moet de aanvraag samen worden ingediend met :

- 1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vereniging of van de vennootschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;
- 2° de lijst van de leden of aandeelhouders, met vermelding van de omvang van hun deelneming;
- 3° de lijst van de bestuurders en bewinvoerders;
- 4° een radiofonisch project waarbij wordt bepaald op welke wijze de programmatie zal worden opgemaakt en of overwogen wordt of een beroep zal worden gedaan op door derden vervaardigde informatieprogramma's;
- 5° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar;

§ 4. De aanvragers dienen bovendien een dossier in dat nauwkeurig de wijze vermeldt waarop ze van plan zijn de verplichtingen toe te passen die bepaald zijn in de lijst van voorwaarden waaraan moet worden voldaan voor de offerteaanvraag.

§ 5. Binnen de maand volgend op de datum van afsluiting van de offerteaanvraag, deelt de voorzitter van de Hoge Raad aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en brengt hij de Minister belast met de Audiovisuele Sector en de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap ervan op de hoogte.

Onderafdeling IV. — Toekenning van de vergunning

Art. 56. Het College voor vergunning en controle beslist over de aanvragen en kent de vergunningen toe binnen de drie maanden volgend op de datum van afsluiting van de offerteaanvraag.

Daartoe zorgt het voor de verscheidenheid in het radiolandschap en voor evenwicht tussen de verschillende radio-formaten, via het muziek-, cultuur- en informatieaanbod.

Het onderzoekt de aanvragen op grond van de volgende gegevens :

- 1° de wijze waarop de aanvragers zich ertoe verbinden aan de in artikel 54 bedoelde verplichtingen te voldoen;
- 2° de relevantie van de in artikel 37, § 2, 5°, bedoelde financiële plannen;
- 3° de originaliteit en het vernieuwend karakter van elke aanvraag;
- 4° de omvang van de gedecentraliseerde productie in de Franse Gemeenschap;
- 5° de ervaring die werd opgedaan door de aanvragers op het gebied van radiofonie.

Onderafdeling V. — Inhoud van de vergunning

Art. 57. § 1. Het vergunningsbewijs vermeldt :

- 1° de benaming van de radio;
- 2° de identiteit van de titularis;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de titularis;
- 4° de toegewezen frequentie(s);
- 5° in voorkomend geval, de lijst van de radiofrequenties die ter beschikking worden gesteld in het kader van een exploitatie-contract of in het kader van elk gelijkaardig contract, en de identiteit van de derde(n)-exploitant(en);
- 6° in voorkomend geval, het adres van de maatschappelijke zetel van de exploitanten;
- 7° de ligging in breedtegraad en in lengtegraad van de opstellingsplaats(en) van de antenne(s);
- 8° de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen;
- 9° de hoogte van de antenne(s) boven de grond;
- 10° de datum van het begin van de geldigheidsduur van de vergunning;

§ 2. Bij het vergunningsbewijs wordt een technische beschrijving gevoegd. Deze vermeldt :

- 1° het adres van de exploitatiezetel en van de studio's;
- 2° het vermogen aan de uitgang van het/de zendtoestel(len);
- 3° het type en de karakteristieken van de antenne(s), met inbegrip van de richting, de winst, het richtingsdiagram alsook een nauwkeurige beschrijving van de antenne(s) (aantal dipolen en/of aantal en aard van de elementen);
- 4° het type en de lengte van de gebruikte kabel;
- 5° het type van elke uitrusting die tussen het zendtoestel en de antenne wordt ingeschakeld;
- 6° het verlies aan globaal vermogen in de voedingsuitrusting van de antenne.

De bij deze bepaling bedoelde technische beschrijving wordt door de voorzitter van de Hoge Raad ondertekend en afgeleverd.

Wanneer de vergunninghouder één of verschillende elementen die in die technische beschrijving opgenomen zijn, wenst te wijzigen, brengt hij de voorzitter van de Hoge Raad vooraf op de hoogte ervan, die een nieuwe beschrijving aflevert, waarbij hij de maximumwaarde van het vermogen aan de uitgang van het toestel, in voorkomend geval, aanpast.

§ 3. De Hoge Raad zendt een voor eensluidend afschrift van het vergunningsbewijs en van de technische beschrijving over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan het secretariaat-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

§ 4. De vergunninghouder moet elk jaar, vóór 30 juni, aan het College voor vergunning en controle de volgende gegevens meedelen :

- 1° een verslag over de activiteiten van het afgelopen jaar, met inbegrip van een rooster van de uitgezonden programma's, een nota over het programmatiebeleid en een verslag over de uitvoering van de lijst van voorwaarden en de naleving van de verbintenissen die door de vergunninghouder werden getroffen in het kader van zijn antwoord op de offerteaanvraag;
- 2° de jaarbalans en de jaarrekening van de maatschappij die op 31 december van elk jaar worden vastgesteld of de jaarrekening van de vereniging zonder winstoogmerk;
- 3° de lijst van de exploitanten, in voorkomend geval, alsook hun balans en resultatenrekening.

§ 5. Er wordt een register van vergunningen gehouden bij de Hoge Raad. Het is openbaar.

Afdeling II. — Aanvraag en procedure voor de toekenning van de vergunning aan de uitgevers van diensten die andere omroepmiddelen gebruiken dan de analoge terrestrische radiogolven

Art. 58. § 1. Om de in artikel 33 bedoelde vergunning te verkrijgen, moet vooraf een aanvraag worden ingediend bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de voorzitter van de Hoge Raad.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

- 1° de benaming van de dienst;
- 2° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vennootschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;
- 3° de lijst van de aandeelhouders, met vermelding van de omvang van hun deelneming;
- 4° de lijst van de bestuurders en bewindhebbers;
- 5° een radiofonisch project waarbij wordt bepaald op welke wijze de programmatie zal worden opgemaakt;
- 6° het bewijs dat journalisten tewerkgesteld zijn of het bewijs van de verbintenis journalisten tewerk te stellen zodra de vergunning zal zijn verleend;
- 7° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar.

§ 3. De aanvrager dient overigens een dossier in waarbij met nauwkeurigheid wordt vermeld op welke wijze hij de in artikel 60 bedoelde verplichtingen zal naleven.

Art. 59. Binnen de maand volgend op de indiening van de aanvraag, deelt de Hoge Raad aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en brengt de Minister belast met de Audiovisuele Sector en het algemeen secretariaat van het ministerie van de Franse Gemeenschap ervan op de hoogte.

Het College voor vergunning en controle beslist over de aanvraag binnen de drie maanden volgend op de datum van verzending van de mededeling.

Art. 60. De dienstenuitgever heeft de verplichting :

- 1° de cultuur te bevorderen, inzonderheid door de voornaamste culturele en sociaal-culturele activiteiten van de dienstzone van de radio kosteloos aan te bieden;
- 2° ten minste zeventig procent eigen productie aan te bieden, behalve afwijking verleend door het College voor vergunning en controle, om de verscheidenheid van de diensten aan te moedigen;
- 3° buiten de uitzending van vooraf opgenomen muziek, in Franse taal uit te zenden, behalve met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle, om cultuur- en taalverscheidenheid te bevorderen;
- 4° in voorkomend geval, ten minste dertig procent muziek jaarlijks uit te zenden op Franse teksten en ten minste 4,5 procent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 5° jaarlijks in de financiering van het Steunfonds voor creatie op radio deel te nemen volgens de in artikel 161 nader bepaalde regels, indien hij verdeeld wordt op een digitaal klankradio-omroepnetwerk.

Art. 61. De dienstenuitgever moet elk jaar, vóór 30 juni, aan het College voor vergunning en controle de volgende gegevens meedelen :

- 1° een verslag over de activiteiten van het afgelopen jaar, met inbegrip van een rooster van de programma's, een nota over het programmatiebeleid en een verslag over de naleving van de verbintenissen bedoeld in artikel 60;
- 2° de jaarbalans en de jaarrekening van de maatschappij die op 31 december van elk jaar worden vastgesteld.

Afdeling III. — Schoolradio's

Art. 62. § 1. In afwijking van de artikelen 33 tot 36 en 53 tot 57, en na advies van de Raad voor Media-opvoeding, kunnen de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, van de Regering de vergunning verkrijgen een radio te organiseren waarvan de radiofrequentietoewijzing in artikel 106 wordt bepaald.

De instelling dient bij het algemeen secretariaat van de Franse Gemeenschap een aanvraag in die de beschrijving van het onderwijsproject alsook de gewenste zendplaats vermeldt.

De vergunning wordt toegekend voor een periode van hoogstens twee schooljaar, ingaande vanaf het begin van het eerste schooljaar dat volgt op de toekenning van de vergunning. Ze kan worden vernieuwd voor dezelfde vergunninghouder. De aanvraag om vernieuwing moet ten minste 6 maanden voordat de vergunning verstrijkt, worden ingediend.

§ 2. Schoolradio's mogen geen reclame, sponsoring en telewinkelen gebruiken.

§ 3. De Regering brengt de Hoge Raad op de hoogte van elke vergunning verleend aan een schoolradio en van de radiofrequentie die haar toegewezen is.

TITEL IV. — Lokaal uitgeven van de openbare televisie-omroepdienst

HOOFDSTUK I. — *Opdracht en vergunning*

Art. 63. De Regering kan de vergunning verlenen aan lokale uitgevers van een openbare televisie-omroepdienst, hierna genoemd lokale televisiezenders.

De vergunning wordt verleend voor een periode van negen jaar. Ze is vernieuwbaar.

Art. 64. De lokale televisiezenders hebben als opdracht van openbare dienst programma's inzake informatie, animatie, culturele ontwikkeling en permanente opvoeding te produceren en te vervaardigen.

Ze verbinden zich ertoe de actieve deelneming te bevorderen van de bevolking die zich in het zendgebied bevindt. Die opdracht wordt uitgeoefend in hun zendgebied.

Art. 65. Onder zendgebied wordt verstaan, de geografische ruimte waarin de lokale televisiezender zijn opdracht vervult.

Na advies van het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad, bepaalt de Regering het zendgebied van elke lokale televisiezender door de gemeenten te bepalen die tot dat gebied behoren. Dat gebied wordt inzonderheid vastgesteld op grond van de sociaal-culturele kenmerken die gemeenschappelijk zijn voor sommige gemeentelijke entiteiten en van de technische gegevens in verband met de organisatie van de teledistributienetwerken.

Een gemeente kan alleen tot een enkel zendgebied behoren.

Het ontvangstgebied van een lokale televisiezender is niet beperkt tot zijn zendgebied.

Het uitbreiden van dat ontvangstgebied buiten het zendgebied kan alleen op het uitsluitend initiatief van een lokale televisiezender worden verricht. De lokale televisiezenders die betrokken zijn bij de uitbreiding van een ontvangstgebied bepalen onder elkaar de voorwaarden voor die uitbreiding om elke belemmering van de ontwikkeling van één van die lokale televisiezenders te voorkomen.

Als er geen akkoord wordt bereikt, kan één van de lokale televisiezenders de zaak bij de Regering aanhangig maken. Volgens de door haar te bepalen procedure, kan de Regering, onder de door haar vast te stellen voorwaarden, de uitbreiding van het ontvangstgebied toelaten waarbij het evenwicht van de belangen van de verschillende partijen wordt gewaarborgd.

Art. 66. § 1. Om de vergunning te verkrijgen en om zijn vergunning te behouden, moet elke lokale televisiezender voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of van een maatschappij met sociale doeleinden;

2° bij de aanvraag om vergunning of de vernieuwing ervan, een financieel plan indienen dat bewijst dat hij op economisch vlak werkelijk leefbaar is gedurende een periode van drie jaar;

3° niet rechtstreeks of onrechtstreeks worden gecontroleerd door een andere dienstuitgever, een reclameregie, een holdingmaatschappij of een verdeler van radio-omroepdiensten;

4° zijn maatschappelijke zetel en zijn exploitatiezetel in het zendgebied hebben;

5° onder de personeelsleden één of verschillende beroepsjournalisten hebben of één of verschillende personen die zich in de voorwaarden bevinden om er toegang toe te hebben overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;

6° in zijn programmatie, per kalenderjaar, zorgen voor een eigen productie van ten minste de helft van de zendtijd van het geheel van de programma's, met uitsluiting van de heruitzendingen;

7° een interne journalistenmaatschappij als referentie-persoon erkennen en die raadplegen over de vraagstukken die de redactionele lijn grondig kunnen wijzigen, over de organisatie van de redacties betreffende de informatie-programma's en over de aanstelling van de hoofdredacteur, en een huishoudelijk reglement vaststellen betreffende de objectiviteit bij de behandeling van de informatie. Die interne maatschappij is samengesteld uit journalisten die de redactie van de lokale televisiezender vertegenwoordigen.

8° verantwoordelijk zijn voor zijn programmatie en de editoriale lijn van de informatie leiden in een geest van objectiviteit, zonder voorafgaande censuur of enige inmenging van een publieke of private overheid;

9° bij de verwerking van de informatie, zorgen voor een evenwicht tussen de verschillende in het zendgebied voorkomende ideologische tendenzen die de democratische beginselen in acht nemen;

10° in zijn programmatie, zorgen voor zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de regeringen, de gemeentelijke en provinciale overheden, de publieke en intercommunale instellingen, de verdelers van radio-omroepdiensten, de politieke partijen, de werkgevers- of werknemersorganisaties en de filosofische of godsdienstige bewegingen;

11° naar de televisiekijkers luisteren en hun klachten behandelen;

12° de procedures bestemd voor de naleving van de wetgeving betreffende het auteursrecht en de naburige rechten hebben toegepast;

13° zich ertoe verbinden de reglementen van het College voor advies van de Hoge Raad bedoeld in artikel 132, § 1, 5°, die door de Regering werden goedgekeurd, na te leven;

14° aan de Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector alsook aan het College voor vergunning en controle een jaarverslag over zijn activiteiten voorleggen dat inzonderheid betrekking heeft op de punten 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° van dit artikel.

Voor de toepassing van punt 6° wordt een coproductie door een lokale televisiezender gelijkgesteld met de eigen productie in verhouding tot de kredieten die door deze werkelijk werden vastgelegd. De uitwisseling van eigen producties tussen lokale televisiezenders worden gelijkgesteld met eigen producties.

§ 2. Een vereniging zonder winstoogmerk of een maatschappij met sociale doeleinden kan ertoe worden gemachtigd één enkele lokale televisiezender te exploiteren.

§ 3. De Regering stelt de nadere regels vast voor de toekenning van de vergunning aan de lokale televisiezenders.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere regels*

Art. 67. § 1. De lokale televisiezender, bij het vaststellen van zijn programma-aanbod, zorgt ervoor dat de kwaliteit en de diversiteit van de aangeboden uitzendingen het bijeenbrengen van het ruimste publiek mogelijk maken, dat ze tot de maatschappelijke cohesie bijdragen, met inachtneming van de verwachtingen van sociaal-culturele minderheden, en dat de verschillende levensbeschouwelijke strekkingen van de maatschappij vertegenwoordigd worden met uitsluiting van de niet-democratische strekkingen, zonder discriminatie tussen mensen, inzonderheid wegens hun cultuur, etnie, geslacht, ideologie of godsdienst, en zonder sociale segregatie.

Deze uitzendingen strekken ertoe een debat te veroorzaken en de democratische inzet van de samenleving duidelijk te maken, bij te dragen tot het versterken van de maatschappelijke waarden, inzonderheid door een ethiek waaraan de eerbied voor de mens en de burger ten grondslag ligt, de integratie en de opvang van buitenlandse bevolkingsgroepen of van bevolkingsgroepen van vreemde afkomst die in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad leven, te bevorderen.

§ 2. De lokale televisiezender zorgt voor de herwaardering van het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap en van de lokale bijzonderheden.

Art. 68. § 1. Voorzover de lokale televisiezenders de ontvangst van hun programma's tot het Belgisch grondgebied beperken, kunnen ze een videotekstprogramma produceren waarvan de zendtijd uitgesloten is van de dagelijkse zendtijd voor reclame, zoals bedoeld in artikel 20.

In de enkele zin van dit artikel, moet onder videotekstprogramma worden verstaan, een programma met vaste beelden dat in de dienst van de lokale televisiezender wordt opgenomen. De videotekst onderscheidt zich van de teletekst doordat hij onmiddellijk toegankelijk is voor het publiek zonder zijn toedoen.

§ 2. De Regering stelt de dagelijkse zendtijd voor reclame vast in elk videotekstprogramma dat door een lokale televisiezender wordt bepaald.

Art. 69. De lokale televisiezenders brengen onder elkaar, met de RTBF en haar regionale centra, samenwerkingsverbanden tot stand, inzonderheid inzake :

- 1° uitwisseling van beelden, reportages en programma's, met inachtneming van de beroeps- en deontologische regels van de betrokken vakken;
- 2° coproductie van magazines;
- 3° uitzending van programma's;
- 4° technische prestaties en diensten;
- 5° deelneming aan regionale manifestaties;
- 6° reclameprospectie en -uitzending.

In zijn jaarlijkse activiteitenverslag, is de lokale televisiezender ertoe gehouden op exhaustieve wijze het resultaat van de samenwerkingsverbanden met de RTBF en haar regionale centra aan te geven.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie*

Art. 70. § 1. De raad van bestuur van de lokale televisiezender moet voor ten minste de helft bestaan uit vertegenwoordigers van het verenigingsleven en de culturele sector.

Hij kan niet, voor meer dan de helft van zijn leden, bestaan uit personen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 1 april 1993 betreffende de depolitiserings van de structuren van de culturele instellingen.

§ 2. De verkiezing van de bestuurders van een lokale televisiezender die gelegen is in het Frans taalgebied vindt plaats binnen de vier maanden die volgen op de gemeenteraadsverkiezingen.

§ 3. De verkiezing van de bestuurders van een lokale televisiezender die gelegen is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vindt plaats binnen de vier maanden die volgen op de verkiezingen op gewestniveau.

§ 4. Het mandaat van de bestuurders verstrijkt de dag waarop hun opvolgers worden aangesteld. Het mandaat is vernieuwbaar.

§ 5. De in het tweede lid van § 1 bedoelde overheidsbestuurders van een lokale televisiezender gelegen in het Frans taalgebied worden aangesteld in evenredigheid met de samenstelling van het geheel van de gemeenteraden van het zendgebied van de betrokken lokale televisiezender. Voor de berekening van die evenredigheid, wordt, voor de lijsten die zich niet aanmelden onder het letterwoord van een politieke fractie die in de Raad van de Franse Gemeenschap erkend is, rekening gehouden met de aan de gemeenteraadsverkiezingen voorafgaande individuele verklaringen tot groepering met een andere democratische lijst.

§ 6. De in lid 2 van § 1 bedoelde overheidsbestuurders van een lokale televisiezender gelegen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad worden aangesteld in evenredigheid met de samenstelling van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 7. Elke wijziging van de samenstelling van de raad van bestuur moet ter kennis van de Regering en van de Hoge Raad worden gebracht.

§ 8. De directeur van de lokale televisiezender heeft met raadgevende stem zitting in de raad van bestuur.

§ 9. De vertegenwoordigers van de verdeler(s) die de dienst van de lokale televisiezender in zijn zendgebied ter beschikking stelt(len), de gemeenten die zich in het zendgebied bevinden, kunnen met raadgevende stem zitting hebben in de algemene vergadering van de lokale televisiezender.

Art. 71. De Regering kan een waarnemer aanstellen om hem te vertegenwoordigen binnen elke lokale televisiezender. Die aanstelling vindt plaats bij elke vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap. Zijn mandaat is vernieuwbaar en kosteloos.

De waarnemer woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij brengt ten minste één keer per jaar verslag uit bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort. Hij is tot vertrouwelijkheid gehouden.

Art. 72. Niemand kan als bestuurder of waarnemer van de Regering worden aangesteld, indien hij een mandaat of een ambt uitoefent in de beheersorganen of in de toezichtorganen van een dienstenuitgever, een orgaan van de geschreven pers of van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke maatschappij die een gelijkaardige activiteit als doel heeft, of als hij een betrekking of een leidend ambt uitoefent in diezelfde maatschappijen en instellingen, voor zover die betrekking of dat ambt een belangenconflict kan veroorzaken met de lokale televisiezender.

Art. 73. Elke lokale televisiezender kan een programmaticocomité instellen dat belast is met het opstellen van de programmavoorstellen bestemd voor hun beheersorgaan.

HOOFDSTUK IV. — *Financiële bepalingen*

Art. 74. § 1. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap, en met het oog op de uitoefening van hun opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel 64, ontvangen de lokale televisiezenders die de vergunning hebben verkregen jaarlijks een werkingssubsidie. Ze kunnen bovendien een investeringsubsidie ontvangen.

§ 2. De Regering bepaalt de criteria en de nadere regels voor de toekenning van de subsidies, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met de toekenning van een vaste basissubsidie die dezelfde is voor elke lokale televisiezender, en met het aantal betrekkingen en het volume eigen productie overeenkomstig zijn opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel 64.

§ 3. De toekenning van de subsidies hangt af van de voorlegging aan de minister bevoegd voor de audiovisuele sector, uiterlijk op 30 april, van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 66, 14°, van de balans en de exploitatierekening van het afgelopen dienstjaar alsook van een programmarooster en een ontwerp van begroting voor het volgende dienstjaar. De Regering bepaalt de wijze van voorstelling van die documenten.

§ 4. De werkingssubsidies van de lokale televisiezenders worden jaarlijks aangepast op grond van de gewone schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald in de wet van 2 augustus 1971.

TITEL V. — *Dienstenaanbod*

HOOFDSTUK I. — *Regels in verband met de dienstenverdelers*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 75. § 1. Iedere dienstenverdelers moet een voorafgaande verklaring afleggen bij de Regering en het College voor vergunning en controle.

§ 2. De verklaring omvat de volgende gegevens :

1° de identificatie van de rechtspersoon;

2° de samenstelling van het dienstenaanbod alsook de nadere regels voor de commercialisering ervan.

Van elke wijziging van die gegevens moet vooraf kennis worden gegeven aan de Regering en aan het College voor vergunning en controle.

§ 3. De Regering stelt het model van de verklaring vast.

Art. 76. Voor hetzelfde dienstenaanbod, moet de dienstenverdelers een zelfde prijs waarborgen voor iedere dienstengebruiker.

Art. 77. Wanneer de dienstenverdelers tevens netwerkexploitanten zijn, voeren ze een afzonderlijke boekhouding voor de activiteiten in verband met de dienstenverdeling en de activiteiten in verband met de levering van netwerken.

Art. 78. Iedere dienstenverdelers stelt een bemiddelaar aan die ermee belast is een antwoord te brengen op alle aanvragen en klachten die door de gebruikers worden uitgedrukt.

Art. 79. § 1. Iedere verdelers van televisie-omroepdiensten moet bijdragen tot de productie van audiovisuele werken. Die bijdrage wordt geleverd ofwel in de vorm van een coproductie of van een vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Het bedrag van de bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector wordt door de dienstenverdelers uitbetaald in twee halfjaarlijkse stortingen voor het einde van de maanden januari en juli van elk jaar. Bij de betaling richt de dienstenverdelers aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en aan de Hoge Raad een verklaring waarin het aantal abonnees dat op 30 september van het vorige jaar vastgesteld is, wordt vermeld.

De nadere regels voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of van vooraankoop worden bepaald in een overeenkomst die te sluiten is tussen de dienstenverdelers, de Regering en de vakorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen.

§ 2. De bijdrage van de dienstenverdelers bedoeld in § 1 wordt vastgesteld op 2 euro per jaar en per abonnee. Dat bedrag wordt om de twee jaar vanaf 1 januari 2005 geïndexeerd op grond van de gezondheidsindex, waarbij de index van de vorige maand september in aanmerking wordt genomen.

§ 3. De bijdrage tot de coproductie van audiovisuele werken wordt berekend in verhouding tot de bijdrage van de dienstenuitgever in de totale kosten van die coproductie.

§ 4. Bij wijze van afwijkingsmaatregel, wordt niet tot de betaling van de bijdrage bedoeld in § 1 verplicht :

1° de dienstenuitgever die de activiteit van verdelers uitoefent, om de diensten aan te bieden waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft gekregen, waarbij deze uitzondering alleen voor die diensten geldt;

2° de dienstenverdelers die een aanvullend dienstenaanbod voorlegt, terwijl hij reeds bijdraagt tot de productie van audiovisuele werken bedoeld in § 1 op grond van het aantal abonnees op zijn basisaanbod bedoeld in artikel 81;

3° de dienstenverdelers die, samen met een uitgever-verdelers zoals bedoeld in 1° een dienstenaanbod voorlegt, terwijl hij reeds bijdraagt tot de productie van audiovisuele werken bedoeld in § 1 op grond van het aantal abonnees op zijn basisaanbod bedoeld in artikel 81.

Art. 80. § 1. Iedere dienstenverdelers die een dienstenaanbod voorlegt houdende een lokale televisiedienst stort aan de betrokken lokale televisiezender een bijdrage ten belope van 2 euro per jaar en per abonnee gevestigd in het zendgebied van de lokale televisiezender. Dit bedrag wordt om de twee jaar vanaf 1 januari 2005 geïndexeerd op grond van de gezondheidsindex, waarbij de index van de vorige maand september in aanmerking wordt genomen.

§ 2. Indien de dienstenverdelers bij zijn dienstenaanbod verschillende lokale televisiediensten aanbiedt, stort hij zijn bijdrage aan de lokale televisiezender die het voordeel geniet van een recht op verplichte verdeling in zijn zendgebied.

§ 3. Het bedrag van de bijdrage aan de lokale televisiezender wordt betaald door de dienstenverdelers in twee halfjaarlijkse stortingen voor het einde van de maanden januari en juli van elk jaar. Bij de betaling richt de dienstenverdelers aan de lokale televisiezender en aan de Hoge Raad een verklaring houdende het aantal abonnees gevestigd in het zendgebied dat op 30 september van het vorige jaar vastgesteld is.

Afdeling II. — Verdeling van diensten via de kabel

Art. 81. § 1. De netwerkexploitanten bedoeld in artikel 97 waarborgen de distributie op hun netwerken van een basisaanbod houdende ten minste de diensten bedoeld in artikel 82.

Het basisaanbod wordt geleverd door een dienstenverdelers. Als er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkexploitanten ertoe gehouden de verdelersactiviteit uit te oefenen door het basisaanbod te leveren.

§ 2. Iedere verdelers kan een aanvullend dienstenaanbod alleen aan de abonnees op het basisaanbod voorleggen.

Art. 82. § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, 2e lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende televisie-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die prioritair voor het publiek van de Franse Gemeenschap worden bestemd;

2° de diensten aangeboden door de lokale televisiezenders in hun zendgebied;

3° de door de Regering aangewezen diensten van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt;

4° twee diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, voorzover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn twee televisiediensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

5° één of verschillende diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, voorzover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn één of verschillende televisiediensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven.

§ 2. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten van de dienstenuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen en die het voordeel van een recht op verplichte verdeling genieten.

§ 3. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de door de Regering aangewezen televisie-omroepdiensten van iedere dienstenuitgever van de Europese Unie verdelen, als ze met die dienstenuitgever een overeenkomst hebben gesloten betreffende de bevordering van de culturele productie in de Franse Gemeenschap en in de Europese Unie, die inzonderheid voorziet in een financiële bijdrage in die bevordering.

§ 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende klankradio-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die in frequentiemodulatie worden uitgezonden;

2° twee diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden twee klankdiensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

3° een dienst van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden een klankdienst van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven.

Art. 83. § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende televisie-omroepdiensten doorgeven :

1° de diensten van de lokale televisiezenders buiten hun zendgebied;

2° de diensten van de dienstenuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen en die geen voordeel van een recht op verplichte verdeling genieten;

3° de diensten van iedere dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie;

4° de diensten van iedere dienstenuitgever die buiten een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is maar die gebruik maakt van een radiofrequentie of een door een lidstaat van de Europese Unie toegekende satellietcapaciteit of van een aarde-satelliet-verbinding gelegen in een lidstaat van de Europese Unie;

5° de diensten van iedere dienstenuitgever die ressorteert onder een Staat die partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa over grensoverschrijdende televisie.

§ 2. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten verdelen van de in § 1 niet bedoelde dienstenuitgevers, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door deze worden aangewezen.

§ 3. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de Belgische of buitenlandse klankradio-omroepdiensten verdelen die worden uitgegeven door de dienstenuitgevers die de vergunning hebben verkregen van de Staat waarin ze gevestigd zijn.

§ 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen langs eenzelfde kanaal de bij dit artikel bedoelde diensten pas verdelen als ze over de voorafgaande toestemming van de betrokken diensten beschikken.

§ 5. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen langs twee kanalen ononderbroken muziek, een dienst voor technische informatie, en een elektronische programmahandleiding verdelen.

*Afdeling III. — Verdeling van diensten via digitale terrestrische radiogolven**Onderafdeling I. — Televisie-omroepdiensten*

Art. 84. § 1. Voor het gebruik van digitale netwerken over de gehele Franse Gemeenschap, waarborgen de exploitanten bedoeld in artikel 114 de verdeling op hun netwerk van de diensten van de RTBF.

Die diensten worden door een dienstenverdelers geleverd. Als er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkexploitanten ertoe gehouden de verdeleractiviteit uit te oefenen door de diensten van de RTBF te leveren.

§ 2. Voor het gebruik van digitale netwerken op gewestelijk of lokaal vlak, waarborgen de in artikel 114 bedoelde exploitanten de verdeling op hun netwerk van de lokale televisiediensten waarvan het zendgebied geheel of gedeeltelijk door het netwerk wordt bediend.

De lokale televisiediensten worden door een dienstenverdelers geleverd. Indien er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkexploitanten ertoe gehouden de verdeleractiviteit uit te oefenen door de lokale televisiediensten te leveren.

Art. 85. § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 84 kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende radio-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van iedere dienstenuitgever die krachtens dit decreet de vergunning heeft verkregen;

2° de diensten van iedere dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie;

3° de diensten van iedere dienstenuitgever die gevestigd is buiten een lidstaat van de Europese Unie maar die gebruik maakt van een radiofrequentie of een satellietcapaciteit die door een lidstaat van de Europese Unie wordt toegekend of van een aarde-satelliet-verbinding gelegen in een lidstaat van de Europese Unie;

4° de diensten van iedere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van een lidstaat die partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa over grensoverschrijdende televisie.

§ 2. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 84 kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten verdelen van de in § 1 niet bedoelde dienstenuitgevers, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door deze worden aangewezen.

§ 3. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 84 kunnen op éénzelfde kanaal de in dit artikel bedoelde diensten alleen verdelen als ze beschikken over de voorafgaande toestemming van de betrokken dienstenuitgevers.

§ 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 84 kunnen langs twee kanalen ononderbroken muziek, een dienst voor technische informatie, en een elektronische programmagids verdelen.

Onderafdeling II. — Klankradio-omroepdiensten

Art. 86. Voor het gebruik van digitale netwerken over de gehele Franse Gemeenschap, waarborgen de exploitanten bedoeld in artikel 109 de verdeling op hun netwerk van de diensten van de RTBF.

Die diensten worden door een dienstenverdelers geleverd. Als er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkexploitanten ertoe gehouden de verdeleractiviteit uit te oefenen door de diensten van de RTBF te leveren.

Art. 87. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 86 kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de Belgische of buitenlandse radio-omroepdiensten die worden uitgegeven door de dienstenuitgevers die de vergunning hebben verkregen van de Staat waarin ze gevestigd zijn.

Afdeling IV. — Verdeling van diensten per satelliet

Art. 88. § 1. De dienstenverdelers per satelliet kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende televisie-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van iedere dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie;

2° de diensten van iedere dienstenuitgever die gevestigd is buiten een lidstaat van de Europese Unie maar die gebruik maakt van een radiofrequentie of een satellietcapaciteit die toegekend wordt door een lidstaat van de Europese Unie of van een aarde-satelliet-verbinding gelegen in een lidstaat van de Europese Unie;

3° de diensten van iedere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van een lidstaat die partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa over grensoverschrijdende televisie.

§ 2. De dienstenverdelers per satelliet kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten verdelen van de in § 1 niet bedoelde dienstenuitgevers, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door deze worden aangewezen.

§ 3. De dienstenverdelers per satelliet kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de Belgische of buitenlandse klankradio-omroepdiensten die worden uitgegeven door de dienstenuitgevers die de vergunning hebben verkregen van de Staat waarin ze gevestigd zijn.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Art. 89. Het College voor vergunning en controle kan de RTBF en de uitgevers van televisie-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap toelaten :

1° de uitzending van hun diensten te onderbreken, om, op dezelfde radiofrequentie of op hetzelfde kanaal, het geheel of een deel van de televisiedienst van iedere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van de Franse Gemeenschap of van de Staat waarin hij zijn maatschappelijke zetel heeft;

2° het geheel of een deel van hun televisie-omroepdiensten op te nemen of te aanvaarden op te nemen in het geheel of een deel van de televisie-omroepdienst van iedere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van de Franse Gemeenschap of van de Staat waarin hij zijn maatschappelijke zetel heeft.

De betrokken uitgevers van televisie-omroepdiensten bepalen, in onderling overleg, de voorwaarden waaronder het geheel of een deel van hun respectieve diensten op dezelfde radio-frequentie of op hetzelfde kanaal kunnen worden uitgezonden, en brengen daar het College voor vergunning en controle op de hoogte van.

De diensten of delen van diensten geleverd door de RTBF of de uitgevers van televisie-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap ressorteren onder de verantwoordelijkheid van alleen die uitgevers.

TITEL VI. — Radio-omroepnetwerken en bijbehorende faciliteiten en diensten**HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke regels voor de netwerkexploitanten****Afdeling I. — Procedures voor het definiëren en analyseren van de relevante markten en de bepaling van de marktmachtige exploitanten**

Art. 90. § 1. Na elke publicatie door de Europese Commissie van haar « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten » of als de omstandigheden binnen de Franse Gemeenschap het motiveren, bepaalt het College voor vergunning en controle de relevante geografische markten alsmede de relevante markten voor netwerken, na het in artikel 94 bedoeld overleg te hebben gevoerd.

Onder relevante markten worden verstaan, de markten waarvan de kenmerken de oplegging van één of meerdere verplichtingen van de in artikel 96 bedoelde verplichtingen kunnen rechtvaardigen.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle relevante markten voor netwerken wil definiëren die verschillend zijn van die vermeld in de « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten », past het daarenboven de in artikel 95 bedoelde procedure toe.

Art. 91. § 1. Na elke bepaling van de relevante markten voor netwerken voert het College voor vergunning en controle een analyse van deze markten teneinde te bepalen of deze daadwerkelijk concurrerend zijn.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle concludeert dat een relevante markt daadwerkelijk concurrerend is, mag het geen verplichting van de in artikel 96 bedoelde verplichtingen opleggen.

§ 3. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een relevante markt niet daadwerkelijk concurrerend is, gaat het na welke netwerkexploitant(en) op die markt een macht hebben en legt het deze exploitant(en) de in artikel 96 bedoelde verplichtingen op, die hij als passend acht.

Een netwerkexploitant wordt geacht een aanmerkelijke marktmacht te hebben wanneer hij alleen of samen met anderen een aan machtspositie gelijkwaardige positie, of een economische kracht bezit, waardoor hij zich in belangrijke mate onafhankelijk van zijn concurrenten, klanten en uiteindelijk consumenten kan gedragen.

Voor elke relevante markt publiceert het College voor vergunning en controle de lijst van de marktmachtige exploitanten alsmede voor elke netwerkexploitant de lijst van de opgelegde verplichtingen.

§ 4. De artikelen 94 en 95 zijn van toepassing op de aanstelling van de marktmachtige netwerkexploitanten.

Art. 92. Voor de toepassing van de artikelen 90 en 91 houdt het College voor vergunning en controle uiterst veel rekening met de « richtsnoeren voor marktanalyse en de beoordeling van aanmerkelijke marktmacht » gepubliceerd door de Europese Commissie.

Art. 93. De in artikel 96 bedoelde verplichtingen worden niet aan de netwerkexploitanten opgelegd die niet als marktmachtig werden geacht.

In afwijking van het eerste lid :

1° kan het college voor vergunning en controle één of meer in artikel 96 vermelde verplichtingen opleggen aan netwerkexploitanten die niet als marktmachtig geacht zijn, met het oog op het naleven van internationale verbintenissen. Artikel 94 is van toepassing op elke beslissing genomen overeenkomstig dit lid.

2° het College voor vergunning en controle kan één of meerdere in artikel 96 bedoelde verplichtingen opleggen aan elke netwerkexploitant die de toegang tot eindgebruikers controleert, voor zover dit nodig is om de eind-tot-eind connectiviteit te verzekeren.

Afdeling II. — Raadplegingen

Art. 94. § 1. In de gevallen bepaald bij afdeling I van dit hoofdstuk organiseert het College voor vergunning en controle een voorafgaande openbare raadpleging met inachtneming van het eventueel vertrouwelijk karakter van de ondernemingsinformatie die hem is meegedeeld.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de openbare raadplegingsprocedure.

§ 2. Daarenboven deelt het College voor vergunning en controle zonder verwijl het beslissingsproject aan de Europese Commissie en aan de nationale regelgevende instanties van de lidstaten mee.

§ 3. De in § 2 bedoelde mededeling bevat het formeel gemotiveerd beslissingsproject, met inachtneming van de bepalingen die het eventueel vertrouwelijk karakter van de ondernemingsinformatie waarborgen, alsmede de termijn voor inachtneming van de opmerkingen bedoeld in het volgende lid.

§ 4. Het College voor vergunning en controle houdt rekening met de opmerkingen vanuit de Europese Commissie en de nationale regelgevende instanties van de lidstaten voor het einde van de termijn voor de openbare raadpleging. Deze termijn kan evenwel niet korter zijn dan één maand vanaf de in de eerste paragraaf bedoelde mededeling.

§ 5. Met uitzondering van het in artikel 95, § 2, bedoelde geval, neemt het College voor vergunning en controle zijn beslissing op het einde van de openbare raadpleging en deelt het die mee aan de Europese Commissie.

Art. 95. § 1. Bij beslissing van de Europese Commissie genomen binnen de termijn vastgesteld bij artikel 94, § 4, verlengt het College voor vergunning en controle deze termijn met twee maanden wanneer zijn beslissingsproject betrekking heeft op :

1° het definiëren van een relevante markt, die verschilt van de markten die door de Europese Commissie in de « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten » bepaald zijn;

2° het aanwijzen van een marktmachtige exploitant.

§ 2. Het College voor vergunning en controle ziet af van het nemen van de overwogen beslissing als, binnen de termijn zoals verlengd krachtens § 1, de Europese Commissie zich, door middel van een gemotiveerde beslissing die gedetailleerd en objectief is, ertegen verzet door nauwkeurige wijzigingsvoorstellen te doen.

Afdeling III. — Verplichtingen opgelegd aan de marktmachtige exploitanten

Art. 96. Het College voor vergunning en controle kan aan elke marktmachtige netwerkexploitant een verplichting opleggen om te goeder trouw te onderhandelen met elke dienstverdelers, die een toegang tot zijn netwerk(en) heeft aangevraagd krachtens artikel 75.

In het kader van deze onderhandelingen kan het College voor vergunning en controle aan de marktmachtige netwerkexploitanten verplichtingen opleggen die hen verhinderen onredelijke of discriminerende voorwaarden op te leggen. Inzonderheid kan elke marktmachtige netwerkexploitant door het College voor vergunning en controle verplicht worden een derde dienstverdelers geen voorwaarden op te leggen die strenger zouden zijn dan de voorwaarden die hij aan zichzelf oplegt wanneer hij de activiteit van dienstverdelers uitvoert.

Het College voor vergunning en controle kan elke marktmachtige netwerkexploitant ertoe verplichten elke toegangsweigering uiterlijk binnen de drie maanden volgend op de datum van aanvraag ingediend door de dienstverdelers, mee te delen. Deze weigering wordt formeel gemotiveerd.

Het College voor vergunning en controle kan van elke marktmachtige netwerkexploitant vragen dat hij, op aanvraag van het College, welbepaalde inlichtingen zou verschaffen of dat die inlichtingen openbaar zouden worden gemaakt, zoals de gegevens betreffende de boekhouding waarvan de gegevens over de opbrengsten van derden, technische specificaties, netwerkkenmerken, nadere regels en voorwaarden voor het leveren en het gebruiken alsmede de prijzen.

HOOFDSTUK II. — De teledistributienetwerken

Art. 97. § 1. Elke rechtspersoon die de activiteit van exploitant van een teledistributienetwerk wenst uit te oefenen, moet dit, binnen de maand vanaf het begin van zijn activiteit, verklaren aan de Regering en het College voor vergunning en controle.

§ 2. De verklaring bevat de volgende elementen :

1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon alsmede haar adres;

2° de beschrijving van het (de) teledistributienetwerk(en);

3° de datum van het begin van de activiteiten.

Elke wijziging van deze elementen moet aan de Regering of het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 3. De Regering stelt het verklaringsmodel vast.

Art. 98. § 1. De netwerkexploitanten hebben het recht, op hun kosten, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen, die deel uitmaken van het staats eigendom, werken te laten uitvoeren voor de installatie en het onderhoud van de kabels en bijbehorende uitrustingen van hun teledistributienetwerken, op voorwaarde dat de wetten en besluiten betreffende het gebruik van het staats domein nageleefd worden en dat het gebruik waarvoor het bestemd is, in acht wordt genomen.

Alvorens dit recht te kunnen gebruiken, zal de betrokken exploitant de grondtekening van de ligging en de details voor de installatie van de geleiders ter goedkeuring moeten voorleggen aan de overheid waartoe het staats eigendom behoort.

Deze overheid zal binnen de drie maanden vanaf de datum van verzending van de grondtekening een beslissing moeten nemen en haar beslissing aan de betrokken exploitant meedelen. Na deze termijn, als de overheid geen antwoord geeft, dan wordt de goedkeuring als verleend geacht.

In geval van volhardende betwisting, wordt er uitspraak gedaan over de zaak bij besluit van de Regering.

De overheid heeft in ieder geval, op haar respectievelijk domein, het recht nadien de bepalingen of de grondtekening van een installatie alsmede de daaraan verbonden werken te doen wijzigen. Als de wijzigingen opgelegd worden hetzij om een reden van openbare veiligheid, hetzij om een landschap te beschermen, hetzij in het belang van het wegennet, de waterstromen, de kanalen of een openbare dienst, hetzij als gevolg van een door de aanwonenden aangebrachte wijziging aan de eigendommen langs de gebruikte wegen, zijn de kosten van de werken ten laste van de exploitant; in de andere gevallen zijn ze ten laste van de overheid die de wijzigingen oplegt. Deze kan een voorafgaande kostenraming eisen en, bij onenigheid, zelf de werken laten uitvoeren.

§ 2. De exploitanten hebben eveneens het recht steunen en verankeringen blijvend te plaatsen voor de kabels en bijbehorende uitrusting van hun teledistributienetwerken op de muren en gevels die op de openbare weg uitkomen alsmede hun kabels te plaatsen op een open en niet-bebouwd terrein of die zonder bevestiging of aanraking boven de private eigendommen te laten lopen.

De werken zullen slechts kunnen beginnen nadat een behoorlijk opgestelde bekendmaking, die schriftelijk aan de eigenaars is gericht volgens de kadastragegevens, is meegedeeld aan de huurders en inwoners.

De uitvoering van deze werken heeft geen enkele onteigening tot gevolg.

De bevestiging van steunen en verankeringen op de muren of gevels kan de eigenaar niet hinderen zijn goed af te breken of te herstellen.

De ondergrondse kabels en de steunen op een open en niet-bebouwd terrein zullen verwijderd moeten worden op aanvraag van de eigenaar als deze zijn recht op bouwen of omheinen gebruikt; de verwijderingskosten zullen ten laste van de exploitant zijn.

De eigenaar zal evenwel de exploitant minstens drie maanden alvorens de in de leden 3 en 4 bedoelde werken te ondernemen, per aangetekend schrijven moeten verwittigen.

§ 3. De vergoedingen voor een schade die voortvloeit uit de installatie of de exploitatie van een teledistributienetwerk zijn geheel ten laste van de exploitant die aansprakelijk blijft voor alle gevolgen die schadelijk zijn voor derden.

§ 4. De netwerkexploitant is ertoe gehouden onmiddellijk gevolg te geven aan elke vordering van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of elke dienst of onderneming die elektrische energie verdeelt, met het oog op het onmiddellijk stopzetten van elke nadelige storing of invloed op de werking van de telefoon-, telegraafinstallaties of installaties voor de verdeling van elektrische energie. Indien aan deze vordering niet wordt voldaan, zullen de als nuttig geachte maatregelen, met inbegrip van het verplaatsen van kabels en bijbehorende uitrustingen, bevolen worden door de betrokken diensten of ondernemingen ten koste en op eigen risico van de exploitant.

HOOFDSTUK III. — *Radio-omroepnetwerken via de ether*

Afdeling I. — Toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending via terrestrische radiogolven

Onderafdeling I. — Gemeenschappelijke regels

Art. 99. Behalve wat bepaald is voor de analoge televisie-omroep, stelt de Regering de lijsten vast van de radiofrequenties die toe te schrijven zijn aan elke categorie diensten bedoeld in deze afdeling. Elke lijst omvat voor elke radiofrequentie de gegevens inzake de geografische ligging, de antennehoogte boven de grond, de maximale waarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen.

De Regering bepaalt de lijsten van de radiofrequenties met inachtneming van de technische federale normen terzake. Bij ontstentenis daarvan zal de Regering zich schikken naar de internationale normen terzake. De Regering kan normen vastleggen met inachtneming van voornoemde normen.

De uitzendingen van de radio-omroepdiensten worden in hun respectieve dienstzones beschermd tegen storingen die door uitzendingen van andere radio-omroepdiensten worden veroorzaakt volgens de normen bedoeld in het vorige lid.

Art. 100. § 1. Het College voor vergunning en controle wijst de radiofrequenties toe volgens de lijst bepaald door de Regering.

De toewijzing van de radiofrequentie houdt het gebruik in van alle technische kenmerken die ermee verbonden zijn.

§ 2. Ter bezoldiging van de concessie door de Franse Gemeenschap van het gebruik van haar radiofrequenties en van de diensten die gepaard gaan met het beheer van dat gebruik, is een jaarlijks recht door elke netwerkexploitant verschuldigd waarvan de Regering het bedrag vastlegt.

Art. 101. Elke aanvraag om wijziging van de opstellingsplaats of van de radiofrequentie of om verhoging van het effectief uitgestraald vermogen of van de antenne, moet worden ingediend bij de Hoge Raad en moet de vergunning van het College voor vergunning en controle krijgen na onderzoek van de technische compatibiliteit van de aanvraag door de Regeringsdiensten. Als deze compatibiliteit niet erkend is, kan de aanvraag niet worden aanvaard.

Voor elke aanvraag, moet de aanvrager een rekengeld aan de Regeringsdiensten betalen ten bedrage van 125 euro, jaarlijks indexeerbaar volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen.

De Regering kan het bedrag van het rekengeld wijzigen.

Art. 102. § 1. Het College voor vergunning en controle kan een effectief uitgestraald vermogen opleggen dat lager is dan of een antennehoogte opleggen die kleiner is dan de grenzen die werden bepaald naar aanleiding van de toewijzing van de radio-frequentie, telkens wanneer het aangewezen is :

1° een doeltreffende bescherming te verzekeren tegen de mogelijke interferenties met andere diensten voor radiocommunicatie, namelijk in de nabijheid van de vliegvelden en van de luchtwegen;

2° storingen te vermijden tussen verschillende radio-omroepdiensten binnen de Franse Gemeenschap.

§ 2. Die wijziging alsook elke andere wijziging, die toegelaten wordt krachtens artikel 101, of elke algemene wijziging aangebracht aan de bestanddelen die vermeld staan in het vergunningsbewijs of aan de technische gegevens, moeten in aanhangsel bij het contract worden gevoegd. Dit laatste wordt door het College voor vergunning en controle aan de houder van de betrokken radiofrequentie meegedeeld worden bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs alsmede aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan de diensten van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Onderafdeling II. — Private diensten voor analoge klankradio-omroep

Art. 103. Het gebruik van radiofrequenties voor de uitzending van de analoge klankradio-omroepdiensten via terrestrische radiogolven wordt toegelaten door het College voor vergunning en controle volgens de voorwaarden bepaald in deze onderafdeling.

Art. 104. Na de lijst van de aan de analoge klankradio-omroep toe te kennen radiofrequenties te hebben vastgelegd overeenkomstig artikel 99, publiceert de Regering een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag bevat de volgende elementen :

1° de lijst van de aan de dienstenuitgevers toe te kennen radiofrequenties, samen met hun technische kenmerken. De lijst bepaalt de radiofrequenties die aan de onafhankelijke radio's kunnen worden toegekend en de radiofrequenties die aan de netwerkradio's kunnen worden toegekend;

2° de lijst van voorwaarden waaraan de onafhankelijke radio's en de netwerken moeten voldoen zoals opgesteld krachtens artikel 54.

De Regering kan andere nadere regels opleggen in de offerteaanvraag op advies van het College voor vergunning en controle.

Art. 105. Het onderzoek van de aanvragen wordt gevoerd overeenkomstig de artikelen 55 en 56.

Het College voor vergunning en controle wijst een radiofrequentie toe aan elke onafhankelijke radio en een netwerk van radiofrequenties aan elke netwerkradio. Hij kan de dienstzone van onafhankelijke radio's en netwerkradio's vervullen met één of meer heruitzendingradiofrequenties zonder ont koppeling, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de Regering.

De overdracht van radiofrequenties of netwerken van radiofrequenties is niet toegelaten.

Art. 106. In afwijking van de artikelen 104 en 105 kan de Regering radiofrequenties toekennen aan instellingen die de toelating hebben een schoolradio op te richten krachtens artikel 62.

De schoolradio's bezitten de volgende karakteristieken :

1° het effectief uitgestraald vermogen is beperkt tot 30 watts;

2° de antennehoogte kan niet hoger zijn dan 15 meter;

3° de duur van de uitzendingen mag niet langer zijn dan 8 uur per dag.

De inrichtingen voor onderwijs mogen slechts een vergunning krijgen om een schoolradio te organiseren voor zover de uitzendingen geen storingen voor andere dienstenuitgevers veroorzaken.

De schoolradio's zijn vrijgesteld van de betaling van het jaarlijks luistergeld.

Art. 107. In afwijking van de artikelen 104 en 105 kan het College voor vergunning en controle radiofrequenties voorlopig toekennen aan natuurlijke of rechtspersonen voor een maximale duur van drie maanden na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de Regering. Slechts de radiofrequenties voorgesteld door de diensten van de Regering kunnen toegekend worden.

Art. 108. In afwijking van artikel 100, § 2, voor de netwerkradio's die het gehele Frans taalgebied en het gehele tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bedienen, is het luistergeld gelijk aan 50.000 euro per jaar, jaarlijks geïndexeerd op 1 januari en voor de eerste keer op 1 januari 2003 volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen.

Voor de andere netwerkradio's of de onafhankelijke radio's bedraagt het luistergeld, per radiofrequentie, 1.250 euro per jaar, jaarlijks aangepast op 1 januari en voor de eerste keer op 1 januari 2003, volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Indien de jaarlijkse bruto inkomsten uit reclame echter lager zijn dan 50.000 euro, bedraagt het luistergeld per radiofrequentie 600 euro, waarbij dit bedrag jaarlijks wordt aangepast zoals hierboven bepaald.

Onderafdeling III. — Private diensten voor digitale klankradio-omroep

Art. 109. Het gebruik van radiofrequenties door de exploitanten van netwerken van digitale klankradio-omroep via terrestrische radiogolven, wordt door het College voor vergunning en controle toegelaten binnen de voorwaarden bedoeld in deze afdeling.

Art. 110. Na de lijst van de aan de digitale klankradio-omroep toekennbare radiofrequenties te hebben vastgesteld overeenkomstig artikel 99, publiceert de Regering een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag omvat inzonderheid de lijst van de aan de netwerkexploitanten toekennbare radiofrequenties, samen met hun technische kenmerken. De lijst bepaalt de digitale netwerken over de gehele Franse Gemeenschap en de digitale netwerken op regionaal of lokaal vlak.

Art. 111. § 1. De kandidaturen voor de in artikel 110 bedoelde offerteaanvraag worden bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de voorzitter van de Hoge Raad ingediend.

Ze bevatten de volgende punten :

- 1° de rechtsvorm van de kandidaat alsmede de samenstelling van zijn kapitaal en zijn leidinggevende organen;
- 2° het adres van zijn maatschappelijke zetel en zijn exploitatiezetel als deze verschilt van zijn maatschappelijke zetel;
- 3° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties voor de verdelers, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem van voorwaardelijke toegang;
- 4° De technische kenmerken voor vormgeving van het signaal, zijn transmissie en zijn uitzending.

§ 2. Binnen de maand na de datum van afsluiting van de offerteaanvraag, deelt de voorzitter van de Hoge Raad aan de kandidaat mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en informeert hij de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort ervan alsmede de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 112. § 1. Het College voor vergunning en controle beslist over de kandidaturen en kent de radiofrequenties toe aan de netwerkexploitanten binnen de drie maanden van de datum van afsluiting van de offerteaanvraag.

Hij beoordeelt de kandidaturen inzonderheid wat de volgende punten betreft :

- 1° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties;
- 2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van de transmissie van radio-omroepsignalen.

§ 2. De Hoge Raad zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsmede aan de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Onderafdeling IV. — Private diensten voor digitale televisieomroep

Art. 113. Het gebruik van radiofrequenties door de exploitanten van digitale televisie-omroepnetwerken via terrestrische radiogolven wordt toegelaten door het College voor vergunning en controle binnen de voorwaarden bepaald in deze afdeling.

Art. 114. Na de lijst van de aan de digitale televisieomroep toe te kennen radiofrequenties te hebben vastgelegd overeenkomstig artikel 99, publiceert de Regering een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag omvat inzonderheid de lijst van de aan de netwerkexploitanten toe te kennen radiofrequenties, samen met hun technische kenmerken. De lijst bepaalt de digitale netwerken die over het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap of op regionaal of lokaal vlak uitzenden.

Art. 115. § 1. De kandidaturen voor de in artikel 114 bedoelde offerteaanvraag worden bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de voorzitter van de Hoge Raad ingediend.

Ze bevatten inzonderheid de volgende punten :

- 1° de rechtsvorm van de kandidaat alsmede de samenstelling van zijn kapitaal en zijn leidinggevende organen;
- 2° het adres van zijn maatschappelijke zetel en zijn exploitatiezetel als deze verschilt van zijn maatschappelijke zetel;
- 3° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties voor de verdelers, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem van voorwaardelijke toegang;
- 4° De technische kenmerken voor vormgeving van het signaal, zijn transmissie en zijn uitzending.

§ 2. Binnen de maand van de datum van afsluiting van de offerteaanvraag, deelt de voorzitter van de Hoge Raad aan de kandidaat mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en informeert hij de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort ervan alsmede de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 116. § 1. Het College voor vergunning en controle beslist over de kandidaturen en kent de radiofrequenties toe aan de netwerkexploitanten binnen de drie maanden na de datum van afsluiting van de offerteaanvraag.

Hij beoordeelt de kandidaturen inzonderheid wat de volgende punten betreft :

- 1° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties;
- 2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van de transmissie van radio-omroepsignalen.

§ 2. De Hoge Raad zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsmede aan de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Onderafdeling V. — Private diensten voor analoge televisieomroep

Art. 117. Het gebruik van radiofrequenties voor de uitzending van analoge televisie-omroepdiensten wordt toegelaten door het College voor vergunning en controle onder de voorwaarden bepaald in deze onderafdeling.

Art. 118. Elke uitgever van televisie-omroepdiensten bedoeld bij dit decreet, die wenst één of meerdere radiofrequenties te gebruiken om analoog uit te zenden, richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvraag bevat de volgende punten :

- 1° de dienst waarvoor de radiofrequentie(s) aangevraagd wordt(en);
- 2° de geografische ligging van de vermoede uitzendingsplaats alsmede de antennehoogte boven de grond;
- 3° de gewenste radiofrequentie(s).

De dienstenuitgever kan aan de Regeringsdiensten vragen om de eventueel beschikbare radiofrequenties te identificeren. In dat geval moet de dienstenuitgever zich kwijten van een rekenrecht volgens de voorwaarden bepaald in artikel 101.

Art. 119. § 1. Binnen de maand van ontvangst van de aanvraag deelt de voorzitter van de Hoge Raad aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en zendt hij die aan de Regering over. Als een coördinatie van de radiofrequentie(s) nodig is, wordt de aanvrager op de hoogte gebracht van de voorzienbare termijnen voor deze coördinatie.

Indien de door de aanvrager gewenste radiofrequentie(s) overeenstemmend zijn of indien één of meer beschikbare radiofrequenties bepaald zijn, stelt de Regering de lijst vast van deze radiofrequenties door voor elke radiofrequentie de geografische ligging, de antennehoogte boven de grond, het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen te bepalen.

Binnen de maand vanaf de dag waarop de lijst vastgelegd is door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) aan de aanvrager toe.

Het College voor vergunning en controle kan geen andere radiofrequenties toekennen dan deze die door de Regering zijn voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van het bewijs dat het gebruik door een dienstenuitgever van één of meer radiofrequenties toelaat over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsmede aan de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Afdeling II. — Toekenning van radiofrequenties voor de uitzending via satelliet

Art. 120. Het gebruik van satelliet-aarde-radiofrequenties voor de uitzending van radio-omroepdiensten via satelliet wordt toegelaten door het College voor vergunning en controle onder de voorwaarden bepaald in deze afdeling.

Art. 121. Elke netwerkexploitant die één of meer satelliet-aarde-radiofrequenties wenst te gebruiken om via satelliet uit te zenden, richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvraag bevat de volgende punten :

- 1° de dienst waarvoor de radiofrequentie(s) aangevraagd wordt(en);
- 2° de plaats van de aarde-satelliet-verbinding alsmede de benaming van de exploitant die de verbinding uitvoert;
- 3° de gewenste radiofrequentie(s).

Art. 122. § 1. Binnen de maand van ontvangst van de aanvraag, deelt de voorzitter van de Hoge Raad aan de aanvrager mee dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en zendt hij die aan de Regering over.

Als de gevraagde radiofrequentie(s) beschikbaar zijn, stelt de Regering de lijst vast van deze radiofrequenties.

Binnen de maand vanaf de dag waarop de lijst werd opgesteld door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) aan de aanvrager toe.

Het College voor vergunning en controle kan geen andere radiofrequenties toekennen dan die door de Regering voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van het bewijs dat het gebruik toelaat van één of meer radiofrequenties door een dienstenverdelers over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsmede aan de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

HOOFDSTUK IV. — *Bijbehorende faciliteiten en diensten**Afdeling I. — Systemen en diensten voor voorwaardelijke toegang*

Art. 123. Alle consumentenapparatuur die te koop of te huur wordt aangeboden of anderszins ter beschikking van het grote publiek wordt gesteld en die de signalen van de digitale televisie-omroepdiensten kan ontscrembelen, moet de mogelijkheid verschaffen om dergelijke signalen te ontscrembelen volgens het gemeenschappelijk Europees scrambelalgoritme, beheerd door een erkende Europese normalisatieorganisatie, en signalen die ongescrembeld worden uitgezonden weer te geven mits, in geval van gehuurde apparatuur, de huurovereenkomst door de huurder wordt nageleefd.

Art. 124. De systemen voor voorwaardelijke toegang moeten over de nodige technische mogelijkheden beschikken voor een goedkope controleoverdracht, waardoor de verdelers in de mogelijkheid worden gesteld om toezicht uit te oefenen op de toegang van hun abonnees tot de digitale televisie-omroepdiensten volgens hun eigen systeem voor voorwaardelijke toegang.

Art. 125. Een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang, die diensten produceert en commercialiseert met het oog op de toegang tot de digitale televisie-omroepdiensten, biedt aan elke uitgever of verdeler van radio-omroepdiensten die het hem aanvraagt, de technische diensten aan waarmee hun digitale televisie-omroepdiensten kunnen worden ontvangen door de kijkers die daartoe gerechtigd zijn middels decoders die door de exploitant van het systeem voor voorwaardelijke toegang worden beheerd, op eerlijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

Wanneer de exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang andere activiteiten uitoefent, voert hij een gescheiden boekhouding voor de levering van diensten voor voorwaardelijke toegang.

Wanneer de digitale televisie-omroepdiensten geleverd worden tegen een bezoldiging vanwege de televisiekijkers, publiceren de dienstenverdelers een lijst met de tarieven voor de televisiekijkers, die rekening houdt met het al dan niet leveren van de bijbehorende apparatuur.

Art. 126. Wanneer houders van industriële eigendomsrechten inzake voorwaardelijke toegangssystemen en -producten licenties verlenen aan fabrikanten van voor het grote publiek bestemde apparatuur, dienen zij zulks te doen op eerlijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden. De houders van rechten mogen het verlenen van licenties, waarbij rekening wordt gehouden met de technische en commerciële factoren, niet doen afhangen van voorwaarden waardoor het verboden, ontraden of onaantrekkelijk gemaakt wordt om in het betrokken product :

1° ofwel een gemeenschappelijke interface in te bouwen die aansluiting op meerdere andere toegangssystemen mogelijk maakt;

2° ofwel tot een ander toegangssysteem behorende middelen in te bouwen, wanneer de licentiehouders zich houdt aan de redelijke en passende voorwaarden inzake de beveiliging van de transacties van de exploitanten van voorwaardelijke toegangssystemen.

Afdeling II. — Elektronische programmagidsen en andere bijbehorende faciliteiten

Art. 127. Na advies van de Hoge Raad en binnen de perken van wat nodig is voor het garanderen van de toegang van de eindgebruikers tot het geheel van digitale radio-omroepdiensten beschikbaar binnen de Franse Gemeenschap, kan de Regering voorwaarden vastleggen betreffende de installatie, de toegang en de presentatie van de elektronische programmagidsen gebruikt in het kader van de digitale radio-omroep.

Deze voorwaarden kunnen de volgende vereisten inhouden :

1° de installatie, op de ontvangtoestellen voor digitale radio-omroep, van een elektronische gids voor basisprogramma's die in staat is een dienst op te zoeken op het geheel van beschikbare diensten zonder enige discriminatie uit te voeren;

2° het behoud van een eervolle en effectieve concurrentie wat betreft de toegang van de dienstenuitgevers tot de elektronische programmagidsen;

3° het respect van pluralisme en de naleving van het niet-discriminatieprincipe wat betreft de presentatie van de beschikbare diensten door de elektronische programmagidsen.

Art. 128. Na advies van de Hoge Raad en binnen de perken van wat nodig is voor het garanderen van de toegang van de eindgebruikers tot het geheel van digitale radio-omroepdiensten beschikbaar binnen de Franse Gemeenschap, kan de Regering voorwaarden vastleggen voor de exploitanten die een digitale televisieontvangerbestand controleren en aan de dienstenuitgevers een rechtvaardige, redelijke en niet-discriminerende toegang garanderen tot de faciliteiten van deze toestellen zodat de door elke uitgever voorgestelde diensten door die toestellen ontvangen zouden worden.

Afdeling III. — Andere bijbehorende faciliteiten

Art. 129. Elk televisieontvangtoestel dat beschikt over een integraal beeldscherm waarvan de zichtbare diagonaal groter dan 42 centimeter is en dat te koop of te huur op de markt wordt aangeboden, moet voorzien zijn van ten minste één door een erkende Europese normalisatieorganisatie genormaliseerde aansluitbus met open interface, die het zonder meer mogelijk maakt randapparaten, met name verdere decoders en digitale ontvangers, aan te sluiten.

Elk digitaal televisieontvangtoestel met een beeldscherm waarvan de diagonaal meer dan 30 centimeter bedraagt en dat op de markt te koop of te huur wordt aangeboden, moet voorzien zijn van ten minste één door een erkende Europese normalisatieorganisatie genormaliseerde aansluitbus met open interface of van een aansluitbus die conform is met een norm die door een dergelijke organisatie werd erkend, en die het zonder meer mogelijk maakt randapparatuur aan te sluiten en in staat is alle elementen van een digitaal televisiesignaal over te dragen, met inbegrip van de informatie betreffende de diensten met interactieve en voorwaardelijke toegang.

TITEL VII. — Hoge Raad

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 130. Er wordt een "Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française de Belgique" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap van België) opgericht, die een onafhankelijke bestuursoverheid is met een rechtspersoonlijkheid en die belast is met de regulering van de radio-omroep in de Franse Gemeenschap, hierna de « Hoge Raad » genoemd.

De zetel van de Hoge Raad is gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De Hoge Raad kan geen commerciële activiteiten uitoefenen.

Art. 131. De Hoge Raad is samengesteld uit twee colleges, een bureau en een onderzoekssecretariaat.

De twee colleges zijn :

1° het college voor advies,

2° het college voor vergunning en controle.

De plenaire vergadering van de Hoge Raad is samengesteld uit de leden van het bureau, de andere leden van het College voor advies en van het College voor vergunning en controle.

HOOFDSTUK II. — Colleges

Afdeling I. — Opdrachten en bevoegdheden van de Colleges

Onderafdeling I. — College voor advies

Art. 132. § 1. Het College voor advies heeft als opdracht :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over elke vraag in verband met de audiovisuele sector, met inbegrip van de reclamecommunicatie, met uitzondering van de vragen die onder de bevoegdheid van het College voor vergunning en controle ressorteren;

2° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de wijzigingen in decreten en verordeningen die volgens hem noodzakelijk zullen zijn als gevolg van de technologische, economische, sociale en culturele evolutie van de activiteiten van de audiovisuele sector, alsook van het Europees en internationaal recht;

3° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de naleving van de democratische regels betreffende de rechten en fundamentele vrijheden die door de Grondwet worden gewaarborgd, inzonderheid het niet-discriminatie-beginsel;

4° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de bescherming van kinderen en adolescenten in de radio-omroepdiensten;

5° reglementen opstellen en bijhouden over de reclamecommunicatie, over het respect van de menswaardigheid, over de bescherming van minderjarigen en over de politieke informatie tijdens verkiezingsperioden. Om een verplicht karakter te krijgen, zullen deze reglementen door de Regering moeten worden goedgekeurd.

§ 2. Wanneer de adviezen gevraagd worden door de Raad of de Regering van de Franse Gemeenschap, brengt het College deze binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van versturing van de aanvraag. De Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap kunnen het College om advies vragen volgens de urgentieprocedure. In dat geval wordt het advies binnen de maand uitgebracht.

Onderafdeling II. — College voor vergunning en controle

Art. 133. § 1. Het College voor vergunning en controle heeft inzonderheid als opdracht :

1° de door dit decreet bedoelde dienstenuitgevers toe te laten, met uitzondering van de plaatselijke televisieomroepen en van de RTBF;

2° het gebruik van radiofrequenties toe te laten;

3° een advies uit te brengen voorafgaand aan de toelating door de Regering van plaatselijke televisie-omroepen;

4° een advies uit te brengen voorafgaand aan elk ontwerp van overeenkomst te sluiten tussen de Regering en een dienstenuitgever;

5° een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit het beheerscontract van de RTBF en de verplichtingen van de plaatselijke televisieomroepen;

6° een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 41, 42 en 43;

7° een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomsten gesloten tussen de Regering en de dienstenuitgevers die het recht op een verplichte verdeling genieten;

8° een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen van de dienstenverdelers;

9° algemene of bijzondere aanbevelingen te formuleren;

10° elke overtreding van wetten, decreten en verordeningen in de radio-omroepsector vast te stellen alsook elke niet-naleving van verbintenissen die voortvloeien uit een overeenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een dienstenuitgever, uit het beheerscontract van de RTBF alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van een antwoord op de offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet;

11° de relevante markten, de marktmachtige netwerkexploitanten en hun verplichtingen bepalen overeenkomstig de in de artikelen 90 tot 96 bedoelde procedure.

§ 2. De Regering kan zich wenden tot het College voor vergunning en controle, door toedoen van het secretariaat-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, betreffende elke nalatigheid die een overtreding uitmaakt.

§ 3. Voor de in 5°, 6° en 7° van § 1 bedoelde adviezen, brengt het College een advies, op eigen initiatief, minstens één keer per jaar, uit.

§ 4. Tenzij anders door dit decreet bepaald wordt, wanneer de adviezen door de Regering aangevraagd worden, brengt het College deze uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van versturing van de aanvraag. De Regering kan het College om advies vragen volgens de urgentieprocedure. In dit geval wordt het advies binnen de maand uitgebracht.

Als het advies niet binnen de termijnen bepaald in deze paragraaf wordt uitgebracht, dan wordt het advies als gunstig geacht voor de in 3° en 4° van § 1 bedoelde adviezen.

§ 5. De vergunningen gegeven krachtens § 1, 1° en 2° door het College voor vergunning worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Het College voor vergunning en controle kan van elke privé-persoon of elk overheidsbestuur alle informatie vragen die nodig is voor de vervulling van zijn opdrachten.

Art. 134. De Regering kan bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring, tot opschorting en met dringend karakter instellen tegen een beslissing van het College voor vergunning en controle genomen bij toepassing van artikel 133, §1, 1° en 2°, die hij als strijdig acht met dit decreet of met de besluiten terzake.

Afdeling II. — Samenstelling van de colleges

Onderafdeling I. — College voor advies

Art. 135. § 1. Buiten de 4 leden van het bureau bedoeld in artikel 139, § 1, is het College voor advies samengesteld uit dertig werkende leden die door de Regering worden aangesteld. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger benoemd, die afkomstig is uit dezelfde socio-professionele categorie. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden duurt vier jaar en is vernieuwbaar.

Onverminderd de bepalingen bedoeld bij artikel 139, § 1, worden de 34 werkende leden en de 30 plaatsvervangende leden aangesteld met inachtneming van artikel 7 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Het lid dat ermee ophoudt zijn ambt uit te oefenen voor het einde van zijn mandaat, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger. Deze voleindigt het lopende mandaat.

Telkens als hij verhinderd is, verzoekt het werkend lid zijn plaatsvervanger om zitting te houden. De voorzitter stelt het ontslag van een lid van ambtswege vast na zes opeenvolgende ongewettigde afwezigheden.

De werkende en plaatsvervangende leden van het College voor advies worden door de Regering afgezet, op haar initiatief of op de voordracht van het College voor advies.

Er is aanleiding tot afzetting :

1° om redenen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek;

2° bij niet-naleving van de regels betreffende de onverenigbaarheden bedoeld bij het decreet en vastgesteld door de plenaire vergadering, als de betrokkenen gehoord zijn in hun middelen.

3° bij niet-naleving van de deontologische regels die zijn vastgesteld door het College voor advies bij toepassing van artikel 142, §2.

§ 2. De leden en hun plaatsvervanger worden gekozen uit de personen die behoren of hebben behoord tot een van de volgende socio-professionele categorieën :

1° de professionelen uit de audiovisuele sector;

2° de filmsector en de onafhankelijke producenten van audiovisuele programma's;

3° de vennootschappen met auteursrechten en naburige rechten;

4° de uitgevers van private diensten van klankradio-omroep;

5° de plaatselijke televisiezenders;

6° de RTBF;

7° de private uitgevers van televisie-omroepdiensten;

8° de verdelers van radio-omroepdiensten en de netwerkexploitanten;

9° de beroepen in verband met reclame;

10° de adverteerders;

11° de vereniging voor permanente opvoeding of de jeugdverenigingen;

12° de verenigingen voor de bescherming van de consumenten, de televisiekijkers en de radioluisteraars;

13° de representatieve werknemersorganisaties van voornoemde sectoren die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die zitting heeft in de Nationale Arbeidsraad;

14° de uitgeversmaatschappijen voor pers en boekwezen;

15° de beroepsjournalisten erkend met toepassing van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist.

Elk van de hierboven vermelde socio-professionele categorieën telt ten minste één werkend lid.

§ 3. De Regering legt de statuten vast van de werkende en plaatsvervangende leden van het College voor advies.

§ 4. De hoedanigheid van werkend en plaatsvervangend lid van het College voor advies is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van een uitvoerende macht op Europees, federaal, Gemeenschaps- of Gewestvlak;

2° de hoedanigheid van lid van een kabinet van een uitvoerende macht op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak;

3° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- of Gewestvlak of van parlamentslid;

4° het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid vervat zijn in het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

5° de hoedanigheid van lid van het College voor vergunning en controle, met uitzondering van de voorzitter en ondervoorzitters.

§ 5. Gedurende vier jaar, wonen de uittredende voorzitter en ondervoorzitters de vergaderingen van het College voor advies met adviserende stem bij. De onverenigbaarheden bedoeld in § 4 van dit artikel zijn op hen toepasselijk.

Onderafdeling II. — College voor vergunning en controle

Art. 136. § 1. Buiten de 4 leden van het bureau bedoeld in artikel 139, § 1, is het College voor vergunning en controle samengesteld uit zes leden. Hun mandaat duurt vier jaar en is hernieuwbaar. Bij vervanging van een lid voleindigt de plaatsvervanger het lopende mandaat.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 139, § 1, worden de tien leden aangesteld met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt. Van de zes leden bedoeld in het vorige lid, worden er drie aangesteld door de Raad van de Franse Gemeenschap. De Regering vervolledigt het College nadat de eerste drie leden aangewezen zijn door de Raad van de Franse Gemeenschap.

De leden van het College voor vergunning en controle worden gekozen onder de personen die erkend zijn voor hun bevoegdheden in de het domein van de rechten, de audiovisuele sector en de communicatiesector.

De voorzitter stelt het ontslag van ambtswege van een lid vast, nadat dit lid zes keer opeenvolgend afwezig is geweest.

De leden van het College voor vergunning en controle worden afgezet door de Raad van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Regering. De Regering stelt de herroeping voor op eigen initiatief of op de voordracht van het College voor vergunning en controle.

Er is aanleiding tot afzetting :

- 1° om redenen die voortvloeiën uit de toepassing van artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 2° bij niet-naleving van de regels betreffende de onverenigbaarheden bedoeld bij het decreet en vastgesteld door de plenaire vergadering, terwijl de betrokkenen gehoord zijn in hun verdedigingsmiddelen;
- 3° bij niet-naleving van de deontologische regels vastgesteld door het College voor vergunning en controle bij toepassing van artikel 142, § 2.

§ 2. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een uitvoerende macht op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak;
- 2° de hoedanigheid van lid van een kabinet van een uitvoerende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak;
- 3° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak of van parlamentsattaché;
- 4° de hoedanigheid van provinciegouverneur, arrondissementscommissaris, lid van een bestendige deputatie of provincieraadslid;
- 5° de hoedanigheid van houder van een mandaat van burgemeester, schepenen of voorzitter van een O.C.M.W.;
- 6° de uitoefening van elk ambt dat een conflict betreffende persoonlijke of functionele belangen kan doen ontstaan, wegens :

de hoedanigheid van lid van het personeel of van de raad van bestuur van de RTBF of van een dienstuitgever; de uitoefening van een ambt of het bezit van aandelen in een maatschappij of elke organisatie die een activiteit uitoefent die een rechtstreekse concurrentie uitmaakt met maatschappijen of organisaties van de audiovisuele sector;

7° het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid vervat zijn in het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

8° met de hoedanigheid van lid van het College voor advies, de voorzitter en ondervoorzitters uitgezonderd.

§ 3. Wanneer het betrokken lid weet dat zijn persoon de oorzaak van wraking kan zijn of van het mogelijk ontstaan van een belangenconflict in verband met het onderwerp waarover het College voor vergunning en controle zal beraadslagen en beslissen, neemt het geen deel aan de debatten en de beraadslaging. De niet-naleving van die regel wordt beschouwd als een overtreding van de beroepscode bedoeld in artikel 142, § 2.

§ 4. De Regering stelt de statuten vast van de leden van het College voor vergunning en controle.

HOOFDSTUK III. — Bureau

Art. 137. § 1. Het bureau kan autonoom alle handelingen uitvoeren die noodzakelijk of nuttig zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Hoge Raad en zijn bestuur. Hij vertegenwoordigt hem in gerecht en tegenover derden. Hij kan contracten sluiten in zijn naam.

Het bureau bepaalt de omvang van de bevoegdheden die het aan één of meer van zijn personeelsleden delegeert, alsmede de vorm en de nadere regels van deze delegatie. Het bureau kan inzonderheid het dagelijks beheer van de Hoge Raad, de vertegenwoordiging betreffende dit beheer en de uitvoering van zijn beslissingen delegeren.

§ 2. Het bureau coördineert en organiseert de werkzaamheden van de Hoge Raad, zorgt ervoor dat de adviezen in overeenstemming zijn met het intern, Europees of internationaal recht, en lost de conflicten van alle aard op die tussen de colleges ontstaan.

Het bureau neemt alle contacten op met de internationale, federale, Gemeenschaps- en Gewestoverheden, die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

§ 3. Het bureau werft het personeel van de Hoge Raad aan.

De adviseurs en attachés van het onderzoekssecretariaat worden door het bureau aangeworven op advies van de onderzoekssecretaris. De leden van het onderzoekssecretariaat zijn licentiaat in de rechten of hebben een beroepservaring in de audiovisuele sector.

Wat de ambten van adviseur en attaché betreft, zal er een beroep gedaan worden op personen die aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst krachtens de bepalingen bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn.

Voor de andere ambten stelt de Regering het personeelsstatuut vast.

Art. 138. § 1. Het bureau kan aan de Regering alle aanbevelingen meedelen die nuttig zijn voor de vervulling van de opdrachten van de Hoge Raad.

Het kan van de diensten van de Regering alle inlichtingen of verslagen vragen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdrachten van de Raad en de Colleges.

Het bureau kan eveneens een beroep doen op buitendiensten of op deskundigen, om de Hoge Raad en de colleges bij de uitoefening van hun opdrachten bij te staan.

§ 2. De Regering brengt het bureau op de hoogte van het gevolg dat zij geeft aan zijn adviezen. Het bureau verwittigt daar elk van de betrokken colleges van.

Art. 139. § 1. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de eerste, de tweede en de derde ondervoorzitter van de Hoge Raad. Deze worden aangesteld door de Regering voor een vernieuwbaar mandaat van vijf jaar met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

§ 2. De onverenigbaarheden bedoeld bij artikel 136, § 2, zijn van toepassing op de voorzitter en de ondervoorzitters.

§ 3. De Regering vervangt de voorzitter of een ondervoorzitter bij ambtsneerlegging voor het einde van zijn mandaat. De vervanger volëindigt het lopende mandaat.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Hoge Raad leggen de eed af in handen van de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort. De andere leden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de Hoge Raad. De tekst van de eedaflegging is deze die bepaald is bij het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

§ 5. De voorzitter en de ondervoorzitters kunnen worden afgezet door de Raad van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Regering. Ze kunnen worden afgezet om dezelfde redenen als die bedoeld in artikel 136, § 1.

§ 6. De Regering stelt het statuut vast van de leden van het bureau.

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoekssecretariaat*

Art. 140. § 1. Het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad ontvangt de klachten die aan de Hoge Raad worden gericht. Het kan op eigen initiatief elke in artikel 156 bedoelde overtreding of niet-naleving vaststellen. Hij onderzoekt de dossiers.

§ 2. Het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad wordt geleid door de onderzoekssecretaris onder het gezag van het bureau.

§ 3. De onderzoekssecretaris wordt aangesteld door de Regering voor een mandaat van vijf jaar. De Regering stelt het statuut van de onderzoekssecretaris vast.

Art. 141. De in artikel 136, § 2, bedoelde onverenigbaarheden zijn van toepassing op de personeelsleden van de Hoge Raad.

De personeelsleden van de Hoge Raad zijn verplicht de beroepscode na te leven die in de huishoudelijke reglementen van de Hoge Raad uitgevaardigd zijn.

HOOFDSTUK V. — *Dienst en werking*

Art. 142. § 1. De Hoge Raad stelt bij een voltallige vergadering zijn huishoudelijk reglement vast. Dat reglement bepaalt namelijk de vergaderplaats van de plenaire vergadering, de nadere regels voor de bijeenroeping van de leden, de beraadslaging en de mededeling van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 143.

Daarenboven stelt het de te volgen procedure vast voor de vastlegging van de onverenigbaarheden van de leden van het bureau, het college voor advies en het college voor vergunning en controle en voor het verhoor van die, overeenkomstig de artikelen 135, § 1, zesde lid, 2°, en 136, § 1, zesde lid, 2°.

§ 2. Elk college stelt eveneens zijn huishoudelijk reglement vast, dat inzonderheid de werkingsregels uitvaardigt, alsook de beroepscode en, zo nodig, de regels betreffende de vermelding van de minderhedenstandpunten, alsmede de regels betreffende de publiciteit van de adviezen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt eveneens de procedure die te volgen is door een college dat het ontslag van één van zijn leden aan de Regering voorlegt met inbegrip van de afzettingen gebaseerd op een onverenigbaarheid die door de plenaire vergadering behoorlijk wordt vastgesteld.

Het huishoudelijk reglement kan ook de bijeenroepingswijzen en -termijnen en de wijzen van beraadslagen en beslissen van de colleges bepalen, wanneer het aanwezigheidsquorum en het quorum voor de beraadslaging en beslissing bedoeld in artikel 145 niet bereikt zijn.

Het huishoudelijk reglement moet ten minste bepalen dat de colleges voor een nieuwe vergadering kunnen worden bijeengeroepen binnen een minimumtermijn van vijf werkdagen.

Het huishoudelijk reglement van het College voor vergunning en controle bepaalt namelijk de nadere regels voor de toepassing van de artikelen 158 en 159 en stelt de bepalingen vast betreffende de transparantie van de belangen van zijn leden in de audiovisuele sector.

§ 3. Het bureau stelt een huishoudelijk reglement vast. Deze regelt namelijk de nadere regels voor de bijeenroeping voor vergaderingen, de bevoegdheidsdelegaties bedoeld in artikel 137, § 1, en de stemoverdracht bedoeld in artikel 146 alsmede de openbaarheid van de werkzaamheden van de Hoge Raad, uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van het bureau, en de nadere regels voor de werking van het onderzoekssecretariaat.

§ 4. De huishoudelijke reglementen worden door de Regering goedgekeurd.

Art. 143. De plenaire vergadering van de Hoge Raad wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Zij wordt minstens één keer per jaar bijeengeroepen om het activiteitenverslag goed te keuren.

Het activiteitenverslag bevat onder meer :

- 1° een verslag over de uitvoering van zijn opdrachten;
- 2° een verslag over het beleid gevoerd inzake de sancties.

Na zijn goedkeuring wordt het activiteitenverslag aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan de Regering meegegeeld.

Art. 144. § 1. De voorzitter van de Hoge Raad zit van rechtswege de Colleges voor. De ondervoorzitters zijn stemgerechtigd bij alle vergaderingen van de Colleges. Bij verhindering van de voorzitter wordt deze vervangen door één van de ondervoorzitters. Het huishoudelijk reglement van het college stelt de nadere regels voor die vervanging vast.

§ 2. Twee gemachtigden van de Regering en de Secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens gemachtigde, wonen de werkzaamheden van het College voor advies met adviserende stem bij.

De Secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens gemachtigde, woont de werkzaamheden van het College voor vergunning en controle bij, behalve wanneer hij de in artikel 133, § 1, 10°, bedoelde bevoegdheid uitoefent.

Daarenboven nemen drie gemachtigden van de Raad voor media-opvoeding deel aan de werkzaamheden van het College voor advies met een adviserende stem.

Art. 145. Elk College wordt door de voorzitter of zijn plaatsvervanger bijeengeroepen. Elk College stelt de agenda vast op de voordracht van de voorzitter.

Het College voor advies beraadslaagt en besluit slechts geldig wanneer de helft van de leden aanwezig zijn.

Het College voor vergunning en controle beraadslaagt en beslist slechts geldig wanneer zeven van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de Colleges worden genomen bij de meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 146. Het bureau wordt door zijn voorzitter of diens plaatsvervanger bijeengeroepen. De oproepingsbrief bevat de agenda.

Het beraadslaagt en beslist geldig bij meerderheid wanneer drie van de leden aanwezig zijn. Hoogstens twee leden kunnen echter schriftelijk hun stemming schriftelijk overdragen aan een ander lid van het bureau. Een lid mag niet over meer dan een overdracht beschikken.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 147. De voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de colleges, alsmede het geheel van de personeelsleden zijn tot geheimhouding verplicht voor de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis hebben kunnen nemen naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt, onder voorbehoud van wat nodig is voor het opstellen van de akten en verslagen die moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 458 van het Strafwetboek over het beroepsgeheim is van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Geldmiddelen*

Art. 148. § 1. De Hoge Raad heeft als geldmiddelen :

- 1° De jaarlijkse dotatie van de Franse Gemeenschap;
- 2° De bijkomende specifieke dotatie;
- 3° De giften en legaten die hij krijgt;
- 4° De inkomsten van zijn eigen goederen.

§ 2. De Regering sluit met de Hoge Raad een financieringscontract, dat voor een periode van vijf jaar het bedrag vastlegt van de dotatie die aan de Hoge Raad wordt toegekend. Deze dotatie wordt jaarlijks op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken en wordt geïndexeerd volgens de regels die in het financieringscontract nader bepaald zijn.

§ 3. Elk jaar kent de Franse Gemeenschap in voorkomend geval de Hoge Raad een specifieke bijkomende dotatie toe. Deze dekt de schadevergoeding betaald door de Hoge Raad wegens zijn eventuele aansprakelijkheid voor feiten die behoren tot de uitvoering van de opdrachten bedoeld in de artikelen 156 tot 160. De specifieke dotatie zal slechts gestort worden als het bedrag van deze schadevergoeding niet gedekt kan worden door de andere geldmiddelen van de Hoge Raad.

HOOFDSTUK VII. — *Controle*

Art. 149. § 1. De Regering stelt één van de commissarissen van de Regering aan, bedoeld in het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, voor de controle op de Hoge Raad. Deze commissaris zorgt voor het goede administratief en financieel beheer van de Hoge Raad.

In afwijking van het in lid 1 bedoelde decreet, woont de Commissaris slechts de vergaderingen van het bureau van de Hoge Raad bij.

Het bureau deelt elk document mee dat nuttig is voor de uitoefening van de opdrachten van de commissaris.

Bovendien kan de commissaris beschikken over elk document dat hij nuttig acht voor de uitoefening van zijn opdrachten.

§ 2. In afwijking van het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, kan de commissaris slechts een beroep indienen bij de Regering voor beslissingen betreffende het administratief en financieel beheer en de werking van de Hoge Raad die hij als strijdig acht met de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten of als hij denkt dat ze het financieel evenwicht van de Hoge Raad in gevaar brengen.

Art. 150. § 1. Het financieel beheer van de Hoge Raad wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. De controle op de jaarlijkse rekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarlijkse rekeningen vast te stellen zijn, wordt toevertrouwd aan een commissaris der rekeningen.

De Regering benoemt de commissaris der rekeningen onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De commissaris der rekeningen legt minstens één keer per jaar een verslag aan het bureau van de Hoge Raad voor.

§ 3. Uiterlijk op 30 juni zendt het bureau een jaarlijks beheersverslag over aan de Regering, met inzonderheid een synthese van de jaarlijkse rekeningen, de voornaamste financiële gegevens van het afgelopen jaar, de balansen en het verslag van de commissaris der rekeningen.

TITEL VIII. — Sancties

HOOFDSTUK I. — Strafrechtelijke en burgerrechtelijke sancties

Afdeling I. — Strafrechtelijke sancties

Art. 151. Met gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met geldboete van minstens 26 euro, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft, hij die bewust een radio-omroepdienst zal hebben uitgegeven of een radiofrequentie zal hebben gebruikt zonder de vergunningen bedoeld bij dit decreet te hebben ontvangen of wanneer deze vergunningen opgeschort, ingetrokken of vervallen zijn.

Art. 152. Met gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met geldboete van ten minste 26 euro, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft, hij die bewust een radio-omroepdienst zal hebben uitgezonden die strijdig is met artikel 9.

Art. 153. § 1. Met gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met geldboete van ten minste 26 euro, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft, hij die :

- 1° aan het vervaardigen, invoeren, verdelen, verkopen, verhuren of bezitten van een illegale uitrusting deelneemt;
- 2° aan de installatie, het onderhoud of de vervanging van een illegale uitrusting deelneemt;
- 3° elk communicatiemiddel gebruikt om een illegale uitrusting rechtstreeks of onrechtstreeks te promoten;
- 4° een illegale uitrusting gebruikt.

§ 2. De inbeslagneming van een illegale uitrusting wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 42 van het Strafwetboek.

Art. 154. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 inbegrepen, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in de artikelen 151, 152 en 153.

Afdeling II. — Burgerrechtelijke sancties

Art. 155. Onverminderd de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel, kan de voorzitter van deze het bestaan vaststellen en de beëindiging van elke in artikel 153 bedoelde handeling bevelen.

De vordering wordt opgesteld en behandeld volgens het kort geding.

Er wordt over de vordering rechtgesproken onverminderd elke vervolging wegens dezelfde feiten voor een Strafgerecht.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande hoger beroep en zonder borgstelling, behalve als de rechter bevolen heeft dat er één zou moeten geschieden.

Naast de beëindiging van de betwiste handeling, kan de voorzitter van de rechtbank van koophandel, zoals hij het best acht, de publicatie van het geheel of een gedeelte van het vonnis ten koste van de overtreder bevelen.

De overtreder kan daarenboven veroordeeld worden tot de inbeslagneming van de illegale uitrusting of, in voorkomend geval, tot de betaling van een bedrag dat gelijk is aan de prijs van de reeds afgestane illegale uitrusting.

HOOFDSTUK II. — Administratieve sancties

Art. 156. § 1. Wanneer hij een overtreding van wetten, decreten en verordeningen vaststelt inzake radio-omroep, inzonderheid deze die bepaald zijn in artikel 132, § 1, 5°, goedgekeurd door de Regering, of de niet-naleving vaststelt van de verplichtingen die voortvloeien uit een overeenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de dienstenuitgevers, uit het beheerscontract van de RTBF alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van het antwoord op een offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet, kan het College voor vergunning en controle, met inachtname van de in artikel 158 bedoelde procedure, één van de volgende sancties uitroepen :

1° de waarschuwing;

2° de publicatie, volgens de door hem vastgelegde voorwaarden, over de aangeklaagde dienst of in elke andere periodieke publicatie of beide en ten koste van de overtreder, van een mededeling die aantoonde dat het College voor vergunning en controle een overtreding heeft vastgesteld die door de mededeling wordt bekendgemaakt;

3° de schorsing van het betwiste programma;

4° de intrekking van het betwiste programma;

5° de schorsing van de vergunning voor een maximumduur van zes maanden;

6° onverminderd § 3, de schorsing van de verdeling van de betwiste dienst;

7° een geldboete waarvan het bedrag niet lager dan 250 EUR mag zijn noch 3 % hoger dan de jaarlijkse omzet, belasting niet inbegrepen;

In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar, wordt dat bedrag opgevoerd tot 5 % van de jaarlijkse omzet, belasting niet inbegrepen;

De geldboetesanctie mag op bijkomstige wijze naast de sancties bedoeld in deze paragraaf worden opgelegd.

8° de intrekking van de vergunning.

§ 2. Onverminderd §3, bij dreiging van ernstig en moeilijk herstelbaar nadeel, kan het College voor vergunning en controle de verdeling van een dienst opschorten voor een periode die niet langer dan 15 dagen mag zijn.

§ 3. Het College voor vergunning en controle kan voorlopig en mits naleving van de hierna bepaalde procedure, de verdeling opschorten van de televisie-omroepdiensten bedoeld in artikel 83, § 1, 3° en 4°, wanneer ze twee keer in twaalf maanden duidelijk en ernstig artikel 9 hebben overtreden.

In dat geval brengt het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever en de Europese Commissie op de hoogte van de aangeklaagde overtredingen.

Als geen enkele minnelijke schikking gebeurt binnen een termijn van veertien dagen vanaf de hierboven bedoelde bekendmaking en als de overtreding verder wordt begaan, kan het College voor vergunning en controle de verdeling van de betwiste dienst voorlopig opschorten.

Art. 157. De Regering stelt binnen haar diensten één of meer ambtenaren aan die worden belast met de invordering van de aldus krachtens artikel 156, § 1, verschuldigde geldboeten, door middel van een dwangbevel dat zij bevoegd zijn op te stellen. Dat dwangbevel is uitvoerbaar binnen acht dagen na de kennisgeving ervan aan de geldboeteschuldige. Het wordt door een gerechtsdeurwaarder uitgevoerd in de vormen bepaald in het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van het dwangbevel kan alleen door een met redenen omkleed verzet met dagvaarding voor het gerecht worden opgeschort. Op straffe van verval, wordt dat verzet aangetekend bij een exploit dat betekend wordt aan het kabinet van de minister-president van de Franse Gemeenschap binnen de maand na de kennisgeving van het dwangbevel.

De vordering wordt gebracht voor de rechtbank in het rechtsgebied waarvan de maatschappelijke zetel van de geldboeteschuldige gelegen is.

Art. 158. § 1. Zodra een klacht of een feit, die/dat mogelijk een in artikel 156, § 1, bedoelde schending of overtreding kan uitmaken, ter kennis van de Hoge Raad wordt gebracht, wint het onderzoekssecretariaat inlichtingen in en beslist het over de ontvankelijkheid van het dossier.

Als het dossier ontvankelijk is, zorgt het onderzoekssecretariaat voor het onderzoek ervan. Het onderzoekssecretariaat kan de zaak seponeren.

Elke maand deelt het onderzoekssecretariaat aan het College voor vergunning en controle informatie mee over de dossiers die bij de Hoge Raad zijn ingediend.

Het College voor vergunning en controle kan beslissingen betreffende de niet-ontvankelijkheid en het seponeren door het onderzoekssecretariaat aan zich trekken.

Het onderzoeksverslag wordt aan het College voor vergunning en controle overgezonden.

§ 2. Het College voor vergunning en controle deelt zijn grieven en het verslag mede aan de overtreder. Deze beschikt over een termijn van één maand om inzage van het dossier te krijgen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen.

§ 3. De overtreder wordt verzocht te verschijnen op de datum die door de voorzitter wordt bepaald en bij een ter post aangetekend schrijven wordt meegedeeld. Hij kan zich door een raadsman laten vertegenwoordigen. Het College voor vergunning en controle kan iedere persoon horen die er nuttig toe kan bijdragen informatie te verstrekken.

§ 4. Het College voor vergunning en controle neemt een met redenen omklede beslissing binnen de zestig dagen na de afsluiting van de debatten. Die wordt bij een ter post aangetekend schrijven meegedeeld.

Het College voor vergunning en controle kan bij verstek beslissen.

§ 5. Wanneer een beslissing bij verstek is uitgesproken, kan de overtreder verzet aantekenen bij een ter post aangetekend schrijven binnen veertien dagen na de datum van kennisgeving van de beslissing die door het College voor vergunning en controle werd getroffen.

Een nieuwe datum om te verschijnen wordt bepaald. Verschijnt de overtreder opnieuw niet, dan mag hij geen verzet meer aantekenen.

§ 6. De zittingen van het College voor vergunning en controle zijn openbaar. Bij een met redenen omklede beslissing of op eigen initiatief of op aanvraag van de betrokkenen, kan het College voor vergunning en controle bevelen dat de debatten achter gesloten deuren zullen plaatsvinden.

Art. 159. In dringende gevallen en wanneer er een dreiging van ernstig en moeilijk herstelbaar nadeel is, in afwijking van artikel 158, kan de voorzitter van de Hoge Raad of zijn plaatsvervanger, zodra hij op de hoogte is van een feit dat een overtreding of een schending bedoeld in artikel 156, § 1, zou kunnen uitmaken, de betrokken personen bijeenroepen op door hem gekozen dag en uur, zelfs op feestdagen. De oproeping houdt de bekendmaking van de grieven in. Het onderzoekssecretariaat wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van de toepassing van de urgentieprocedure.

De overtreder en de onderzoekssecretaris of zijn vertegenwoordiger kunnen op de zitting schriftelijke opmerkingen neerleggen. De voorzitter kan de zitting opschorten om de overtreder en de onderzoekssecretaris of zijn plaatsvervanger de mogelijkheid te bieden om er kennis van te nemen. Wanneer de voorzitter een sanctie uitspreekt tegen een overtreder, moet het college voor vergunning en controle, met inachtneming van de in artikel 158 bedoelde procedure, zich over de beslissing van de voorzitter uitspreken binnen de 3 maanden vanaf de bekendmaking van de beslissing aan de overtreder. Indien dit niet geval is, wordt de beslissing van de voorzitter nietig. De voorzitter of zijn plaatsvervanger, die de beslissing volgens de urgentieprocedure heeft meegedeeld, kan niet zetelen op het College voor vergunning en controle tijdens het onderzoek van deze beslissing.

Art. 160. § 1. Met het oog op de vervulling van de opdrachten die hem toevertrouwd zijn, kan het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad :

1° zonder zich te moeten verplaatsen, zowel van de administraties als van de natuurlijke of rechtspersonen of personen die radio-omroepdiensten uitgeven of verdelen die bedoeld zijn bij dit decreet, van reclameregies, reclameagenschappen en adverteerders betrokken bij de uitzending van commerciële mededelingen door één van de vermelde uitgevers of van een gelijkaardige handeling, alle inlichtingen inwinnen om zich te vergewissen van de nakoming van de verplichtingen die aan de houders van een vergunning opgelegd zijn;

2° bij dezelfde natuurlijke of rechtspersonen onderzoeken uit te voeren volgens door de Regering nader te bepalen regels.

§ 2. De Regering kan uit het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad beëdigde ambtenaren aanstellen die bevoegd zijn om processen-verbaal op te maken die gelden totdat het tegendeel bewezen is. Deze ambtenaren leggen de eed af, overeenkomstig artikel 572 van het Gerechtelijk Wetboek.

TITEL IX. — Steunfonds voor creatie op radio

Art. 161. De dienstenuitgevers die beschikken over een vergunning als netwerkradio en de uitgevers van klankradio-omroepdiensten verdeeld op een digitaal klankradio-omroepnetwerk die een vergunning krachtens dit decreet hebben verkregen, dragen jaarlijks bij in de financiering van het Steunfonds voor creatie op radio.

Het bedrag van deze bijdrage is :

- 30.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 0 en 4 miljoen euro ligt;
- 90.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 4 en 8 miljoen euro ligt;
- 150.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 8 en 12 miljoen euro ligt;
- 210.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 12 en 16 miljoen euro ligt;
- 270.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 16 en 20 miljoen euro ligt;
- 330.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever tussen 20 en 24 miljoen euro ligt;
- 390.000 euro als het omzetcijfer van de dienstenuitgever boven 24 miljoen euro ligt.

De forfaitaire bedragen en de schalen van de omzetcijfers bedoeld in het vorige lid zijn jaarlijks aanpasbaar op basis van de evolutie van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

Onder omzetcijfer moet verstaan worden de bruto bedragen, zonder omzet en belastingen op de toegevoegde waarde, van de reclames betaald door de adverteerders aan de dienstenuitgever en, in voorkomend geval, aan zijn exploitanten of aan zijn reclameregie en, in voorkomend geval, aan de reclameregies van de exploitanten, voor de uitzending van hun reclameberichten.

Voor het eerste vergunningsjaar draagt de dienstenuitgever bij in het Steunfonds voor creatie op radio op basis van het provisioneel financieel plan dat door hem wordt ingediend bij de invoering van zijn aanvraag om vergunning.

§ 2. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar stelt de Hoge Raad voor elke in § 1 bedoelde dienstenuitgever het omzetcijfer vast van het vorig jaar en deelt hij die mee aan de Regering.

§ 3. Uiterlijk op 1 oktober van elk jaar beveelt de Regering bij een ter post aangetekende brief aan de dienstenuitgever het bedrag van zijn bijdrage te storten in het Steunfonds voor creatie op radio.

De aangetekende brief bepaalt de termijnen waarbinnen het bedrag van de bijdrage moet worden betaald. De betaaltermijn bedraagt minstens één maand. Hij begint op de datum van verzending van de aangetekende brief.

§ 4. De verschuldigde bedragen ondergaan verwijlinteressen van 1 % per maand. Elk deel van een maand geldt voor een gehele maand.

§ 5. De verschuldigde dienstenuitgever kan beroep instellen per aangetekende brief aan de diensten van de Regering, tegen het vastgestelde bedrag van zijn bijdrage.

De klachten moeten op straffe van verval opgestuurd worden binnen de 30 dagen vanaf de datum van verzending van de aangetekende brief die de betaling van het bedrag van de bijdrage beveelt.

De diensten van de Regering beslissen binnen de maand over de gegrondheid van de betwisting.

Van de beslissing van de diensten van de Regering wordt aan de betalingsplichtige bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

§ 6. Indien de betaling van de bijdrage en de eventuele intresten niet gebeurt, is het dwangbevel de eerste vervolgingshandeling om de inning te verkrijgen.

Dit dwangbevel wordt geïmprimeerd en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar die belast is met de inning van de bijdrage.

Het wordt per deurwaardersexploot betekend met bevel tot betaling.

De uitvoering van het dwangbevel gebeurt met inachtneming van de bepalingen van het vijfde deel, Titel III, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts door een gemotiveerd verzet, gedaan door de betalingsplichtige, met dagvaarding voor het gerecht, worden gestuit. Dit verzet wordt gedaan bij exploit betekend door de Franse Gemeenschap in aanwezigheid van de ambtenaar belast met de inning van de bijdrage.

De vordering wordt aanhangig gemaakt bij de Rechtbank in welks rechtsgebied zich het bureau bevindt van de ambtenaar die belast is met de inning van de bijdrage.

§ 7. De aanvraag voor de terugbetaling van het bedrag van de bijdrage en de eventuele intresten wordt ingediend bij een exploit met dagvaarding voor het gerecht, betekend aan de Franse Gemeenschap, in de persoon van de ambtenaar belast met de inning van de bijdrage.

De vordering wordt aanhangig gemaakt bij de Rechtbank in welks rechtsgebied zich het bureau bevindt van de ambtenaar die belast is met de inning van de belasting.

§ 8. In geval van terugbetaling van het bedrag van de bijdrage, wordt de moratoire rente berekend volgens de wettelijk rentevoet op het bedrag van de terugbetaalbare bijdrage.

§ 9. De inning van het bedrag van de bijdrage en de eventuele intresten verjaart na één jaar vanaf de dag waarop ze ontstaan is.

De vordering voor terugbetaling van het bedrag van de bijdrage en de eventuele intresten verjaart na één jaar vanaf de dag waarop ze ontstaan is.

De verjaringen, zowel voor de inning als voor de terugbetaling van de bijdrage, worden gestuit op de manier en volgens de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval zal een nieuwe verjaring, die op dezelfde manier kan worden gestuit, verworven worden één jaar na de laatste akte tot stuiting van de vorige verjaring als er geen behandeling is voor het gerecht.

Art. 162. § 1. Punt 23 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997, zoals gewijzigd, houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende tabel vervangen :

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
Steunfonds voor creatie op radio	Bijdrage van de RTBF zoals bepaald krachtens het beheerscontract; Bijdrage van de netwerkradio's en van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten verdeeld op een netwerk voor digitale klankradio-omroep.	Steun voor projecten van uitzendingen van creatie op radio; Steun voor de erkende onthaalstructuren voor creatie op radio die tot doel hebben de creatie op radio binnen de Franse Gemeenschap uit te zenden, te bevorderen en te herwaarderen.

§ 2. De Regering stelt de nadere regels voor de aanwending van het Steunfonds voor creatie op radio vast.

TITEL X. — Wijziging van het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Art. 163. In artikel 33 van het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de woorden « en onverminderd artikel 33bis » ingevoegd tussen de woorden « een andere wet of een ander decreet » en « zijn de opdrachten ».

Art. 164. In hetzelfde decreet wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 33bis. De opdrachten toegewezen aan de commissarissen van de Regering bij de RTBF zijn de volgende :

Zorgen voor de behartiging van het algemeen belang, voor de naleving van de wetten, decreten, ordonnances en besluiten met uitzondering van de wetsbepalingen inzake radio-omroep en van het besluit tot goedkeuring van het beheerscontract;

Een verslag opstellen voor de toezichthoudende minister en de Minister van Begroting over alle beslissingen van de beheersorganen die een weerslag kunnen hebben op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap of die dreigen het evenwicht van de financiën van het overheidsbedrijf in het gedrang te brengen;

Aan de toezichthoudende minister en de Minister van Begroting een omstandig schriftelijk advies uitbrengen, wanneer de commissarissen der rekeningen hun meedelen dat ze ernstige en overeenstemmende feiten hebben vastgesteld die dreigen de continuïteit van het overheidsbedrijf in het gedrang te brengen;

Aan de toezichhoudende minister en de minister van Begroting een schriftelijk en omstandig advies uitbrengen, wanneer één van de overheidsbestuurders hen op de hoogte brengt van het bestaan van een belangenconflict tussen een bestuurder en het overheidsbedrijf;

Minstens om de zes maanden een algemeen verslag opmaken voor de toezichhoudende minister en de Minister van Begroting. De verslagen zijn medeondertekend door de twee commissarissen van de Regering. Deze verslagen bevatten, in voorkomend geval, de uiteenlopende opmerkingen van de commissarissen.

In voorkomend geval zenden de toezichhoudende minister en de Minister van Begroting de verslagen over aan de Regering die ze van de commissarissen van de Regering hebben ontvangen. »

Art. 165. In hetzelfde decreet wordt een artikel 36*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36*bis*. § 1. Elke commissaris bij de RTBF informeert, binnen een termijn van 4 volle dagen, de toezichhoudende minister en de Minister van Begroting over alle beslissingen die hij acht als strijdig met het algemeen belang, de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten, met uitzondering van de wettelijke bepalingen inzake radio-omroep en het besluit tot goedkeuring van het beheerscontract.

Deze informatie schorst de beslissing. Ze wordt binnen dezelfde termijn meegedeeld aan de raad van bestuur of aan het vast comité dat de bestreden beslissing heeft genomen.

§ 2. Deze korte termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen werd, voor zover de commissaris daar regelmatig werd opgeroepen en, zo niet, vanaf de dag waarop hij er kennis van genomen heeft.

§ 3. De toezichhoudende minister en/of de Minister van Begroting kan/kunnen, binnen een termijn van 20 volle dagen, de beslissing die het voorwerp is van een informatie van de Commissaris van de Regering, aan de Regering voorleggen.

§ 4. Bij beslissing van de toezichhoudende minister en/of van de Minister van Begroting meegedeeld aan het beheersorgaan, kan de in § 3 bedoelde termijn verlengd worden met 10 volle dagen.

§ 5. Het advies van de toezichhoudende minister en/of van de minister van begroting wordt meegedeeld aan het beheersorgaan samen met een afschrift aan de Commissaris van de Regering. »

TITEL XI. — Slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 166. § 1. Opgeheven worden :

1° het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zoals gewijzigd bij :

— het decreet van 20 juli 1988 tot wijziging van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Television belge de la Communaute française (RTBF);

— het decreet van 19 juli 1991 tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Television belge de la Communaute française (RTBF)" en van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

— het programmadecreet van 26 juni 1992;

— het decreet van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en Begroting;

— het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting;

— het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector;

— het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep;

— het decreet van 4 januari 1999 houdende wijziging van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en omzetting van de Richtlijn 97/36/EG van 30 juni 1997 en van de Richtlijn 95/47/EG van 24 oktober 1995;

— het decreet van 5 juli 2000 tot wijziging van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de audiovisuele sector;

— het decreet van 13 december 2001 tot wijziging van artikel 47 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

— het besluit van 8 november 2001 tot uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

2° het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, zoals gewijzigd bij :

— het decreet van 15 november 2001 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de Hoge Raad;

— het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van het initieel referentierooster van de Franse Gemeenschap voor de klankradio-omroep in frequentiemodulatie op de band 87.5-108 MHz en tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de Hoge Raad en de private diensten voor klankradio-omroep van de Franse Gemeenschap;

3° artikel 17, § 1, en artikel 18, § 1, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.

§ 2. De besluiten van de Regering genomen ter uitvoering van de decreten bedoeld in § 1 blijven van kracht zolang ze niet door een besluit van de Regering opgeheven of gewijzigd zijn.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 167. § 1. Elke procedure betreffende de vergunning, ingesteld overeenkomstig titel II van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, wordt voortgezet met inachtneming van de bepalingen van die titel.

De vergunningen verleend in het kader van die procedure blijven geldig tot aan hun einde.

§ 2. Elke aanvraag om vergunning ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet wordt onderzocht met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector.

Elke vergunning verleend op basis van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en elke overeenkomst in verband daarmee blijven geldig tot hun einde. In dat geval is artikel 41 niet van toepassing voor de duur van de overeenkomst.

Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet kan elke houder van een vergunning waarvan de termijn niet vervallen is, verleend op basis van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, een aanvraag om vergunning indienen bij toepassing van dit decreet.

De verlening van een vergunning overeenkomstig dit decreet heeft als gevolg dat de vorige vergunning ingetrokken wordt.

§ 4. De vergunningen verleend aan de plaatselijke televisiezenders op basis van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, komen ten einde op de door de Regering vastgestelde datum.

§ 5. De leden van de Hoge Raad, met uitzondering van de leden van het bureau die hun mandaat beëindigen, zullen binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet vervangen worden.

§ 6. Met het oog op de uitoefening van de opdrachten toegewezen aan de Hoge Raad, worden de personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschap, die op de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* aangesteld of ingelijfd zijn bij de Hoge Raad zoals ingesteld bij het decreet van 24 juli 1997 betreffende de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, overgedragen naar de Hoge Raad zoals ingesteld bij dit decreet.

De Regering bepaalt de datum en de nadere regels voor de overdracht van de in het vorige lid bedoelde personen.

Deze nadere regels bepalen inzonderheid dat deze overdracht op vrijwillige basis verloopt.

De overgedragen personeelsleden behouden hun graad of een gelijkwaardige graad en hun hoedanigheid. Ze behouden minstens de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of zouden hebben verworven als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt verder hadden uitgeoefend waarvan ze titularis waren toen ze werden overgedragen. Ze verwerven de hoedanigheid van personeelslid van de Hoge Raad.

De personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschap die op de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* aangesteld of ingelijfd zijn bij de Hoge Raad zoals ingesteld bij het decreet van 24 juli 1997 betreffende de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, en die niet overgedragen worden naar de Hoge Raad zoals ingesteld bij dit decreet, behouden hun graad en hun hoedanigheid. De Regering bepaalt de lijst van vergoedingen, premies en toelagen die deze personeelsleden zullen behouden alsmede de periode tijdens welke ze die voordelen verder zullen genieten.

§ 7. De netwerkexploitanten die verklaren dienstverdelers te zijn, beschikken over een termijn van één jaar vanaf de afsluiting van de rekeningen en de jaarlijkse balans volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, om zich naar artikel 77 te schikken.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 168. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De bepalingen bedoeld in artikel 166, § 1, 3°, en in artikel 31, treden in werking op de datum van inwerkingtreding van de nadere regels vastgesteld bij de Regering bij toepassing van artikel 30.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 357-1. — Commissieamendementen, nr. 357-2. — Verslag, nr. 357-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.